

MEP

1875



4°
A3396
BLE



ELEMENTS
POUR
L'HISTOIRE
DE
L'EDUCATION POPULAIRE

EXCLU DU PRÊT

Actes des Journées d'Etudes sur l'histoire
de l'Education Populaire, organisées par :

l'Institut National d'Education Populaire

les 28 - 29 - 30 Avril 1975

La réalisation de ce document a été
assurée par Geneviève POUJOL

DEPARTEMENT DES ETUDES,
DE LA RECHERCHE ET DE LA
DOCUMENTATION DE L'I.N.E.P.

Octobre 1976

DOCUMENT DE L'I.N.E.P. N° XXI

Série : Etudes et Recherches

I.N.E.P. - MARLY-LE-ROI

S O M M A I R E

- Les premières colonies de vacances
 . Les débuts de l'U.F.C.V., par Gérard MULLER..... p. 3
- La création des Centres d'Entraînement aux Méthodes
 d'Education Active (C.E.M.E.A.) par Gisèle de FAILLY..... p. 15
- Histoire de l'Education Populaire : 1936-1948
 par Benigno CACERES..... p. 27
- La Naissance des Maisons de Jeunes et de la Culture,
 par Paul JANSEN..... p. 39
- Les Marquisats par Jean LE VEUGLE..... p. 57
- D'un mouvement de jeunes à un mouvement d'adultes.
 . De la Route à la Vie Nouvelle, par Jean LESTAVEL..... p. 75
- 50 ans de la vie d'un mouvement de femmes : l'Union Féminine
 Civique et Sociale (L'U.F.C.S.) par Thérèse DONEAUD..... p. 95
- Pierre de FREDY, Baron de COUBERTIN (1893-1937) par Yves-Pierre
 BOULONGNE..... p. 103
- Les mouvements et les fins (finalités ou disparitions) des
 Associations de Jeunesse par Jean JOUSSELIN..... p. 115
- Les sources documentaires de l'Education Populaire, par
 Arlette BOULOGNE..... p. 139



La réalisation de ce document a été assurée par Geneviève FOUJON

DEPARTEMENT DES ETUDES
DE LA RECHERCHE ET DE LA
DOCUMENTATION DE L'I.J.E.P.

Octobre 1972

DOCUMENT DE L'I.J.E.P. N° 222
Série : Etudes et Recherches
I.J.E.P. - MARLY-LE-BOI

l'évolution des mentalités et les changements sociaux, économiques, politiques, les facteurs déterminants de l'apparition de ces mouvements et associations.

La troisième c'est que la connaissance historique de l'éducation populaire et des mouvements de jeunesse devrait constituer un élément majeur de la formation des agents socio-culturels et de l'éducateur est toujours étroitement reliée à l'histoire sociale. Cette connaissance éviterait nombre d'interprétations abusives ou idéologiques sur les "crises" ou la "nature" de l'animation socio-culturelle (ou socio-éducative). Elle provoquerait à questionner les événements présents en des termes plus rigoureux.

Enfin l'on percevra à travers les exposés présentés lors de ces journées des liens étroits par lesquels les mouvements de jeunesse ont commencé à prendre forme pour la première fois les problèmes actuels (à savoir depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale) est une histoire à faire. Ces journées constituent ainsi un appel à la recherche et à l'étude pour les étudiants de niveau supérieur qui se préparent aux carrières socio-culturelles.

P R E F A C E

L'Education Populaire a connu ses heures de gloire aux périodes "chaudes" de la vie sociale et politique française : en 1895 avec les Sociétés d'Instruction Populaire et les Universités Populaires, en 1936 avec la politique en faveur des loisirs du Front Populaire, en 1945 dans la période de reconstruction économique et sociale qui a suivi la libération de la France.

Et pourtant, sans de lentes et longues maturations moins spectaculaires, l'Education Populaire comme les Mouvements de Jeunesse, n'auraient pas connu leurs heures de gloire, ni donné progressivement naissance à ce qu'aujourd'hui on appelle "l'Education Continue", d'un côté, et "l'Animation Socio-Culturelle" d'un autre côté.

En 1975, en organisant trois journées d'information, l'Institut National d'Education Populaire a voulu s'adresser aux animateurs socio-culturels comme aux experts et aux chercheurs qui s'interrogent sur la signification et le développement de "l'Animation". Il a voulu souligner que les changements introduits depuis 1955 par le développement des équipements, des institutions, des professions socio-culturelles ne sauraient laisser ignorer une longue continuité d'inventions passées. Il ne s'agissait pas de rendre un hommage nostalgique au passé de l'Education Populaire et des Mouvements de Jeunesse, mais d'avancer quatre idées :

La première c'est que, la permanence de certaines finalités et de certains problèmes est, depuis 100 ans, peut-être plus profonde qu'on ne le croit sous les changements d'appellation et des modes d'organisation. De l'Education Populaire et des Mouvements de Jeunesse à l'Animation socio-culturelle (ou socio-éducative) l'intention de démocratisation culturelle, la référence à l'Ecole, l'initiative associative, les filiations socio-politiques, la situation institutionnelle mineure par rapport aux grandes institutions culturelles, la marginalité par rapport à la conscience populaire (hormis à certains moments de bouleversements socio-politiques) sont probablement des constantes.

La deuxième c'est que les inventions de l'Education Populaire et des Mouvements de Jeunesse sont intimement liés à des moments de l'histoire de la Société considérée dans la complexité de ses éléments de tous ordres et de tous niveaux. Au point qu'il est difficile de définir entre les initiatives de novateurs,

l'évolution des mentalités et les changements sociaux, économiques, politiques, les facteurs déterminants de l'apparition de ces mouvements et associations.

La troisième c'est que la connaissance historique de l'Education Populaire et des Mouvements de Jeunesse devrait constituer un élément majeur de la formation des agents socio-culturels en 1976, tant l'éducation est toujours étroitement reliée à l'histoire sociale. Cette connaissance éviterait nombre d'interprétations abruptes ou stéréotypées sur les "crises" ou la "nature" de l'animation socio-culturelle (ou socio-éducative). Elle provoquerait à questionner les événements présents en des termes plus rigoureux.

Enfin l'on percevra à travers les exposés présentés lors de ces journées que même amorcée par quelques audacieux pionniers, cette histoire de l'Education Populaire et des Mouvements de Jeunesse depuis qu'ont commencé à prendre forme pour la première fois les problèmes actuels (c'est-à-dire depuis la fin du XIXème Siècle) est une histoire à faire. Ces journées constituent ainsi un appel à la recherche et à l'étude pour les étudiants de niveau supérieur qui se préparent aux carrières socio-culturelles.

Les "actes" de ces journées d'information que rassemble le présent document, ne prétendent pas proposer une thèse socio-historique des inventions dans le domaine de l'éducation extra-scolaire et du loisir éducatif. On n'y trouvera pas une théorie explicative de l'apparition et du développement des associations à finalité socio-culturelle (ou socio-éducative), même si, ici ou là, s'esquisse une interprétation. Ce document est essentiellement constitué par les témoignages de ceux qui ont participé à certaines de ces inventions, ou d'observations et réflexions d'acteurs qui sont encore profondément engagés dans la vie de ces associations et de ces institutions.

Il ne s'agit pas non plus d'un panorama exhaustif, ni encore moins d'une chronologie complète. Les associations, les institutions présentées ici dans leur apparition et leur développement ont été choisies ni pour leur importance, ni pour les caractéristiques de leurs finalités et de leurs adhérents ou "public". Seule la disponibilité d'un de leurs promoteurs éminents, d'un témoin, ou d'un observateur compétent, explique que les présentations historiques de ce document ne recouvrent ni toute l'histoire, ni tous les courants des Mouvements de Jeunesse et de l'Education Populaire.

Nous espérons que de prochaines journées nous permettront de rassembler d'autres "éléments" de l'histoire des Mouvements de Jeunesse et d'Education Populaire (1).

Pour ces journées de 1975, que soient remerciés tous ceux qui ont contribué à leur qualité et à leur intérêt. Ils n'ont pas voulu seulement honorer le passé. Ils ont voulu aussi et surtout servir le présent et préparer les inventions de l'avenir : les vraies, celles qui mûrissent par l'intelligence des facteurs de changement et de continuité.

R. LABOURIE
Département des Etudes, de la
Recherche et de la Documentation.

(1) Le Centre de Documentation de l'I.N.E.P. spécialisé dans les problèmes d'éducation extra-scolaire, de loisir éducatif pour la jeunesse, d'animation et d'Education Populaire accueille avec plaisir tous documents d'archives (bulletins, revues, ouvrages) traitant de ces problèmes.

LES PREMIERES COLONIES
DE VACANCES

Les débuts de l'U.F.C.V.

par Gérard MULLER

Directeur Général de l'Union Française
des Centres de Vacances et de Loisir

Le 15 mai 1954, le Comité de la Santé Publique a tenu sa 10e séance.

Le 15 mai 1954, le Comité de la Santé Publique a tenu sa 10e séance. L'ordre du jour était : 1. Rapport de la Commission de la Santé Publique sur les maladies infectieuses.

Le 15 mai 1954, le Comité de la Santé Publique a tenu sa 10e séance. L'ordre du jour était : 1. Rapport de la Commission de la Santé Publique sur les maladies infectieuses.

LES PREMIERES COLONIES

DE VACANCES

Le 15 mai 1954, le Comité de la Santé Publique a tenu sa 10e séance. L'ordre du jour était : 1. Rapport de la Commission de la Santé Publique sur les maladies infectieuses.

Les départs de l'U.F.C.V.

Le 15 mai 1954, le Comité de la Santé Publique a tenu sa 10e séance. L'ordre du jour était : 1. Rapport de la Commission de la Santé Publique sur les maladies infectieuses.

par Gérard MAÏER

Directeur Général de l'Union Française

des Centres de Vacances et de Loisirs

Le 15 mai 1954, le Comité de la Santé Publique a tenu sa 10e séance. L'ordre du jour était : 1. Rapport de la Commission de la Santé Publique sur les maladies infectieuses.

Le 15 mai 1954, le Comité de la Santé Publique a tenu sa 10e séance. L'ordre du jour était : 1. Rapport de la Commission de la Santé Publique sur les maladies infectieuses.

Le 15 mai 1954, le Comité de la Santé Publique a tenu sa 10e séance. L'ordre du jour était : 1. Rapport de la Commission de la Santé Publique sur les maladies infectieuses.

Les débuts de l'U.F.C.V.; j'en parlerai un peu en incidente pour situer le mouvement. Notre mission aurait été de resituer un peu dans l'histoire les premières colonies de vacances, montrant comment elles s'inséraient effectivement dans le milieu socio-économico-politique d'une certaine époque, comment, aussi, elles étaient, dès le départ, avant la lettre, une des formes de l'éducation populaire, car je crois qu'historiquement elles ont contribué d'une part à développer les idées et les méthodes de ce qu'on appellera l'éducation nouvelle, et, d'autre part, à transformer les mentalités et à préparer même la grande explosion sociale - modestement, bien sûr - de 1936.

J'aurais souhaité, dans un premier temps et assez rapidement broser un peu cet aperçu historique et puis, puisque nous sommes dans l'histoire de l'Education Populaire, m'appuyer sur un certain nombre de documents d'époque, c'est-à-dire des photos que nous avons eu la chance de conserver des années 1910 à 1940, pour, à travers ces témoignages photographiques, montrer un peu, à la fois les objectifs poursuivis dans les débuts et, en même temps, le style de vie. En conclusion, je souhaiterais dresser un bilan de cette époque, avant de passer le relais à Mlle de Failly, puisque les Centres d'Entraînement se sont situés, eux, dans les années 36, avec, bien sûr, une optique tout à fait différente, mais il sera intéressant qu'après, au cours du débat, on puisse confronter nos idées.

Historiquement, c'est en 1876 - c'est une date importante puisque, sur le plan international, nous allons arriver au Centenaire - qu'un pasteur de Zurich, le pasteur Bion, a créé les Ferien Kolonien, en déclenchant une campagne de presse, en recueillant les sommes d'argent nécessaires et en emmenant sur le plateau d'Appenzell 68 garçons et filles de la banlieue industrielle de Zurich, pour les soustraire à l'atmosphère de la ville, leur donner une nourriture abondante, variée et saine, et les faire bénéficier du grand air.

C'est à cette date qu'un mouvement était lancé, que les colonies de vacances étaient nées ! Disons rapidement que ce mouvement, à travers des modalités très diverses, allait, tout en se développant en Suisse, gagner rapidement l'ensemble des pays d'Europe : l'Allemagne en 1878, en 1881 l'Italie, la Russie, la Norvège, la Suède et la France - qui a été un des premiers pays à adopter cette formule - et puis la Hollande en 1883, la Belgique en 1886, l'Espagne en 1887.

Un premier Congrès International des Colonies de Vacances se tint, sous la présidence du pasteur Bion, à Zurich, en Août 1888. Déjà, à ce Congrès de 1888, des orientations très diverses, sur lesquelles nous reviendrons tout-à-l'heure, s'y confrontèrent, souvent même avec passion et violence.

Je voudrais éclairer un peu l'histoire en France - puisque c'est la France qui est l'objet de notre étude - en revenant sur 4 pionniers, 4 types d'hommes et de femmes qui ont marqué, effectivement, ce mouvement et qui ont préparé son développement futur.

En France, l'initiative revint à un pasteur parisien, du quartier des Batignolles, Théodore Lorriaux, qui avait entendu parler, par des amis, des

réalisations de Bion et qui vît là l'occasion d'une action pour les enfants de familles ouvrières, condamnés à passer tout l'été à Paris. Les premières expériences se situent, effectivement, à Paris, et les premiers objectifs sont bien de caractère sanitaire et social.

Dès 1881, trois fillettes connues du pasteur, de santé délicate, furent envoyées dans une famille paysanne, à Nanteuil-les-Meaux, pour trois semaines. Il s'agit, au départ, et c'est important de le noter, de ce qu'on appelle aujourd'hui le placement familial. Trois semaines de cure de plein air; ce sera, d'ailleurs, le nom de l'oeuvre qui se créera à la suite de cette expérience concluante : "L'oeuvre des trois semaines".

Dès 1882, ce sont 72 garçons et filles, de 3 à 16 ans, originaires de presque tous les arrondissements de Paris - on en avait choisi 3 ou 4 dans chaque arrondissement - qui étaient répartis dans 5 villages, toujours placés chez les paysans, dont le village de Mont-Javoult, dans l'Oise où allait avoir lieu, quelques années plus tard, à côté du placement familial, la première colonie de vacances collective.

Ce qui est intéressant, c'est que, dès le départ, on n'essaie pas de stéréotyper une formule et on s'interroge sur les conséquences sociales, éducatives de la formule qui est lancée. Le pasteur Lorriaux n'entendait pas s'enfermer dans des formules trop rigides et, avec sa conscience aiguë des problèmes sociaux, il s'interrogeait à cette époque de la fin du XIXème, sur l'inconvénient qu'il y avait, dans certains cas, à enlever l'enfant, à l'arracher à son milieu familial. C'est pourquoi, dès 1888, il préconise une formule qui permet à des mères de famille d'accompagner leurs enfants chez les paysans, et, dès 1888, une mère de famille accompagnera ses enfants à Nanteuil-les-Meaux; ce seront 53 mères de famille un peu plus tard, et le pasteur Lorriaux favorisera les séjours de vacances des familles avec leurs enfants puisqu'en 1905, à une époque où les congés payés n'existaient pas, même dans l'imagination des futurs promoteurs, ce sont 175 familles qui bénéficieront ainsi de vacances à la mer, à la montagne ou à la campagne. Les centres de vacances familiaux ne datent pas, non plus, d'aujourd'hui : ils ont leur origine à cette époque.

L'histoire met ensuite en relief une femme au profil attachant, à la fois par son intelligence et sa sensibilité : Elise de Pressensé. Avec elle, toujours dans la mouvance des milieux protestants de l'époque, nous avons affaire à une aristocrate et là aussi, quand on relit tous les textes, on s'aperçoit - nous sourions maintenant, nous nous indignons même parfois du côté qui nous apparaît très paternaliste de ces initiatives - qu'il y a effectivement, dans un milieu social qui est extrêmement cloisonné, un mouvement, puisqu'un certain nombre de gens qui bénéficient de privilèges, s'interrogent et se penchent sur les autres, maladroitement, nous le verrons tout-à-l'heure, à travers certaines citations.

En tout cas, Elise de Pressensé, cette aristocrate qui s'était passionnée pour les mouvements socialisants du XIXème Siècle et qui avait toujours eu de la peine à supporter les privilèges de sa classe, a fondé, au lendemain de la Commune, à Paris en 1871, malgré l'opposition très violente de son milieu social, l'oeuvre de la Chaussée du Maine, qui était destinée à venir en aide aux veuves de ce quartier de Paris. Nous trouvons, là, toute une série d'oeuvres de bienfaisance où les mères de famille venaient avec leurs enfants.

C'est à partir des problèmes posés par les mères de famille, par les contacts qu'elle avait avec elles, qu'Elise de Pressensé, informée des projets, des réalisations du Pasteur Lorriaux, va se consacrer aux problèmes des enfants.

En 1882, elle confie à Lorriaux une vingtaine d'enfants et en 1883, elle décide d'organiser elle-même les vacances de ses pupilles. Cette fois-ci avec le sentiment que trois semaines, compte tenu du dépaysement important - à l'époque, on ne se déplaçait pas très facilement - compte tenu des habitudes aussi, étaient une période relativement courte qui ne permettait pas effectivement, le temps d'adaptation étant déjà très long, de profiter pleinement de ces séjours. A partir de cette époque là, ce n'est plus pour trois semaines mais pour deux ou trois mois que, chaque année, une quarantaine d'enfants vont profiter de la campagne.

Là encore, le mouvement s'étend puisqu'en 1906, ce sont 2.800 garçons et filles qui sont inscrits dans les colonies de vacances de la Chaussée du Maine.

A côté de ces organisations protestantes et indépendamment d'elles, va naître, en 1883, une autre forme de colonies que l'on désignera sous le nom de colonies scolaires parce qu'elles s'inspirent de l'école, parce que l'initiative est soutenue, au départ, par les caisses des écoles. Il faut bien noter, là, un point assez intéressant, c'est qu'en réalité, l'idée est partie des voyages scolaires. L'idée n'est pas non plus d'aujourd'hui puisqu'elle remonte à une intervention d'un Député de la Convention, le 20 Messidor de l'An II, Portiez, qui avait fait toute une déclaration montrant les avantages de ces voyages et les Caisses des Ecoles de Paris, à partir des années 1880, avec des fonds du Conseil Municipal, développent cette formule.

C'est là une formule qui présente un certain nombre d'avantages mais qui est conçue comme une récompense, d'abord, pour les meilleurs élèves. On les choisit en fonction des notes, sans même prendre vraiment conscience de l'intérêt que cela peut représenter pour eux, sans prendre, non plus, la dimension de ce qu'ils sont socialement. C'est essentiellement conçu comme une occasion d'enrichissement intellectuel et comme le prolongement de la vie scolaire. Ces voyages ne touchaient qu'un nombre très limité d'enfants, vous vous en doutez.

A ce moment-là, réfléchissant sur cette formule, un administrateur de la Caisse des Ecoles du IXème Arrondissement, Edmond Cottinet, va s'appuyer sur cette politique de la Caisse des Ecoles mais pour l'orienter différemment et pour créer des colonies scolaires. Il le dira, d'ailleurs très nettement :

"Les colonies devaient n'avoir rien de commun avec ces voyages quelque divertissants et profitables qu'ils soient, dont d'autres Caisses des Ecoles gratifient les écoliers méritants de certains arrondissements de Paris. Notre visée, toute différente, était purement hygiénique, d'hygiène préventive. Nous désirions enlever des écoliers étiolés au méphitisme ambiant de la grande ville, au confinement, à l'oisiveté, à l'ennui qui sévissaient sur eux, de préférence à cette époque de l'année où d'autres enfants, plus favorisés de la fortune, s'échappent".

Les moyens, il les donne :

"Réunir les pupilles par petits groupes, dans la main d'un maître connu d'eux et leur chercher pour asile quelque école vidée par les vacances, où la nourriture leur serait donnée à forfait. Nous trouverons aisément parmi les maîtres et les maîtresses de nos écoles des personnes de bonne volonté qui, pour une légère rétribution, se mettront à la tête de la colonie et profiteront pour elles-mêmes de la cure d'air que nous ménageons à nos enfants".

Durant toute la fin du XIX^{ème} Siècle vont se développer un certain nombre de centres, notamment à Chaumont, Luxeuil, Saint Dié, Pompey. Ce sont chaque année 350 garçons et filles qui bénéficient de cette formule dans des conditions favorables.

A partir de 1887, Cottinet décide de généraliser la formule et pour cela, il va poursuivre plusieurs objectifs :

Le premier est, effectivement, de convaincre le Conseil Municipal de Paris, qui subventionnait, d'obtenir aussi l'adhésion des Directeurs et des Directrices des Ecoles Primaires, sans lesquels rien ne pouvait être fait, et d'alerter le grand public pour obtenir les fonds complémentaires.

A force de convaincre, il réussit à réunir pratiquement tous les directeurs et directrices des écoles de Paris et, à cette occasion, il leur fait une sorte de discours très convaincant, mais qui montre en même temps un peu les objectifs de ces premiers centres :

"Il vous sera très doux de jeter vos livres par-dessus les moulins, d'oublier les programmes et les inspections, de professer comme Rabelais conseillait de le faire, en plein air, en pleine campagne, de prendre pour texte un champ de luzerne et pour répétiteur un paysan. Il vous plaira d'arrêter vos élèves non plus devant les statues de nos places publiques, mais devant ces figures épiques, devant ces conquérants du sillon, ces victorieux de la pluie et du vent, du ciel et du soleil qui s'appellent le laboureur, le semeur, le berger".

Voyez la vision que l'on pouvait avoir de la condition paysanne et cette espèce de rêve de rapprochement d'une civilisation, de la ville avec la campagne.

Les colonies scolaires n'ont cessé de se développer puisqu'en 1906, qui est une date intéressante, elles envoient chaque année à la mer, à la montagne ou à la campagne, près de 6.500 enfants.

Mais, il faut, parmi ces pionniers, citer aussi quelqu'un qui va avoir une importance assez considérable, surtout sur les structures et qui est, lui aussi, un pasteur, mais un pasteur qui va sortir très vite de son milieu protestant et qui va avoir une vision beaucoup plus universaliste dans ce domaine, tout en ayant, d'ailleurs, un tempérament très marqué, un tempérament de dictateur, ce qui provoquera un certain nombre de remous à l'époque. C'est le pasteur Comte créateur de l'"oeuvre des enfants à la montagne". C'est essentiellement la campagne et la mer qui jusque là, attireraient; la montagne est une conquête plus tardive.

Là aussi, l'objectif est un objectif sanitaire. Le pasteur Comte - les premières réalisations ont été, au départ, des réalisations parisiennes - est à

Saint-Etienne. Il a la responsabilité d'une paroisse industrielle de la ville. Il a lui-même dans des conditions assez tragiques, après maladie, perdu l'un de ses enfants et le second étant de santé fort délicate, c'est sur les conseils de son médecin qu'il part dans les Cévennes et que, là, il constate que cet enfant reprend vie, force, appétit. Il s'interroge en se disant : au fond, pour tous ces enfants de la banlieue industrielle de Saint-Etienne, l'effet serait extraordinaire. C'est ainsi qu'il crée son oeuvre, qu'il la démarrera avec une cinquantaine d'enfants, pour atteindre 1.200, plus tard 2.600.

Comte n'a rien inventé, ni sur le plan de la structure pédagogique, ni sur l'objectif lui-même, il s'est bien situé dans la ligne de ses précurseurs, Son intérêt à lui, c'est qu'il a peut-être plus vite que les autres, généralisé la formule et qu'il l'a aussi très vite diversifiée.

Constatant que les enfants étaient, bien sûr, dans des situations très différentes, que certains étaient notamment de santé particulièrement délicate, il crée, en 1903, ce qu'il appelle les fermes-infirmeries qui sont, au fond, des fermes accueillant des enfants de santé particulièrement délicate et soumis à un régime spécial. Il y a peut-être là le prototype de nos futures colonies sanitaires.

En 1904 aussi il crée des Centres - deux - en montagne, où l'on héberge de jeunes mères avec leur nourrisson. Il y a là pratiquement, aussi, une sorte de colonie pré-maternelle qui annonce les centres de vacances de la petite enfance.

Et puis, il se rend compte aussi, alors que jusqu'à présent le centre, collectivement, emmenait les jeunes de 3 à 18, voire 20 ans, il se rend compte que les intérêts sont diversifiés selon les âges et il crée des centres pour des jeunes qui seront un peu les premiers centres de vacances d'adolescents, notamment les colonies de jeunes filles où, effectivement, les activités sont conçues en fonction des intérêts d'âge.

Comte a le souci d'informer l'opinion publique et c'est là qu'on se rend compte d'un phénomène très important qui explique le développement des centres de vacances. Rien n'aurait été fait s'il n'y avait pas eu, dès le départ, de la part de ces pionniers, un souci de sensibiliser l'opinion publique et de faire passer leurs idées, tant sociales qu'éducatives, au niveau de l'opinion.

Comte parle, écrit, fait un certain nombre de réunions. Il détecte des personnes qu'il essaie de convaincre et de rallier à ses idées. C'est lui qui va susciter des créations similaires un peu partout et nous allons revenir sur lui dans un instant.

Il faudrait aussi parler des colonies catholiques, nées avec une quinzaine d'années de retard sur les précédentes. Je citerai le patronage Ollier, à Paris, avec l'Abbé Bidey, les Conférences de Saint Vincent de Paul, à Paris et dans la Région de Lyon, qui sont très marquées en ce sens qu'elles prolongent un peu l'action éducative qui se fait tout au long de l'année dans les patronages, et, au fond, les colonies de vacances sont le prolongement du patronage; elles en adoptent les structures, le rythme, les activités.

Ce qu'il est aussi intéressant de noter, c'est qu'au départ, je l'ai dit, ces colonies ont été des créations parisiennes; très vite, elles se sont

étendues à la province puisqu'en 1906, les oeuvres de province atteignaient la centaine et étaient donc en nombre égal à celles de la Région Parisienne.

Très rapidement, les structures vont se diversifier. Nous trouvons, et ceci va se développer durant toute la période de 1906 à 1936, de petites communautés de 10 enfants, celles que préconisait Cottinet, les colonies scolaires, jusqu'à de grandes collectivités de 150 à 250 enfants. On trouvera aussi les colonies familiales d'Elise de Pressensé et de Lorriaux, et on trouvera une diversité des Organisateur de ces Centres.

A l'origine, nous l'avons vu, c'était essentiellement des Associations de bienfaisance qui s'étaient créées d'abord sous la mouvance de l'église protestante. Puis nous avons vu apparaître des Caisse des Ecoles, puis un certain nombre d'oeuvres, dans la mouvance du catholicisme, mais, très vite aussi, d'autres organisateurs vont apparaître, notamment les Administrations publiques, puisque la Préfecture de Police de la Seine, en 1898, lance son premier centre pour les enfants des Gardiens de la Paix, les municipalités, un certain nombre d'entreprises privées. Cette situation très diverse au départ prouve effectivement une certaine richesse mais aussi une certaine complexité de situation et je crois qu'aujourd'hui encore, dans ce secteur-là, nous avons hérité de cette complexité et de cette richesse.

J'en arrive maintenant assez rapidement à ce qui vous avait été annoncé comme étant l'objet même de notre rencontre : les débuts de l'U.F.C.V.; je les resitue et ce sera rapide.

Au départ, Comte, ce dictatorial pasteur, voulait - il en rêvait dès 1903 - regrouper toutes les oeuvres qui s'occupaient de colonies de vacances et les réunir à l'occasion d'un Congrès, mais en sachant bien sûr que ce serait lui qui serait l'âme et le responsable, le chef de ce mouvement. Son impérialisme a fait que les contacts pris ont fait échouer trois fois de suite ce Congrès, en 1903, 1904 et 1905. Ce n'est finalement qu'en 1906 à Bordeaux, que 172 oeuvres se réunissent, et Comte poursuit ainsi des ambitions sur le plan international. Il avait réussi à avoir, à ce Congrès de Bordeaux, 12 délégations étrangères, si bien que Bordeaux apparaît officiellement comme le IIème Congrès International des colonies de vacances, le premier ayant eu lieu à Zurich. C'était, en réalité, le premier Congrès National Français consacré à la question.

Le but était très clairement d'unifier, sous l'autorité, bien entendu, de Comte.

Je crois que ce Congrès, qui s'est préoccupé d'un certain nombre de questions, a été marqué surtout par le rapport de Mr. Fougerolles, qui définissait pour la première fois ce que pourrait être une Fédération, disons, d'oeuvres de collectivités s'occupant de centres de vacances. Je vais me permettre de vous lire une page de ce rapport. Il paraît très éclairant et il me paraît effectivement avoir constitué un peu un schéma de travail qui a marqué les cinquante années suivantes, au moins, dans ce secteur :

"Nous ne voulons pas - et ceci était un peu destiné à atténuer l'autorité de Comte, partisan d'une centralisation à outrance - imprimer une direction unique à toutes les oeuvres de grand air et faire de chacune d'elles une section obéissant aux ordres du Comité Central, sorte de Comité de Salut Public qui, d'un bout à l'autre de la France, jouerait le rôle d'un rouleau uniformisant tous les efforts et les dépouillant de ce qui constitue leur véritable

efficacité : la spontanéité et l'individualité.

"Une pareille tentative, si elle réussissait, ne tarderait pas à étouffer toutes les manifestations pratiques de l'esprit de justice et de solidarité qui a donné naissance à nos oeuvres et qui demande une liberté absolue pour pouvoir se plier à toutes les circonstances et subvenir à tous les besoins.

"Par fédération, nous entendons une association dans laquelle chaque société conserverait son entière indépendance, à tous les points de vue, consentirait simplement quelques légers sacrifices d'argent et se soumettrait à quelques obligations insignifiantes pour en retirer un maximum d'effet utile. Nous n'obtiendrons des diminutions de prix de transport que si, par une action incessante et collective, nous obligeons les compagnies de chemin de fer à faire droit à nos demandes. Qui oserait affirmer que les démarches particulières d'une seule oeuvre auraient le même effet auprès des grandes compagnies de chemin de fer, que les démarches d'un bureau parlant au nom de 400 ou 500 Sociétés et de 200.000 enfants ?"

Il y avait ensuite toute une tirade sur l'uniformité de la fiche médicale qui était importante, et d'autres aspects intéressants :

"Les rapports de toutes les oeuvres envoyés au siège de la Fédération et adressés aux sociétés qui en feront la demande, deviendront l'occasion d'un rapport général annuel qui permettra aux uns de profiter des expériences des autres; que d'heureuses et fécondes initiatives qui restent ignorées et qui auraient pu cependant, si elles avaient été connues, devenir le point de départ d'une magnifique floraison sur notre territoire d'oeuvres de préservation et de reconstitution de l'enfance.

"Et ne voyez-vous pas quel merveilleux instrument de propagande nous aurions dans la Fédération si celle-ci constituait une caisse destinée, par quelques subventions ou par l'envoi d'un conférencier, à favoriser la fondation d'une oeuvre de grand air dans une région ou dans une ville qui n'en a pas jusqu'ici ? Quelle autorité, le délégué de la Fédération n'aurait-il pas auprès des différentes administrations et des grands corps d'une ville ou d'un département s'il se présentait au nom de cette force colossale que constituerait la voix de ces 200.000 ou 300.000 enfants reconstitués par le grand air ? Comme il serait écouté quand il voudrait faire un devoir à la population et aux pouvoirs publics d'un grand centre, de procurer aux enfants des écoles les mêmes avantages dont jouissent leurs camarades des autres villes où fonctionnent des colonies de vacances.

"Enfin, la Fédération permettrait de trouver la solution d'un problème très important pour nous, habitants du centre de la France et ceux qui demeurent dans les plaines et sur le bord de la mer; le même climat ne convient pas à tous les tempéraments; il faut placer l'enfant dans le milieu qui lui est favorable. Quand la Fédération sera solidement organisée, nous pourrons envoyer, par simple échange sur le plateau central, les enfants de Bordeaux, de Paris ou de Marseille, d'Alger ou d'Oran, qui ont besoin de l'air vif imprégné de résine de nos montagnes, et vous confier à vous, de la plaine ou du littoral, les enfants de nos villes dont la constitution réclame les bains de mer ou une faible altitude.

"Ainsi, Messieurs, nous aurons une organisation assez souple pour respecter les libres initiatives de tous les groupes et assez complète pour donner

à chaque enfant l'environnement qui répond le mieux aux besoins de sa constitution.

"Je n'insiste pas, la cause de la Fédération est gagnée".

Cette Fédération était donc bien, au départ, une défense d'intérêts dans le domaine des transports, des assurances, un instrument de publicité destiné à développer l'image de marque de la colonie de vacances, une sorte de bureau d'études aussi qui recevait, effectivement, toutes les expériences faites un peu partout, les analysait et les renvoyait, les transmettait à l'ensemble. C'est aussi, bien sûr, l'occasion d'échanger des locaux permettant aux enfants de bénéficier successivement de la montagne, de la campagne ou de la mer, surtout en fonction de leur constitution, car on pensait que certains enfants avaient besoin de la mer et pas de la montagne, et inversement.

Mais, c'est sur ce schéma qu'on va travailler pendant les cinquante années suivantes et cela va marquer beaucoup, je crois, l'organisation de la structure des organismes de centres de vacances et aussi leur pédagogie.

A Bordeaux, à partir de ces déclarations, on vote dans le sens d'une neutralité assez compréhensive car il y avait, à l'époque, les tensions entre ce qu'on appelait - et le terme est resté jusqu'à nos jours - les laïcs et les confessionnels, on vote dans le sens de cette neutralité, le principe d'une association qui serait la Fédération Nationale des Colonies de Vacances et Oeuvres de Grand Air. Mais le Congrès avait pris conscience de la dimension très autoritaire de Comte et, finalement, malgré le vote enthousiaste, on s'est séparé et le projet est resté lettre morte. Ce n'est qu'un an plus tard, le 23 Avril 1907, que sur la proposition du Docteur Bourel, Président de l'Oeuvre de l'Air pur, que se crée l'Union Parisienne des Colonies de vacances, qui est effectivement l'U.F.C.V., puisque c'est cette même union qui changera de nom à deux reprises.

En 1909, à la suite d'un certain nombre de remous, de tensions au sein même du Conseil d'Administration de cette union, un certain nombre des sociétés qui avaient constitué cette Union s'en étaient retirées. En 1909, cette société regroupait 72 oeuvres et c'est le moment où elle décide de s'étendre à l'ensemble du territoire et de passer, si vous voulez, de l'Union Parisienne qu'elle était à l'Union Nationale des Colonies de Vacances et Oeuvres du grand air. Elle prend, à ce moment-là, comme Président Emile Loubet, qui venait de terminer son septennat de Président de la République. Il est élu Président en 1909 et, en prenant la présidence de cette Fédération, il déclare : "Il y a là, unis pour la défense de la race française, les représentants de l'esprit laïque, les catholiques, les protestants et les Israélites". Mais, en 1911, un certain nombre d'oeuvres catholiques quittent cette Union Nationale et créent l'année suivante, parallèlement donc à l'Union Nationale des Colonies de Vacances, une Union catholique des Colonies de Vacances qui ne va subsister que jusqu'à la guerre de 1914.

A ce moment-là, le retrait de l'Union Nationale de la plupart des oeuvres catholiques en majorité, crée une grave crise intérieure au sein de cette Union et il va y avoir toute une série de luttes d'influence qui vont donner à cette Union Nationale qui va devenir l'Union Française des Colonies de Vacances, une orientation pour un certain nombre d'années.

En effet, le Pasteur Comte n'avait pas du tout renoncé à son projet de Fédération et il avait inspiré, déjà, la création d'un certain nombre de

Fédérations régionales, notamment dans le Nord-Est et le Sud-Ouest de la France. Pour lui, ces Fédérations régionales étaient un peu des pierres d'attente pour la Fédération Nationale qu'il rêvait toujours de créer et de prendre en mains.

A ce moment-là, son intention était d'obtenir l'adhésion de l'Union Nationale des Colonies de Vacances à cette future Fédération. L'Union était simplement des oeuvres qui s'étaient regroupées entre elles, en union, alors que lui rêvait d'une Fédération bien construite.

Le projet de Fédération est donc présenté en 1912 au Bureau de l'Union Nationale qui le rejette; il y a conflit au sein du Bureau. Ce projet est donc soumis au vote de 152 Oeuvres et c'est l'échec puisque 24 Oeuvres seulement donnent un avis favorable.

Cet échec s'explique par deux raisons : D'une part, l'Union Nationale des Colonies de Vacances était une Association déclarée, édifiée sur des bases relativement solides et elle n'avait pas à disparaître au profit d'une Fédération, du moins ses adhérents le ressentaient-ils ainsi.

D'autre part, il y avait un nombre important d'oeuvres qui composaient cette Union Nationale et qui se méfiaient bien sûr de Comte, non seulement à cause de son tempérament et de son autorité, mais aussi parce que Comte - et dans le climat de tension et de lutte idéologique de l'époque, c'était très important - Comte faisait patronner tous ses Congrès, à l'époque, par la Ligue de l'Enseignement; or, un certain nombre d'oeuvres membres de l'Union Nationale ne souhaitaient pas voir se développer de manière très étroite la collaboration avec la Ligue. Si bien que le Bureau de l'Union Nationale des Colonies de Vacances qui patronnait ce projet de Fédération, mis en minorité a été obligé de démissionner. C'est, effectivement, la crise de 1912. A ce moment-là - je vais très vite - il est remplacé, à la tête de l'Association, par quelqu'un de l'Office Central des Oeuvres de Bienfaisance : Eugène Plantet, le second Président de l'Union Nationale. A ce moment-là, on a l'influence très nette de l'Association OZANAM et de toutes les colonies de vacances des oeuvres Saint Vincent de Paul. L'U.F.C.V. se développe alors dans un sens très marqué du point de vue religieux. En 1930, on peut dire que 85 % des oeuvres adhérentes sont catholiques, ce qui, d'ailleurs, entraînera en 1932 une influence considérable, une sorte de tutelle, de l'Union des Oeuvres Catholiques de France sur l'Union Nationale qui, entre temps, était devenue, à la suite de sa reconnaissance d'utilité publique en 1934, l'Union Française des Colonies de Vacances et Oeuvres de grand air.

Cette sorte de tutelle de l'Union des Oeuvres, cette influence plus ou moins marquée, a duré une quinzaine d'années et ce n'est, d'ailleurs, qu'en 1947 que l'U.F.C.V. retrouvera l'indépendance de ses origines.

Je m'arrêterai historiquement, à cette période. Disons que ce qui est important, c'est la liaison qui existe, dès le départ et de plus en plus, entre le secteur des Centres de Vacances et la réalité sociale qu'on cherche à percevoir. Au départ, on disait : objectif purement sanitaire, avec très vite, aussi, des perspectives d'éducation. Je pense que nous verrons tout à l'heure quelques photos de l'époque qui illustreront mieux que des paroles les objectifs poursuivis, mais ce que je voudrais dire en terminant, c'est que cette réalité sociale a finalement conduit non seulement l'U.F.C.V. mais les différents organismes - et là je pense que Mlle de Failly ne me contredira pas - à déborder

dans leur histoire, très vite, du secteur des centres de vacances qui est, bien sûr, resté le plus important, pour aborder, surtout depuis une vingtaine d'années, l'animation des loisirs, tout au long de l'année, l'animation socio-éducative en général et même la formation des animateurs professionnels.

Il y aurait un bilan à tirer. Je voudrais dire simplement que - pour me rapprocher d'aujourd'hui - cent ans après, le centre de vacances reste encore très actuel, peut-être par son projet pédagogique. Je dois dire d'abord que dans le centre de vacances, il y a la place grandissante donnée actuellement, dans les activités, à la découverte du milieu d'accueil : non seulement réponse à la curiosité, à l'appétit, pour les hommes et pour les choses, mais à la prise de conscience de l'influence réciproque que peut avoir la collectivité que constitue le centre de vacances - ainsi, d'ailleurs, que le village où elle est implantée. On cherche même de plus en plus à exploiter la situation créée par le contact de deux modes de vie, parfois même de deux cultures différentes.

Je voudrais dire aussi, et nous le reverrons tout-à-l'heure avec des images, que cela reste aussi le lieu d'apprentissage des activités sportives et de pleine nature, qu'il s'agisse d'activités très spécialisées : voile, spéléologie, équitation... - c'est un aspect qui est déjà en germe dans les origines - ou qu'il s'agisse plus modestement des jeux de plein air.

Il y a également recherche d'un rythme de vie très différent, s'adaptant au rythme de chacun et au rythme des groupes spontanés, en même temps qu'il y a cette dimension d'une collectivité plus large.

Je crois, et c'est peut-être par là qu'il faudrait conclure, que depuis le départ, tout en essayant de faire le lien avec le milieu d'origine des enfants et des adolescents, la colonie de vacances a reposé sur les centres d'intérêt des enfants et des adolescents et sur le libre choix de ceux-ci. A travers des vicissitudes qu'on a bien connues, je pense personnellement que la stagnation des effectifs, est due, bien sûr, à des conditions économiques et financières, mais aussi au fait qu'il y a eu des périodes, comme dans toute histoire, où une certaine sclérose s'est manifestée. Mais, nous assistons aujourd'hui, je crois, à un effort très certain de renouvellement qui s'appuie, à nouveau, sur le fait que l'on redécouvre, au fond, l'expression, la création et la nécessité de la libre initiative de l'enfant et de l'importance de son choix.

Je pense effectivement que parmi, disons, toutes les structures éducatives, au niveau de l'enfance, la colonie de vacances est sûrement celle qui permet aujourd'hui, peut-être le mieux, l'apprentissage de la liberté, voire de la libération, conçue comme une démarche permettant d'assumer son conditionnement et l'apprentissage de la responsabilité. Je crois qu'il y a là, à travers l'étude de ces communautés éducatives, un point très important et je crois que cela permet de situer, finalement même de donner une place de choix, à la colonie de vacances, à la fois dans l'éducation permanente et dans le développement social et culturel.

L'annonce de la création des centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (C.E.M.E.A.) a été faite par le journal "L'Éducateur" le 15 mars 1936.

D'abord, on se demande pourquoi ces centres ont été créés, qui les a créés, où ils sont, à quel moment de la vie de l'éducateur ils ont été créés. On se demande également si ces centres ont une utilité réelle, si leur création est le résultat d'une réflexion profonde, si elle est le fruit d'une expérience personnelle, si elle est le fruit d'une réflexion collective, si elle est le fruit d'une réflexion collective.

Bien sûr, ces centres ont été créés par les C.E.M.E.A., mais je crois qu'ils ont été créés de la même manière. Je voudrais en dire quelques mots. L'histoire, ne pas s'en tenir à l'histoire, mais à l'objectif, ils voient la création de ces centres, ils voient que ça arrive parce que le p... à l'époque, j'avais 30 ans, et je peux dire que c'est... professionnelle, et une grande partie de ma vie passée... à la vie des C.E.M.E.A.

LA CREATION DES CENTRES D'ENTRAINEMENT AUX METHODES D' EDUCATION ACTIVE

(C.E.M.E.A.)

Je ne peux pas dire que j'ai été objectif, et je dirai pour que vous ne puissiez pas... une passionnée des centres de vacances... donnera si cette passion se traduit...

Les premières expériences ont eu lieu en 1936. Une fois une colonie... écoles restent fermées... des installations... être très heureux à accueillir des enfants... aspect d'économie intéressant... étaient forcément les écoles... de ne recevoir que de petits groupes...

par Gisèle de FAILLY

Déléguée Nationale des CEMEA

J'ai donc fait cette conférence le 15 mars 1936. Et je ne suis resté qu'un moment que les moniteurs et éducateurs, à l'époque... du scoutisme et nous ser... à occuper d'enfants... raient tout de l'éducation...

Par ailleurs, par ailleurs, j'ai beaucoup travaillé à l'éducation nouvelle. J'étais... où j'avais vu des écoles... révélation; j'avais enseigné... j'avais donc la tête... nouvelle dans les écoles... pas atteindre l'école... çons et filles qui ne savent rien... enseignants, peut-être pourrions-nous transformer l'école.

L'exposé de Gérard MULLER m'a d'autant plus intéressée que la naissance des C.E.M.E.A. est tout à fait différente de celle de l'U.F.C.V.

D'abord, cette dernière est née, si l'on peut dire, peu à peu; elle est née, en partant, comme le disait Gérard MULLER, de l'idée que le Centre de Vacances était un lieu où les enfants allaient pouvoir pendant trois semaines ou peut-être un mois, vivre à l'air pur et quitter la ville, en bénéficiant de conditions que les enfants des classes pauvres ne connaissaient pas.

Bien sûr, cette idée a existé lorsque nous avons créé les C.E.M.E.A. mais je crois qu'elle ne s'est pas présentée tout à fait de la même manière. Je voudrais essayer d'être exacte et l'on dit qu'il vaut mieux, lorsqu'on écrit l'histoire, ne pas l'avoir vécue. Ceux qui l'ont vécue manquent d'objectivité, ils voient le côté anecdotique, le côté interne; c'est un peu ce qui m'arrive parce que le premier stage des C.E.M.E.A. a eu lieu, en 1937, à Pâques. J'avais 30 ans, et je peux dire que, depuis lors, toute ma vie professionnelle, et une grande partie de ma vie personnelle ont été intimement mêlées à la vie des C.E.M.E.A.

Je ne peux pas être impartiale ni tout à fait objective, et je dirai pour que vous me pardonniez, que je suis une passionnée des stages et une passionnée des centres de vacances. Ayant avoué cela, j'espère que vous me pardonneriez si cette passion se traduit quelquefois dans les mots.

Les premières discussions qui ont amené à la création d'un stage ont eu lieu en 1936. J'avais moi-même, cette année-là, organisé pour la première fois une colonie de vacances dans une école. Il était bien dommage que les écoles restent fermées pendant l'été alors que certaines d'entre elles avaient des installations sanitaires, des cantines, que certains maires seraient peut-être très heureux d'accueillir des enfants des villes et qu'il y avait là un aspect d'économie intéressant, d'autant que les écoles que l'on allait choisir étaient forcément des écoles rurales, et que leur faible dimension imposerait de ne recevoir que de petits groupes d'enfants.

J'ai donc fait cette colonie de vacances et je me suis rendu compte que les moniteurs et monitrices, à l'exception de l'une d'elles qui avait fait du scoutisme et nous fut d'un grand secours, étaient tout à fait incapables de s'occuper d'enfants. Ils étaient très gentils, pleins de bonne volonté mais ignoraient tout de l'éducation.

Par ailleurs, personnellement, je m'étais beaucoup intéressée à l'éducation nouvelle. J'avais voyagé, j'étais allée en Angleterre notamment, où j'avais vu des écoles nouvelles extraordinaires qui avaient été pour moi une révélation; j'avais enseigné dans une école nouvelle des environs de Paris et j'avais dans la tête cette idée que si l'on pouvait faire pénétrer l'éducation nouvelle dans les écoles françaises ce serait extraordinaire. Mais, ne pouvant pas atteindre l'école, je me suis dit : "s'il était possible de former ces garçons et filles qui ne savent rien, et si l'on pouvait avoir, parmi eux, des enseignants, peut-être pourrions-nous transformer l'école".

J'ai écrit à ce sujet un article dans une revue de petite audience qui s'appelait "l'Hygiène par l'Exemple", dont je connaissais la Secrétaire Générale: Mme MASCART. Dans cet article je relatais notre expérience de colonie dans une école rurale et j'indiquais la nécessité et l'intérêt d'une formation de "surveillants" comme on disait alors. Or, cet article est tombé sous les yeux d'une personne que vous connaissez, Madame TRENEL, qui était dans le scoutisme. Mme TRENEL a dit : "ah, mais c'est intéressant, il faut absolument que cette personne rencontre André LEFEVRE". Elle était elle-même dans le mouvement des Eclaireurs de France, et André LEFEVRE en était Commissaire National; le titre a changé quelque temps après, puisque je vois que vous êtes tellement pointilleux sur l'histoire et il s'est appelé Commissaire Général.

Je m'excuse du côté anecdotique mais il est intéressant quand même. J'ai eu beaucoup de mal à rencontrer André LEFEVRE qui a dû se dire : "Qu'est-ce que c'est que cette personne qui veut me voir ?", mais Mme TRENEL, qui sentait l'intérêt de cette rencontre a insisté pour qu'elle ait lieu. Nous nous sommes rencontrés. Je lui ai dit : "voilà, je crois que ce serait très intéressant de former des jeunes, mais je ne vois pas du tout comment".

Ceux qui connaissent ou qui ont connu André LEFEVRE savent que c'était un homme extraordinaire, hors du commun, d'une très grande sensibilité, d'une très grande habileté, et je peux dire qu'il m'a fait passer un véritable interrogatoire.

Il était plus âgé que moi. Il m'a demandé : "quelles sont vos idées sur les colonies ? Est-ce qu'il faut qu'elles soient grandes, à votre avis ?" Je me disais : "il doit considérer qu'il faut qu'elles soient grandes...", cependant j'ai répondu : petites... "Combien pensez-vous qu'il faille d'enfants?" Dans notre petite école rurale, on en avait eu 30... pour lui faire plaisir, j'ai dit : une cinquantaine. Il a enregistré et puis il m'a dit : "mais, pensez-vous que les garçons et les filles doivent être séparés ?"... Je me suis dit : certainement, il doit penser qu'ils doivent être séparés... mais j'ai répondu : "non, je crois que cela peut être une éducation très intéressante de la mixité".

Il a enregistré, et tout a continué ainsi, sur ce thème, jusqu'à la fin de l'entretien, lorsqu'il m'a dit : "peut-être que nous pouvons essayer de faire quelque chose ensemble", et il m'a raconté - c'était ce jour là ou un autre - comment les éclaireurs formaient les futurs chefs éclaireurs.

Il m'a dit : voilà, nous demandons à des jeunes qui veulent être chefs éclaireurs - seulement à des garçons puisque le mouvement n'était pas mixte, à l'époque - de vivre ensemble pendant une dizaine de jours, comme vivraient des enfants dans une colonie de vacances. Nos camps-écoles - puisque cela s'appelait ainsi - se passent sous tente et ils sont dirigés par des chefs-éclaireurs qui ont plus d'expérience qu'eux, mais il y a une vie communautaire très importante. On prend les repas ensemble, on sort ensemble et c'est le plus important car qu'est-ce que l'éducation sinon, d'abord, un contact avec les enfants, contact qui, bien souvent, est beaucoup trop éloigné, en particulier dans les écoles telles qu'elles sont conçues.

Tout ceci rejoignait tout à fait ce que j'avais vu et ce qui m'avait passionnée, en particulier lorsque j'avais fait ce voyage assez long en Angleterre où j'avais fait des séjours dans des écoles, notamment des écoles mixtes et des écoles nouvelles dont la pédagogie était très révolutionnaire.

Cette méthode me paraissait très intéressante mais difficile à réaliser. André LEFEVRE avait en elle une confiance absolue car il avait dirigé ces camps-écoles pendant des années et il me dit que les jeunes étaient passionnés et que les résultats avaient toujours été très intéressants.

Alors, nous avons décidé de faire quelque chose ensemble.

Je pensais qu'il fallait agir dans les milieux laïques. Les milieux confessionnels avaient déjà fait des efforts, mais que les milieux laïques, jusqu'à présent, dans ce domaine là, n'étaient pas tellement avancés.

André LEFEVRE était, lui, catholique; il avait fait partie du Sillon et avait créé la première Maison de Jevnes, la Maison pour Tous, rue Mouffettard. A cette "Maison pour Tous" était unie une colonie de vacances en Normandie, colonie remarquable comprenant un très petit nombre d'enfants et des méthodes que nous ne renierions sûrement pas encore aujourd'hui. Elle existe toujours d'ailleurs. "Vieux Castor" était d'une autre idéologie que la mienne, mais c'était un homme extrêmement généreux. Il croyait profondément aux valeurs vraies du scoutisme. Il voulait les répandre au delà d'un cercle restreint, parmi les enseignants, les jeunes, les gens de toutes origines, de toutes professions, les gens plus âgés aussi.

Nous voulions donc faire quelque chose ensemble, mais naturellement, c'était très difficile. D'abord, le scoutisme laïque, à l'époque, n'était pas dans une période ascendante et quand j'ai insisté auprès d'André LEFEVRE pour savoir combien il avait eu de participants au dernier camp de Pâques 1936, André LEFEVRE m'a dit que leur nombre avait été très réduit.

Alors comment faire pour organiser quelque chose et comment faire pour avoir un recrutement intéressant ?

Là, quelqu'un a joué un rôle, quelqu'un dont le nom vous est sans doute inconnu mais qui a été très important : Madame MASCART.

Elle était, je vous l'ai dit, Secrétaire Générale de cette Association qui s'appelait l'Hygiène par l'Exemple. Cette association avait pour but d'installer dans des écoles, des équipements sanitaires, en vue d'améliorer les conditions d'hygiène. Madame MASCART travaillait bénévolement et était en liaison très étroite avec le Ministère de l'Education Nationale, où elle jouissait vraiment d'un grand respect; c'était une personne très sympathique et d'une certaine notoriété.

Je lui ai donc raconté que mon article avait eu des prolongements. Elle pensait aussi qu'entreprendre une formation serait intéressant mais qu'il faudrait trouver un recrutement dans l'Enseignement, et pour cela prendre contact avec le Ministère de l'Education Nationale.

Ici, est intervenu un autre facteur dont je n'ai pas encore parlé mais qui est capital : nous étions en 1936, c'était donc à l'époque de l'avènement du Front Populaire. Quand je suis allée voir André LEFEVRE on parlait partout des congés payés, des vacances pour tous. Enfin, les ouvriers allaient voir la mer ! Tous les journaux étaient remplis de ces départs en train assez extraordinaires, il faut le dire, de ces plages jusque-là désertes et tout à coup, envahies de groupes les plus hétéroclites, au sein d'une foule joyeuse. C'était donc un moment prédestiné, pourrait-on dire, pour lancer une

idée neuve dans le domaine des vacances. Je crois que notre projet n'aurait jamais pu voir le jour s'il s'était exprimé un an plus tôt.

En effet, lorsque nous avons essayé de progresser dans notre initiative, il fallait d'abord voir avec qui nous allions collaborer. Nous avons pensé que la présence de la Ligue de l'Enseignement s'imposait. Cependant, celle-ci n'était pas tellement enthousiaste à l'idée de travailler avec les Eclaireurs de France. Il a fallu joindre, dans des réunions qui ont été très difficiles, les Eclaireurs de France, la Fédération Française des Eclaireurs (ce qui était normal puisque nous voulions des stages mixtes), la Ligue de l'Enseignement et "l'Hygiène par l'Exemple".

Ces mouvements étaient d'idéologies et de conceptions pédagogiques différentes. Chacun voulait avoir sa place dans cette entreprise; après de longues discussions, nous avons fini par nous entendre sur un projet. Mais je suis certaine que beaucoup de ceux qui faisaient partie de ces réunions pensaient que ce projet était voué à l'échec, que c'était une idée extravagante, une utopie, et que jamais cela ne verrait le jour; c'est peut-être même, au fond, ce qui les rassurait.

Nous avons eu, à l'époque, toutes les objections qu'on peut avoir! Je me vois encore dans le bureau du Directeur de l'Enseignement de la Seine, que j'étais allée voir avec Madame MASCART. Lorsque nous lui avons dit que nous avions l'intention de faire vivre ensemble des gens de tous âges, de toutes catégories professionnelles, des deux sexes - on ne savait pas encore où mais on savait que ce serait en dehors d'une ville et que cela se passerait pendant les vacances de Pâques - donc que pour les enseignants, il leur faudrait sacrifier leurs vacances, que ce serait payant puisque nous n'avions pas d'argent, que nos intentions n'étaient pas de leur faire des cours sur l'hygiène à la colonie de vacances, sur la psychologie de l'enfant ou d'autres sujets du même type, mais de les mettre en action, c'est-à-dire de leur faire pratiquer eux-mêmes les activités : chant, jeux, travaux manuels, jeux dramatiques, etc., de leur proposer de faire de l'étude du milieu sur le terrain de les faire travailler en petits groupes qui ne se connaissaient pas trois jours auparavant, je me souviens dis-je que toutes les objections nous ont été faites.

Heureusement nous étions un peu imperméables aux objections, moi parce que je suis, non pas imperméable, je l'espère, mais parce que je ne me laisse pas facilement décourager et, André LEFEVRE, parce qu'il avait l'expérience et qu'il savait que ce qu'il avait fait avait déjà réussi et pouvait réussir. Son pari était : cela a réussi avec des gens informés et disons, un peu "sélectionnés", cela peut donc réussir avec tout le monde.

Il fallait donc faire un recrutement. Là, André LEFEVRE ne pouvait pas nous aider, mais Madame MASCART a pu obtenir, par un Directeur de l'Enseignement, de toucher Jean ZAY alors Ministre, et de lui demander de signer une circulaire qui serait adressée aux Inspecteurs d'Académie et aux Directeurs d'Ecole Normale, leur conseillant de s'intéresser à cette initiative et de bien vouloir collaborer au recrutement nécessaire.

Cette circulaire, nous l'avons faite, Madame MASCART et moi, de notre mieux, Jean ZAY l'a signée, et elle est partie.

D'autre part, il nous fallait un peu d'argent. Il s'est trouvé que je connaissais Henri SELIER, Ministre de la Santé Publique à l'époque pour

avoir travaillé à Suresnes, dont il était maire. Le projet l'intéressa et il nous donna 10.000 F., 10.000 F. à l'époque, cela faisait plus d'un million "anciens" aujourd'hui, c'était un démarrage. Il nous fallait être patronnés: nous avons eu les patronages de Jean ZAY Ministre de l'Education Nationale, Henri SELIER, Ministre de la Santé Publique, les deux Secrétaires d'Etat, Mme BRUNSWICG Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale et Mme LACORRE, Secrétaire d'Etat à la Santé Publique, Léo LAGRANGE, nouveau Ministre des Loisirs à qui nous étions allés expliquer ce projet et qui l'avait trouvé intéressant.

Après que nous ayons constitué ces patronages ce qui représentait un point important, nous avons dû réaliser un prospectus, donc régler toutes les questions pratiques. Je l'ai fait avec Pierre François; c'est aussi lui qui nous a trouvé le vieux château en question... depuis, nous avons vu tellement de vieux châteaux délabrés, que cela nous paraît très banal, mais à l'époque cela ne l'était pas !

Le château de Beaurecueil situé près d'Aix-en-Provence, dans une magnifique région, était aussi délabré qu'on peut l'être et aussi sale et vieux aussi peu accueillant que possible : Mais ce qui est intéressant pour l'histoire, c'est qu'ayant fait partir des imprimés, naturellement trop tard, comme toujours, nous avons reçu un nombre d'inscriptions très important : plus de 150 en quelques jours, et de toutes sortes. Il y avait un monsieur de 50 ans ou plus, qui nous paraissait très très vieux évidemment - maintenant il nous paraît presque jeune - qui nous avait écrit en nous disant : je fais des colonies de vacances depuis quinze ans, je n'ai jamais pu en parler à personne, c'est passionnant, comme je suis heureux à l'idée que je vais trouver d'autres personnes avec qui en parler !

Une directrice d'Ecole Normale nous disait : "quatre de mes meilleurs élèves voudraient venir, je vous les envoie..." Or, nous ne pouvions pas en prendre quatre puisque nous avions décidé d'abord que nous ne serions pas plus de 50, puis devant l'affluence des inscriptions, que nous nous arrêterions à 60.

✓ Tout cela avait paru dans la presse, et, à Pâques, nous sommes partis. On dit que le premier stage est l'un des événements les plus marquants de notre vie; ce n'est pas sous cet aspect-là que je veux le voir en ce qui me concerne, mais pour les gens, c'était une aventure parce qu'ils s'attendaient à être reçus dans un amphithéâtre quelconque, avec des cours et des échanges. Mais lorsqu'ils virent qu'on les prenait à la gare de Marseille, qu'on les emmenait en car et qu'on les faisait débarquer devant ce château qui, extérieurement, heureusement, était très beau, ils ne savaient pas trop ce qui allait se passer. André LEFEVRE, avec son merveilleux sens des situations a su tout de suite expliquer le fond de l'affaire en disant : "vous vous intéressez tous aux colonies, eh bien, nous allons vivre comme si nous étions en colonie de vacances

Les participants avaient fait de très longs voyages certains venaient de Bretagne, du Nord, de l'Est. Peu à peu chacun a enlevé ses vêtements du dimanche et s'est mis au travail !

C'est là une expérience que nous avons tous faite aujourd'hui mais qui, à l'époque, était vraiment très neuve. Certes, il existait des modes de vie un peu semblables; c'est l'époque où les auberges de jeunesse s'étaient beaucoup développées, où le camping connaissait également une grande extension. Malgré cela, la vie collective était très peu connue.

Ce premier stage a eu un très très grand succès. Beaucoup de gens y avaient été mêlés. André LEFEVRE en avait amené beaucoup; Mme MASCART avait invité des "officiels" qui s'étaient mis à la tâche comme les autres; moi-même j'avais amené quelques personnes venant du côté de l'éducation nouvelle, et ce premier stage a été un grand succès, un succès tel que tout le monde a voulu l'avoir inventé ! Tous ceux qui nous avaient fait les objections les plus décourageantes ont déclaré : "Ah, mais cela ne m'étonne pas, j'ai toujours pensé qu'il y avait dans notre jeunesse des ressources, etc..." Cela n'était pas grave, excepté le fait que, par la suite, beaucoup de gens ont revendiqué cette création ce qui a parfois amené des confusions. Donc cette année-là, ce premier stage a été tellement extraordinaire que nous avons dû en refaire un deuxième à la Pentecôte, puis le renouveler l'année suivante à Pâques.

Puis, nous nous sommes rendu compte, en allant voir nos moniteurs, - il y en avait peu et c'était une merveilleuse époque où l'on avait le temps d'aller leur rendre visite dans leur colonie - que beaucoup de difficultés venaient des directeurs. Les moniteurs affirmaient : "je ne peux rien faire, mon directeur ne veut pas que j'emporte un couteau parce que, si je l'ouvre, je peux faire mal à un enfant en coupant une branche", etc...

Nous avons donc décidé de former des directeurs ! En 1939, nous avons organisé le premier stage de directeurs, et toutes les objections qu'on nous avait opposées pour les moniteurs, nous ont été faites à nouveau pour les directeurs. On nous a dit : les moniteurs étaient jeunes, ils n'avaient pas beaucoup d'expérience, mais cette fois vous allez avoir des directeurs, des gens qui ont fait des colonies pendant dix ans, jamais ils ne voudront participer aux activités, jamais ils ne voudront jouer, jamais ils ne voudront faire des travaux manuels.

Or, il s'est produit exactement le contraire ! Les directeurs se sont intéressés au stage, l'ont vécu exactement comme l'avaient vécu les moniteurs.

A ce moment-là, nous avons presque bouclé la boucle, mais pas tout à fait, il y avait encore une catégorie que nous n'avions pas touchée, qui était très importante : celle des organisateurs. De la même façon, on nous a dit : les moniteurs, les directeurs, cela allait encore, mais les organisateurs... ! Là, c'était un peu vrai car les directeurs en général, avaient choisi d'être directeurs bien que certains d'entre eux aient été choisis de la façon la plus extravagante possible ! J'ai connu des directeurs qui avaient été chefs de rayon dans de grands magasins; un antiquaire dont les affaires avaient mal marché; une employée de préfecture qui aimait le sport, etc... Ces gens là avaient eu le courage de partir avec des groupes d'enfants qui étaient parfois très importants, sans la moindre idée de ce qu'ils allaient faire.

J'ouvre une parenthèse : les colonies de l'époque, il faut bien le reconnaître, étaient, dans l'ensemble, j'allais dire assez mauvaises, mais, pour être juste, je dirai : très mauvaises.

Certes, il y avait des exceptions, certains éducateurs essayaient de faire un travail intéressant mais il y avait aussi la masse de gens sans aucune formation qui s'improvisaient éducateurs, organisateurs et qui avaient toutes les idées fausses que l'on pouvait avoir sur ce que sont les enfants

et leurs besoins. A l'époque, par exemple, dans les milieux laïques plus que dans les milieux confessionnels, les colonies très nombreuses s'étaient énormément développées. Dans les milieux confessionnels, le mal était moins grand à cet égard, parce que c'était souvent un pasteur, un prêtre qui emmenait les enfants, mais les municipalités, les administrations, les usines qui avaient découvert la nécessité des vacances venue de l'urbanisation, créaient des colonies. Or, la première idée était que le plus grand nombre en bénéficie, la seconde en corollaire, étant que ce soit le moins cher possible. La troisième idée consistait à penser : si les enfants sont au grand air, ce sera l'essentiel.

Quand nous avons commencé, nous avons donc eu à lutter contre les colonies importantes; tout à l'heure, vous parliez de 200 ou de 250 enfants, mais il y en a eu parfois 400 ou 500 et même 800 ! J'ai visité pendant la guerre une colonie de ce type à Nemours : le château central était réservé aux services généraux, et des constructions annexes étaient faites dans le parc. J'ai participé, je m'en souviens fort bien et pas seulement cette fois-là, à un repas dans un réfectoire comprenant 800 enfants, dans un bruit infernal.

Un homme avait un grand haut-parleur et donnait ainsi ses ordres! C'était quelque chose de terrible, et de plus, comme le personnel n'était pas du tout formé, les enfants ne savaient pas quoi faire, on ne s'occupait pas d'eux.

Nous avons connu cette époque où régnait l'oisiveté. Les enfants attendaient le repas... pour faire quelque chose... Personne ne savait comment les occuper. On a parlé, tout à l'heure de modèle; le modèle qui venait à l'esprit, c'était l'internat dans ce qu'il y a de plus mauvais, c'est-à-dire mal tenu, où les enfants ne sont pas vraiment considérés comme des êtres humains qui ont des besoins à eux, mais où règne la négligence, où, tout ce qui touche les enfants est de deuxième zone : le mobilier était affreux souvent cassé ou délabré, les services de table étaient en métal. Il fallait repartir de zéro et même d'un point en dessous de zéro.

Nous avons essayé de redresser cette situation, parce que nous étions persuadés que le cadre de vie était extrêmement important et que si nous parvenions à nous détacher du modèle de l'internat ou du modèle de l'école, nous arriverions à faire de l'éducation.

Dans certaines colonies d'avant guerre, la proportion de moniteurs était de un pour 40 enfants. Lorsque nous disions, dans les stages, que pour faire du bon travail, il fallait un moniteur pour 10 enfants, les gens nous traitaient d'utopistes. Toutefois, nous pensions qu'il fallait dès le début, poser cette exigence, même si elle était excessive par rapport à notre situation de départ. Aujourd'hui, lorsqu'on fait le compte des moniteurs et directeurs, du personnel des centres de vacances, les chiffres officiels montrent qu'on arrive presque partout à les moyennes de 1 pour 9 environ. Par conséquent, on peut dire que dans ce domaine du nombre d'enfants par moniteurs, il y a eu un progrès absolument extraordinaire. Nous avons alors essayé de lutter contre ce que j'appelais tout-à-l'heure l'oisiveté des colonies; nous avons essayé d'introduire, dans les centres de vacances des activités créatrices, expressives, formatrices à tous points de vue et qui soient des moyens de développement, non seulement pour les enfants mais pour les stagiaires, car organisme de formation de cadres, nous ne perdions jamais de vue les stagiaires : lorsque ceux-ci étaient des enseignants ils pouvaient transporter leurs acquisitions dans leur classe. Beaucoup, d'entre eux nous disaient qu'après leur colonie de vacances, leur classe avait complètement changé.

parce qu'ils ne pouvaient plus vivre avec les enfants de la même manière et faire les mêmes choses.

Vous vous rappelez peut-être aussi qu'en 1936, Jean ZAY introduisit deux demi-journées hebdomadaires d'activités dirigées dans les classes; or, les maîtres étaient tout à fait dépourvus de moyens pour les réaliser; les stages furent pour eux d'un apport très important.

Nous nous sommes beaucoup intéressés au cadre de vie et aux comportements qu'il détermine. Lorsque les enfants sont tassés autour d'une table, ils ne peuvent manger proprement, lorsque le mobilier est très lourd, ils ne peuvent le déplacer pour faire des activités. nous avons donc essayé d'influencer le mobilier et de créer, dans toute la mesure du possible, des endroits agréables à vivre. Cela a été difficile parce que toutes les collectivités, les municipalités ou les administrations ou même les entreprises - puisque Renault, Simca, les usines d'aviation, etc... avaient toutes des colonies - et surtout les architectes étaient tellement axés sur leur vieille architecture d'écoles qu'il était très difficile d'obtenir autre chose que les dortoirs et les réfectoires ! L'utilité de salles de jeux, de salles pour les jours de pluie, d'endroits où les enfants puissent se retrouver, non forcément avec toute la colonie mais par groupes restreints était très loin de leurs conceptions.

Nous avons aussi créé des stages de gestion, d'organisation, des stages de cuisiniers, parce qu'en général la cuisine collective était tout à fait défectueuse et demandait à être complètement revue.

Nous avons voulu faire comprendre l'importance de l'éducation pour tous les enfants, d'où qu'ils viennent, à quelque milieu qu'ils appartiennent et quelle que soit la période de leur vie; il n'y a pas une période scolaire à laquelle on donne soi-disant tous ses soins et puis une période de vacances à laquelle on n'en donnerait aucun ! Nous voulions essayer de revaloriser cette période, et je crois que tout ce qu'on a fait, tout ce qu'ont fait nos camarades des autres organismes a contribué à créer ce que l'on appelle un mouvement des centres de vacances. Tous les gens qui se sont accrochés à ces idées de rénovation se sont rencontrés, ont discuté entre eux, ont créé un véritable mouvement sur lequel bien qu'il existe de nombreux articles, il manque un travail de synthèse.

Je crois avoir assez parlé des premiers stages. Un peu plus tard est venu quelqu'un dont le rôle a été très important dans notre organisme et que beaucoup d'entre vous ont sans doute connu : Henri LABORDE.

Henri LABORDE était Professeur d'histoire. Il avait été conquis par André LEFEVRE lors d'une séance d'information sur le scoutisme dans l'École Normale où Henri LABORDE était professeur, Henri LABORDE avait alors créé une troupe E.D.F. Ceux-ci lui ont proposé d'être instructeur dans nos stages. Très vite, il est devenu un des dirigeants et, à la Libération, il a été délégué général de l'Association, jusqu'en 1967, à sa mort, soit pendant 23 ans, il a beaucoup marqué la pédagogie des centres de vacances et des stages et d'une manière plus générale l'éducation populaire.

C'était un homme, lui aussi, très généreux, c'était un laïque capable d'intégrer, de comprendre tous les autres courants de pensée, et je crois qu'il a fait un travail très intéressant pour les milieux laïques qui, en 1936, avaient encore gardé un certain sectarisme. Les choses ont considérablement évolué depuis lors; autrefois, la laïcité était plus axée sur l'acceptation des autres, des autres pays, des autres cultures, des

autres races. Nous avons été dans ce courant et LABORDE a beaucoup contribué à cette position.

J'ai omis de signaler le fait que les colonies de vacances sont passées au Ministère de l'Education Nationale lors du gouvernement Blum, en 1936. Cela a été très important, par rapport au passé où, justement, la colonie de vacances était considérée comme une oeuvre charitable; il était alors normal que l'oeuvre charitable dépende de la santé publique. Gérard MULLER nous a très bien décrit ce passé.

Pour répondre à une question posée tout à l'heure, je passerai rapidement en revue les points parmi d'autres, concernant la pédagogie du centre de vacances, qui ont fait l'objet de travaux et de recherches auxquels ont été associés tous les membres actifs de notre association.

Nous avons beaucoup travaillé pour les activités qui n'étaient pas proprement scolaires mais qui devraient avoir leur place dans la vie des enfants. Nous avons insisté sur ce côté créateur, expressif qu'on leur reconnaît aujourd'hui et nous avons essayé de bénéficier de l'apport de la collectivité. Dans les jeux dramatiques, par exemple, activité de groupe par essence, il y avait un aspect de socialisation très enrichissant.

Naturellement, les activités manuelles prirent une grande place. Pensez à tous ces gens qui venaient de parquer et qui n'avaient jamais rien fait de leurs mains, peut-être du bricolage chez eux et encore. Je ne puis m'y étendre maintenant.

La colonie de vacances devint un lieu privilégié pour le chant. William LEMIT, folkloriste dont les travaux ont fait autorité, a renouvelé le répertoire et l'a enrichi de ses compositions. Il a joué un grand rôle chez nous, Henriette GOLDENBAUM s'est particulièrement intéressée aux difficultés des adultes dans le domaine musical. Nous avons introduit les rondes, qui étaient à peu près inconnues, sauf, celles qui, dans les cours d'école, se transmettaient par voie orale de génération en génération. Des recherches ont été faites et les livres de GUILCHER, entre autres, ont apporté tout un répertoire nouveau ignoré jusque là.

L'étude du milieu a joué un très grand rôle, grâce à Henri LABORDE. Je me rappelle, dans les stages, cet extraordinaire dynamisme qu'avaient les stagiaires lorsqu'ils partaient pour étudier un cadastre, pour voir à quel moment la route qui passait devant le château avait été construite, ce qu'elle desservait, quelle était sa fonction économique, etc... DESFONTAINE avait déjà oeuvré dans ce sens- et avec quel enthousiasme ils revenaient riches de leurs découvertes et de leurs rencontres. Mais nous avons poursuivi et avons donné beaucoup de place à cette activité.

Tout ce qui concerne les jeux a été longtemps considéré comme secondaire. Le scoutisme a eu le grand mérite de réhabiliter les jeux. Nous avons essayé de travailler sur l'apport du jeu au point de vue psychologique, au point de vue de la conscience corporelle, et nous avons organisé des stages spéciaux pour l'étude des jeux de tradition populaire, jeux d'équipes, jeux dramatiques, marionnettes.

Nous avons aussi étudié des questions générales, travail en équipe, par exemple. Nous nous sommes rendu compte qu'il était très difficile, que très souvent, on se contente d'un accord assez superficiel mais qui cependant, permet de réaliser quelque chose. Ce sont des questions sur lesquelles nous avons réfléchi et essayé de faire réfléchir nos stagiaires.

Nous avons également beaucoup travaillé sur le problème de la structure de la colonie de vacances car pendant très longtemps - et ceci était un héritage du scoutisme mais nous avons essayé sur ce point d'apporter une amélioration - le petit groupe d'enfants était constamment lié au même moniteur. Nous avons tenté de briser cette image et de lui en substituer une autre, aussi peu rigide que possible, consistant à avoir un groupe assez grand d'enfants, mettons une trentaine, avec 3 ou 4 moniteurs qui travaillent en équipes; ces enfants ont la possibilité de se réunir, de choisir leurs activités et de travailler ensemble quand ils sont à peu près du même âge; la vie quotidienne, la vie pratique est alors réservée à un moniteur pour un groupe d'enfants, de manière à ce que les enfants aient la sécurité de savoir à qui ils ont affaire et d'avoir quelqu'un de stable près d'eux.

Mais le plus intéressant pour nous, a été de tenter de transformer l'attitude traditionnelle envers les enfants. Sous le prétexte que nous étions en vacances, nous disions : on ne peut pas punir les enfants puisqu'on est en vacances, il faut bien les laisser libres, ils sont en vacances ! Ainsi, essayions-nous de faire passer toutes sortes d'idées difficiles à introduire dans la vie scolaire mais qui, par le truchement des vacances, pouvaient être plus aisément amenées à la conscience des éducateurs.

Nous avons aussi montré, je crois, toute l'importance de la vie quotidienne, un peu méprisée par les jeunes, surtout à cette époque car ils n'en voyaient pas l'importance. Or, dès 1945, nous avons fait des études sur le sommeil, le réveil - peut-être avez-vous entendu parler du "réveil individualisé" ? A un moment donné, une de nos équipes s'est dit : nous sommes en vacances, pourquoi faut-il que les enfants se lèvent tous à la même heure? Aussitôt, nous avons eu des objections, notamment au niveau de la cuisine, mais finalement le réveil individualisé est facile à réaliser et les enfants en éprouvent un sentiment de liberté en même temps que chacun peut dormir selon ses besoins.

Nous avons eu beaucoup de discussions internes sur la nécessité d'une présence constante des moniteurs auprès des enfants, parce que nous pensions que l'éducation ne consiste pas à apporter quelque chose et à s'en aller, mais à être toujours là. Nous avons eu beaucoup de discussions, par exemple, concernant les repas.

Autrefois, les moniteurs prenaient leur repas tous ensemble mais nous avons pensé que la présence d'un moniteur au repas était très importante; d'abord, cela leur permet de voir si l'enfant ne mange pas - ne pas manger, c'est très souvent un signe d'inadaptation - s'il mange lentement, etc...; certains caractères d'enfant apparaissent dans ces moments-là. Evidemment, il y a eu des objections, et elles sont réelles, car pour les moniteurs, c'est un travail très absorbant, très fatigant.

Je crois que sur les rapports de la vie quotidienne et de la vie collective - la vie collective n'étant pas la collectivisation mais un moyen d'enrichir la vie individuelle - nous avons pu apporter un éclairage qui marque la pédagogie de la colonie de vacances.

Pour répondre au titre qui m'avait été proposé "la création des C.E.M.E.A.", je m'en suis tenue à la période de la naissance et des débuts de notre mouvement. Je n'ai donc pas décrit leur croissance ni leur action dans de nombreux domaines où ils ont pris une place importante, ni leur action à l'étranger. Ceci ferait, si l'occasion s'en présentait, l'objet d'autres exposés.

Introduction

Les organisations de la jeunesse ont joué un rôle important dans l'histoire de l'éducation populaire de 1936 à 1948. Elles ont permis de faire passer les quelques principes qui ont été énoncés pendant cette période par les dirigeants de ces organisations à la pratique de l'éducation populaire. La plus grande difficulté a été de faire passer dans la pratique les principes qui ont été énoncés pendant cette période par les dirigeants de ces organisations à la pratique de l'éducation populaire.

HISTOIRE DE L'EDUCATION POPULAIRE

Les années 1936-1948

1936 - 1948

de l'enseignement des adultes. L'Assemblée Nationale a adopté le décret du 22 mars 1936 qui a créé le Service National de l'Enseignement des Adultes. Ce décret a permis de faire passer les principes qui ont été énoncés pendant cette période par les dirigeants de ces organisations à la pratique de l'éducation populaire.

par

Benigno CACERES

Délégué Général

de Peuple et Culture (1)

Le présent rapport a été rédigé par Benigno Caceres, Délégué Général de Peuple et Culture, en collaboration avec les membres du Haut Comité de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs.

1936-1948

En 1936, sous l'impulsion de l'Assemblée Nationale, a été créé le Service National de l'Enseignement des Adultes.

Les principes qui ont été énoncés pendant cette période par les dirigeants de ces organisations ont permis de faire passer à la pratique de l'éducation populaire.

(1) Membre du Haut Comité de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs.

Membre de la Commission Française de l'UNESCO pour le développement des Arts, des Sciences et de la Culture.

Vice Président de la Commission Education.

Directeur de la Collection Peuple et Culture aux Editions du Seuil.

... de l'histoire de l'éducation populaire ...

HISTOIRE DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

... 1938 - 1948 ...

PROJETS GÉNÉRAUX

... (1) ...

... de l'éducation populaire ...

Introduction.

Les organisateurs de ce colloque m'ont demandé de vous parler de l'histoire de l'Education Populaire de 1936 à 1948. Sans doute ont-ils considéré que les quelques ouvrages que j'ai écrits sur le sujet me qualifiaient plus particulièrement. Il n'en est rien. Beaucoup d'animateurs qui ont connu cette période pourraient aussi apporter un témoignage et nul doute qu'il serait passionnant. La période 1936-1948, ma génération l'a vécue. Il faut cependant la situer dans le temps et dans l'espace et rappeler brièvement les grandes dates qui l'ont précédée.

Les époques antérieures.

Le premier grand projet de l'éducation portant sur toute la durée de l'existence date, à notre connaissance, de 1792. C'est le rapport Condorcet intitulé : Organisation Générale de l'Instruction publique présenté à l'Assemblée Législative les 20 et 21 Avril 1792. Pour Condorcet l'Instruction Nationale permet "d'établir entre les citoyens une égalité de fait et rendre réelle l'égalité politique reconnue par la loi".

Condorcet précise dans son rapport le rôle de l'instituteur dans l'enseignement des adultes : "Chaque dimanche l'instituteur ouvrira une conférence publique à laquelle assisteront les citoyens de tous les âges". Condorcet définit même l'Education Permanente : "En continuant l'Instruction pendant toute la durée de la vie, on empêchera les connaissances acquises dans les écoles de s'effacer promptement de la mémoire; on entretiendra dans les esprits une activité utile; on instruira le peuple des lois nouvelles, des observations d'agriculture, des méthodes économiques qu'il lui importe de ne pas ignorer. On pourra lui montrer enfin l'art de s'instruire par soi-même".

Le culte de la raison anime Condorcet d'un souffle qui donne à ce rapport une grandeur rarement égalée.

1830-1848 est aussi une grande période de l'Education Populaire.

En 1830, sous le Ministère Guizot, l'Etat tente le premier effort d'ensemble en vue d'organiser les classes d'adultes.

Pendant cette période, des ouvriers suivent des cours d'adultes. Certains écrivent. Agricole Perdiguier publie Mémoires d'un Compagnon. L'ouvrier maçon Martin Nadaud publie Mémoires de Léonard. Des ouvriers font paraître le journal L'Atelier. Martin Nadaud ouvre une école pour les adultes. Anthème Corbon, un autre ouvrier dirige le journal La Ruche Populaire. Ces ouvriers s'intéressent à l'Education des adultes et sont soutenus par les écrivains romantiques, George Sand en particulier. Relire l'ensemble de ses écrits - certains sont toujours d'actualité - permet de mieux comprendre les aspirations culturelles des travailleurs au XIX^e siècle.

Le Second Empire voit l'éclosion de grandes forces culturelles. La Ligue de l'Enseignement voit le jour en 1866 grâce à l'action de Jean Macé. La Première Internationale dans ses congrès - ceci est peu connu - s'occupe des problèmes de l'Education des adultes. Victor Duruy, Ministre de l'Instruction publique réalise d'utiles et importantes réformes. Il est populaire parmi

les ouvriers et développe une action en faveur de l'éducation des adultes.

Ce courant culturel sous le Second Empire va aboutir aux lois de Jules Ferry (1880-1882) sur l'école publique, laïque et obligatoire. Il porte en lui des idées généreuses, un humanisme. Remarquons cependant que vers la fin du XIX^e siècle, il devenait difficile de travailler sans savoir lire, écrire, compter. Le développement du machinisme, la concentration industrielle, nécessitaient de la part des travailleurs un rudiment de connaissances.

Les Universités Populaires (1898-1914), certaines existent encore, le plus grand mouvement d'éducation des adultes du début du Siècle, sont nées de l'Affaire Dreyfus. Les Cahiers de la quinzaine de Charles Peguy nous ont donné des compte-rendus de la plus grande importance sur cette action des intellectuels qui voulaient aller au Peuple. Ils découvrirent rapidement l'importance des méthodes.

Signalons enfin, avant d'arriver à 1936, qu'un changement important dans les mentalités s'est produit en 1919. Pendant la guerre 1914-1918, les femmes sont allées travailler dans les usines. Désormais elles vont peu à peu participer à des secteurs d'activités traditionnellement réservés aux hommes et participer aussi aux actions politiques et culturelles.

D'autre part, la loi du 23 avril 1919 dite loi des huit heures, consacre une très ancienne revendication ouvrière. Cette loi, huit heures de travail, huit heures de sommeil, huit heures de liberté, va permettre, par la diminution du temps de travail, de développer l'éducation populaire dans des conditions nouvelles.

Nous passons sous silence l'action du scoutisme qui sera traitée pendant ces journées, l'action des mouvements culturels après 1919, les Ciné-clubs, les Compagnons de l'Université Nouvelle, la Jeunesse Agricole Chrétienne, etc., etc. pour arriver rapidement à ce qui doit faire l'objet de notre débat, c'est-à-dire la période 1936-1948.

1936

1936 est une date controversée qui soulève aujourd'hui encore de nombreuses polémiques. Nous envisagerons cette partie de notre histoire du seul point de vue de l'Education Populaire et de ses réalisations.

La France entière a vu en 1975 au cinéma et à la Télévision, le film de Henri de Turenne : Le Grand Tournant 1936. Il s'agit d'un film composé avec les bandes d'actualité de l'époque. Sauf le commentaire qui peut être différent selon les idées de chacun, ce film donne une idée assez exacte sur cette période et particulièrement sur la conquête des loisirs. Ces familles qui découvraient la mer, ces tandems sur les routes, ces jeunes, sacs au dos, tout cela donne une image exacte de la découverte des loisirs par le plus grand nombre en 1936.

En 1936, nous étions 42 millions de Français. Le chômage touchait 4 à 6 millions de travailleurs. La crise économique sévissait en Europe depuis 1931. Par voie de conséquence, un certain racisme existait, pour une raison simple, le chômage.

En 1936, la France souffrait aussi de deux grands fléaux : la tuberculose et l'alcoolisme. Ceci pourrait éclairer les raisons pour lesquelles le

sport et le plein air vont prendre une aussi grande importance.

D'autre part, nous vivions dans une société où le "Patron" avait encore une espèce de pouvoir de droit divin. Il lui était possible de licencier sans aucun préavis. L'incertitude du lendemain touchait les travailleurs dans des proportions beaucoup plus grandes qu'aujourd'hui.

Sur le plan international, la montée du Fascisme, la guerre d'Espagne, Hitler, Mussolini, inquiétaient les esprits conscients. Les bruits de guerre se succédaient.

Sur le plan intérieur, nous avions des gouvernements de droite. Depuis la scission politique du congrès de Tours en 1921, il existait deux centrales syndicales importantes : la C.G.T. et la C.G.I.U.

En 1936, la scolarité du plus grand nombre se terminait à l'âge de 12 ans. Les travailleurs n'avaient comme perspective qu'une vie de travail pendant toute la durée de leur existence. Tout effort de formation se situait en dehors des heures de travail. La loi Astier sur la formation professionnelle avait instauré des cours techniques après la journée de travail. Les associations d'éducation populaire étaient à peu près inexistantes. Certes, il existait le scoutisme, il ne touchait que très peu de travailleurs. Les Auberges de la jeunesse fondées en 1931 par Marc Sanguier n'étaient qu'un petit mouvement qui ne regroupait que quelques individualités. Rien apparemment ne prédisposait notre pays à se lancer dans une politique de loisir, de sport et de plein air.

Pourtant certains créateurs eurent l'intuition des temps à venir. Le cinéaste René Clair posait déjà le problème des rapports entre le travail et le loisir dans son film "A nous la liberté". Jean Giono dans des livres qui parurent avant 1936 Colline, Un de Baumugnes, Le Poids du Ciel, etc., décrivait le sens cosmique du monde et chantait la nature. C'était le temps de Mireille et le début de Charles Trenet. Ces chansons contrastaient avec les rengaines de l'époque. Dans le même temps, Jacques Prévert non encore imprimé était lu et récité dans le milieu des Auberges de la Jeunesse.

Tout le monde connaît les événements politiques de 1936. L'unité syndicale, le gouvernement Léon Blum, le front populaire. Soulignons que malgré la constitution de ce gouvernement qui avait la confiance de la classe ouvrière, les grandes grèves continuèrent après la constitution de ce gouvernement. Malgré les conventions collectives, la semaine de quarante heures, les congés payés, la grève qui continuait était pour des millions d'hommes et de femmes comme un besoin, une libération, l'avènement d'une ère nouvelle que l'on fêtait à sa manière. Dans les usines occupées, et occuper une usine avait une signification profonde liée à des années et des années d'humiliation, il y avait des bals, l'accordéon. La grève était l'occasion d'être ensemble, de vivre ensemble un événement dont chacun sentait plus ou moins clairement la grandeur.

Il y a eu en 1936, un comportement "sentimental" de la classe ouvrière dont peut-être les historiens dégageront un jour la grandeur.

Les congés payés et la semaine de quarante heures sont votés en juin 1936. Pour la première fois dans son histoire, la France a un Secrétaire d'Etat aux Loisirs et aux Sports, Léo Lagrange. Il dirige immédiatement son action vers deux buts. Le sport et les loisirs de plein air. De cette période datent

les petits stades construits dans les villes et les bourgs de France et la Fédération Sportive et Gymnique du travail va considérablement se développer. Avant 1936, les sports n'étaient pratiqués que par une minorité. Un élan nouveau va conduire des hommes et des femmes vers les stades.

Avant 1936, les travailleurs des villes n'allaient pas à la campagne. La montagne et la mer étaient réservés à ceux qui avaient les moyens de voyager, de prendre des vacances. Avec le billet de congés payés (33% de réduction) obtenu par Léo Lagrange, le voyage va pouvoir devenir populaire.

Il restait à organiser des structures d'accueil. Le développement des Auberges de la Jeunesse en sera un des moyens. En 1936, Bierville devient un haut lieu de la Ligue Française pour les Auberges de la Jeunesse, celle de Marc Sangnier, Le Centre Laïque des Auberges de la Jeunesse, (CLAJ) prend un essor prodigieux. Jean Giono créait les Auberges du temps nouveau qui ont surtout un rayonnement dans son pays autour du plateau du Cantadour où se tiennent des rassemblements de jeunes où certains d'entre-nous ont participé. Les Auberges créaient aussi des "Clubs d'Usagers" qui se réunissent en semaine pour discuter et aussi pour préparer leurs randonnées; les Auberges créaient un style Ajiste, culottes courtes, sac au dos et chemise de couleur. Ce style de vie était réellement une manière de vivre différente. Dans les Auberges le soir à la veillée, terme nouveau, on chantait, on récitait des poèmes de Jacques Prévert, on vivait une fraternité, on inventait la mixité. Cette manière de vivre était aussi un sens de la camaraderie, de l'entraide et même une vision du monde où dominait le pacifisme que certains voulaient intégral au temps où Hitler et Mussolini armaient leur jeunesse.

L'image que nous retenons et que sans doute retiendront les nouvelles générations de 1936, est celle des cohortes de tandems qui dès le vendredi soir quittaient les villes pour aller vers le "plein air". Cette image significative ne doit pas faire oublier le contenu de ce qu'elle recouvre. Il y a eu en 1936, un grand développement des auberges de la jeunesse. Les Auberges, ce n'était pas seulement la découverte du plein air. C'était aussi une manière de vivre, un "style de vie" qui comprenait l'intégration de la nature, un sens nouveau de la camaraderie, la chanson, un certain pacifisme et la poésie.

De cette période date la création des Centres d'entraînement aux Méthodes d'Education Active car des milliers et des milliers d'enfants vont partir en colonie de vacances.

L'aviation populaire va connaître aussi un essor.

Si dans le domaine des activités culturelles, théâtre, maison de la culture, etc., les réalisations furent moindres que dans le domaine des loisirs et des sports c'est que tout n'était pas possible en même temps et qu'en définitive l'expérience a été de très courte durée.

Par contre les nouvelles conditions sociales permettent à la classe ouvrière de se donner "une culture vivante et libre". (1)

La C.G.T. avait adopté à l'unanimité lors de son congrès en septembre 1931, le projet de création d'un Centre Confédéral d'Education Ouvrière.

(1) Titre d'une brochure du Centre Confédéral d'Education Ouvrière.

Patiemment les animateurs mirent en place les structures qui reçurent en 1936 des milliers et des milliers de participants. Le Centre Confédéral d'Education Ouvrière coordonne l'action des Collèges du Travail qui se constituent autour des Unions Départementales des Syndicats. Le C.C.E.O. organise des semaines d'études à l'Abbaye de Pontigny, édite des cours en français, d'histoire, d'économie, etc., organise des cours, fait des conférences, des émissions culturelles, deux fois par semaine à la T.S.F. "Radio Tour Eiffel", forme des "Guides compagnons" pour faire visiter Paris aux ouvriers qui viennent à l'exposition internationale de 1937. Bref, jamais encore l'Education Ouvrière n'avait connu une période aussi florissante. Les nouvelles conditions de vie conduisaient à une soif du "savoir" parmi les travailleurs.

Le plus grand nombre avait le désir d'apprendre et de se cultiver. Consciemment ou inconsciemment, le plus grand nombre se rendait compte que la culture était le contraire de l'humiliation. Souvent les travailleurs s'étaient trouvés humiliés dans leur vie, dans leurs rapports avec les autres catégories socio-professionnelles. Les Collèges du Travail leur donnaient une espèce de libération.

Enfin 1936, fut pour des millions de travailleurs le passage d'une civilisation du travail sans espérance à une civilisation où existait un temps de loisir. Pendant ces jours, des millions d'hommes et de femmes se sentirent libres. Désormais quelque chose de profond était changé dans la condition du travailleur.

1940 - La Résistance - L'Education Populaire sous le manteau

1940. C'est la défaite, l'exode, la France coupée en deux zones, la zone Nord, la zone Sud. La zone Nord est occupée par l'ennemi en uniforme. La zone Sud ne le sera de cette manière que le 11 novembre 1942. Le Général de La Porte du Theil est chargé par le gouvernement de Vichy d'organiser Les Chantiers de la Jeunesse pour occuper la jeunesse. La grande idée qui dominait les responsables de ce mouvement n'était pas, contrairement à ce qui a été souvent dit d'orienter la jeunesse vers la collaboration et le fascisme. S'il y avait des cadres de cette tendance, ils étaient minoritaires. L'idée essentielle était de redonner confiance à cette jeunesse désemparée par la défaite de 1940 et de lui faire retrouver un sens des valeurs. Même si nous ne partageons pas les idéaux proposés - Charles Péguy fut considéré par beaucoup comme le maître à penser - force est de constater l'idéalisme de ces cadres dont beaucoup s'engagèrent ensuite dans la résistance.

Les Compagnons de France fondèrent les anciens mouvements de jeunesse. Dans l'ensemble les idéaux d'entraide dominèrent avec une nette accentuation vers le retour à la nature qui certes favorisait les vues de l'occupant mais qui ne conduisirent jamais les Compagnons de France à une collaboration.

Uriage. L'Ecole de Cadres d'Uriage a joué un grand rôle dans le domaine de l'éducation des Adultes de 1940 à 1942 et de 1942 jusqu'à 1944 dans les maquis jusqu'au moment de la libération de notre pays. Aujourd'hui encore, les responsables de certains grands mouvements nationaux d'éducation des adultes sont des anciens d'Uriage et des maquis du Vercors auxquels les membres de l'Ecole dissoute participèrent. D'abord installée à la Fauconière, tout près de Vichy, l'école s'installa en novembre 1940 au Château de Bayard à Uriage.

Uriage contrairement à une idée communément répandue, n'a pas été l'école des cadres des chantiers de la jeunesse mais une école où passaient tous les cadres de la nation dans des stages de durée variable. Le but de cette école était de former des cadres - dans le langage de l'époque on disait des chefs - et d'essayer de créer un style de vie. Dès le réveil il y avait une séance de culture physique en plein air appelée décrassage. Au repas, lecture de textes à tour de rôle, et des veillées. La méthodologie du cercle d'étude, des enquêtes étaient couramment pratiquées. L'école comprenait un bureau d'étude avec des hommes comme Beuve-Méry, Dumazedier, Gadoffre, etc., des responsables d'équipes comme Chomard de Lauwe, Bertrand d'Astorg, Lochard, etc... j'ai participé à cette école de cadres. Derrière cette façade je puis témoigner que ça préparait des combats pour les jours à venir. Quand le 11 novembre 1942, la zone dite libre fut occupée, l'Ecole de cadres d'Uriage fut immédiatement dissoute mais déjà tout était prêt pour continuer le combat les armes à la main. La majorité des cadres d'Uriage montèrent dans les maquis.

Ces mêmes hommes continuèrent dans les maquis du Vercors, des Bauges, de l'Oisan, de la Haute-Savoie, le même travail d'éducation des adultes commencé à Uriage. Nous faisons partie de la génération qui a connu cette phase douloureuse mais exaltante de notre histoire d'où est née pour une part l'Education permanente actuelle.

Dans ces maquis, des hommes de tous milieux, de toutes origines, de tout niveau de connaissance, de toutes cultures, ont vécu ensemble pendant des jours et des jours. Ils ont partagé les mêmes douleurs et les mêmes joies, ils ont vu tomber des camarades, ils ont partagé les mêmes valeurs. Dans ces maquis il y avait des hommes comme Beuve-Méry, Jean Prevost mais aussi des paysans, des militaires, des ouvriers, des cadres. Cet amalgame enrichissant conduisait à prendre conscience des véritables problèmes de l'Education des Adultes. Participer au même combat ne conduisait pas forcément à parler le même langage, à avoir une culture commune. Partager les mêmes valeurs fondamentales ne conduisait pas à résoudre les problèmes d'échange et de communication entre les hommes.

Conscients de ces réalités un vaste travail d'Education fut entrepris dans les camps des maquis. Des "Equipes volantes" composées d'animateurs allaient de camp en camp pour essayer d'aider à cet échange, à cette communication. Tous devaient prendre conscience des raisons profondes pour lesquelles ils combattaient. Ces sortes de stages, ou lectures, veillées, exposés, chants, cercles de discussion ne manquaient pas de grandeur. Pour partager en commun, il fallait se cacher sous les roches, être attentifs à l'ennemi et continuer à combattre.

C'est pendant ces séances que l'importance des méthodes d'éducation des adultes mises déjà en évidence à Uriage se précisèrent. La bonne volonté, l'entente, les valeurs communes, le courage commun face à un même ennemi, ne suffisaient pas à la compréhension. Apprendre à apprendre, former des adultes nécessitait des techniques nouvelles qui patiemment s'élaborèrent pendant la résistance. Là fut mise au point la méthode d'entraînement mental pratiquée aujourd'hui dans l'Education permanente, dans l'Education nationale, les entreprises et les associations volontaires.

Ces années d'éducation des adultes dans la résistance nous apprirent aussi la difficulté que rencontre le plus grand nombre à utiliser les moyens culturels que la société met à la disposition de tous. Pour ne prendre qu'un exemple, beaucoup d'hommes aujourd'hui ne lisent jamais un livre

et ceux qui lisent comprennent-ils réellement ce qu'ils lisent ? Continuer à essayer d'apprendre pendant toute la durée de son existence demande aussi de posséder des techniques d'autodidaxie. Nous pourrions continuer à énumérer les enseignements que nous avons retirés de notre action culturelle en milieu adulte pendant la résistance. Nous savons pour toujours que les bons sentiments, les idées communes ne suffisent pas pour être efficaces dans l'Education permanente.

1944. La Libération.

La libération a été un des grands moments de l'Education Populaire. Après les années noires, après le cauchemar de l'occupation, la liberté était enfin retrouvée. La liberté était une réalité charnelle, la valeur la plus importante de toutes. On était enfin libre. Tout paraissait possible. Aux anciennes structures qui paraissaient à jamais disparues, les comités de libération puis le gouvernement provisoire semblaient substituer une société nouvelle. Le temps des grandes espérances était enfin venu. Des hommes nouveaux prenaient à tous les échelons des initiatives hardies. Dans le cadre de l'Etat comme dans celui des institutions, tout devait être créé.

Dès 1944, Une Commission d'étude pour la réforme de l'enseignement est instituée sous la présidence de Paul Langevin. Il est créé une Direction des bibliothèques. Nous lui devons les bibliothèques centrales de prêt et les Bibliobus. Toujours en 1944, le Recteur Sarrailh est nommé directeur général de l'Education physique et des Sports. Les CREPS sont créés. Le 18 août 1945, l'universitaire Jean Guéhenno est chargé d'une direction de l'Education Populaire. Il met en place les infrastructures, crée parallèlement aux CREPS des Centres d'Education Populaire et essaie d'aider les institutions et mouvements qui se créaient ou se recréaient au lendemain de la libération.

L'historique de tous les mouvements créés en 1944 donnerait une vue d'ensemble du foisonnement d'idées qui existaient à cette époque. La Ligue de l'Enseignement va retrouver un nouvel essor, les mouvements de jeunesse se reforment. Les CEMEA reprennent leur activité, les Auberges de la Jeunesse également et un grand nombre d'associations nouvelles voient le jour. Tourisme et Travail, Travail et Culture, Peuple et Culture, les Maisons des Jeunes qui s'appelaient République des Jeunes, etc... Les documents, dépôts de statuts, demandes d'agrément, etc., déposés au lendemain de la libération devraient être étudiés pour que nous ayons une idée exacte des bouillonnements de cette période.

Nous pouvons également affirmer que les hommes et les femmes qui lancèrent des institutions d'éducation des adultes en 1944 croyaient que "changer l'homme" était tout aussi important que changer la société. C'est à cette première tâche qu'ils consacrèrent tous leurs efforts laissant aux "Politiques" le soin de s'occuper des structures de la société. Il y avait un certain idéalisme dans cette position, la foi naïve dans les centres de l'éducation, une utopie, mais aussi beaucoup de grandeur. Des hommes choisirent la voie difficile de responsable d'association. C'était renoncer à une carrière, à la sécurité, c'était avoir foi dans des idéaux, essayer d'œuvrer pour une éducation des adultes qui trente années plus tard allait devenir un des problèmes les plus importants de notre société : l'Education Permanente.

A Grenoble, ceux qui avaient participé à l'expérience culturelle des maquis du Vercors fondèrent Peuple et Culture. Mouvement de formation d'animateurs, de recherche pédagogique, qui à Grenoble et ailleurs organisa des

institutions culturelles de base correspondant aux différents besoins de la population. Maison de Culture, centre inter-faculté, Centre d'éducation sanitaire, Bibliobus, etc. Pour mémoire nous avons fait venir Jean Dasté à Grenoble et inventé ainsi la décentralisation théâtrale

Nous pourrions aussi caractériser cette époque par le fait que les structures permettaient la mise en place d'une génération nouvelle où les fonctions étaient également nouvelles. Les animateurs de l'Education populaire n'étaient pas seulement des animateurs de mouvements et d'association volontaire. Ils étaient aussi des inspecteurs départementaux ou régionaux de l'Education populaire. Les tâches d'animation prenaient sur les tâches administratives.

D'autre part, avec la liberté retrouvée, une soif de connaître, de savoir, de participer animait l'ensemble de la population française. Toute activité culturelle, stage, conférence, concert, théâtre, musique, rassemblait immédiatement un public considérable. Enfin, la notion de bénévole était intensément vécue. C'était après la classe, après la faculté, après l'usine, que les animateurs donnaient de leur temps. Les permanents acceptaient des salaires qui ne leur permettaient pas de vivre décemment. Mais la manière de vivre comportait elle-même plus de solidarité. Il y avait un "courant" commun, une fraternité, le culturel primait l'économique.

1947.

Dans ce climat les aspects politiques étaient souvent oubliés. Nos gouvernements étaient tripartites. Communistes, Socialistes, Mouvement des Républicains populaires. Une certaine unanimité régnait mais en 1947, quand le monde se dévissa à nouveau, la division s'est installée aussi dans notre pays et n'a pas favorisé l'éducation populaire. Pourtant certains mouvements et c'est à leur honneur, ont conservé pendant cette période et après, une unité. Les hommes et les femmes qui les animaient conservaient leurs idéaux, croyaient à l'échange et à la communication et se refusaient à la division.

Pour résumer la période qui va de 1944 à 1948, nous pouvons dire que les mouvements d'éducation populaire dans leur ensemble ont mis surtout l'accent sur le changement de l'homme et sur le perfectionnement de techniques qui permettaient l'échange. Leurs "revendications" ont été essentiellement culturelles.

Certains militants de l'éducation populaire vivaient aussi une action politique de gauche ou une action syndicale. Ils ont parfois connu de douloureuses contradictions ce qui est le propre de tout homme engagé, mais sont restés fidèles à leurs engagements culturels comme à leurs engagements politiques.

L'ensemble de ces animateurs, ceux qui étaient engagés dans une action politique comme ceux qui ne l'étaient pas se posaient constamment la même interrogation "quelle culture doit-on retransmettre. Quelle culture reste à créer ?

Un dilemme se posait à tous les animateurs: être les courroies de transmission entre les Medias et le plus grand nombre, ou être des créateurs, les deux n'étant pas toujours compatibles. Sans doute l'aspect de créativité

a-t-il été le plus défavorisé, mais pour la majorité des animateurs, la culture était surtout, une manière de vivre, un art de vivre. Ils essayaient d'aider le plus grand nombre à mieux utiliser leurs ressources naturelles et l'ensemble des moyens que la société mettait à leur disposition. Ainsi, en développant les méthodes d'acquisition de connaissance, s'inscrivaient-ils dans le grand courant de l'Education permanente, d'une éducation continuée pendant toute la durée de l'existence. Sans doute y a-t-il une culture que nous devons vivre et créer. Nous vivons ainsi nos propres contradictions, nos interrogations. Nous participons à notre place au vaste mouvement de l'histoire. L'animateur essaye d'être lucide en assumant la lourde charge de cette éducation des adultes.

Voici, brièvement résumé, l'histoire de la période 1936-1948 que nous avons vécue et à laquelle pour une modeste part nous avons contribué. Il appartiendra aux historiens futurs de mieux déceler nos erreurs et nos contradictions. Sans doute reconnaitront-ils l'idéal qui nous animait. L'action continue. L'Education Permanente commence.

LA NAISSANCE DES MAISONS DE JEUNES ET DE LA CULTURE

par Paul JANSEN

Délégué Général de la Fédération
Française des Maisons de Jeunes et de la Culture

LA PRÉHISTOIRE DES MAISONS DE JEUNES

En remontant dans le temps pour expliquer la naissance des maisons de jeunes et de la culture, je suis obligé de parler du début du siècle en citant ce qui est pour moi la première Maison des Jeunes connue, du moins en France. J'excepterai les expériences qui avaient été faites dans certains milieux : on a évoqué l'abbé Violet. En 1900 il a créé sa première maison qui s'appelait les "Ouvriers de Moulin Vert", dont il existe encore des traces, du reste, mais c'était tellement différent qu'on ne peut pas faire une filiation directe. Pour moi, la première maison, c'est "La Mouffe".

La Mouffe a dû naître en 1905, dans la couraier de la rue Mouffartard, au 75, dans la boutique d'un marchand, où des gens généreux de classe populaire - non pas des intellectuels ou des bourgeois qui se penchaient sur le peuple - ont pris en main leur propre destin en créant le premier centre qui a été plutôt un centre social qu'une Maison de Jeunes, mais qui avait déjà les aspects d'une Maison de Jeunes, dans le fond.

LA NAISSANCE DES MAISONS

DE JEUNES ET DE LA CULTURE

Cette Mouffe, qui vit encore et qui a connu toutes les vicissitudes possibles - elle est toujours là - dans la ville de Paris - a été certainement un modèle pour la naissance des M.J. Pour quel ? Parce qu'une des hommes qui l'a fondée, André Lafèvre, Vieux Castor, a été l'homme qui a participé à la création de la première école de cadres des directeurs de M.J. (1).

En dehors de la Mouffe, il y a eu beaucoup d'autres expériences que je ne connais pas, car je m'occupais pas de maisons de Jeunes. J'ai retrouvé dans les archives des coopérateurs avec des maisons de peuples pour certains, des maisons de jeunes pour d'autres, avec les M.J.C. actuellement des maisons de jeunes, des maisons de culture, des clubs de loisirs. J'ai écrit un texte qui a été écrit par un homme dont on a évoqué hier l'existence : Léo Lagrange, Ministre des Loisirs en 1936 dans le Gouvernement de Léon Blum.

par Paul JANSEN

Délégué Général de la Fédération Française des Maisons de Jeunes et de la Culture

"Comment - disait Léo Lagrange - peut-on dans les conditions actuelles de la vie sociale en France, en 1936, collaborer efficacement à l'organisation des loisirs des travailleurs ? On crée des clubs de loisirs. Le club de loisirs n'est point en France une chose nouvelle. A l'appel d'Albert Thomas, les coopérateurs ont su grouper de nombreux travailleurs dans des comités de loisirs, dont l'action heureuse n'a pas toujours reçu les encouragements qu'elle méritait".

Ensuite, il explique ce qu'il y aura dans les clubs de loisirs : "une salle aménagée par les usagers eux-mêmes, gérée par eux, régulièrement ouverte, il n'en faut pas plus pour assurer un club aux vies propres".

Que mettra-t-on dans la salle ? Des tables pour jouer et pour lire, des livres, des journaux, des revues, des affiches, des cartes, des photos, des objets qui font la maison des jeunes de la première période.

(1) à Châtenay en 1941.

LA NAISSANCE DES MAISONS
DE JEUNES ET DE LA CULTURE

par Paul JANZEN

Délégué Général de la Fédération
Française des Maisons de Jeunes et de la Culture

LA PREHISTOIRE DES MAISONS DE JEUNES.

En remontant dans le temps pour expliquer la naissance des maisons de jeunes et de la culture, je suis obligé de parler du début du siècle en citant ce qui est pour moi la première Maison des Jeunes connue, du moins en France. J'excepterai les expériences qui avaient été faites dans certains milieux : on a évoqué l'abbé Violet. En 1902 il a créé sa première maison qui s'appelait les "Oeuvres du Moulin Vert", dont il existe encore des traces, du reste, mais c'était tellement différent qu'on ne peut pas faire une filiation directe. Pour moi, la première maison, c'est "la Mouffe".

La Mouffe a dû naître en 1909, dans le quartier de la rue Mouffetard, au 76, dans la boutique d'un cordonnier, où des gens généreux de classe populaire - non pas des intellectuels ou des bourgeois qui se penchaient sur le peuple - ont pris en main leur propre destin en créant le premier centre qui a été plutôt un centre social qu'une Maison de Jeunes, mais qui avait déjà les aspects d'une Maison de Jeunes, dans le fond.

Cette Mouffe, qui vit encore et qui a connu toutes les vicissitudes possibles - elle est depuis trois ans en conflit avec la ville de Paris - a été certainement un des éléments importants dans la naissance des M.J. Pourquoi ? Parce qu'une des hommes qui l'a fondée, André Lefèvre, Vieux Castor, a été l'homme qui a participé à la création de la première école de cadres des directeurs de M.J. (1).

En dehors de la Mouffe, il y a eu beaucoup d'autres expériences que je ne connais pas, car à l'époque je ne m'occupais pas de maisons de Jeunes. J'ai retrouvé dans les archives des comparaisons avec des maisons du peuple : pour certaines, elles ressemblaient à ce que sont les M.J.C. actuellement : des maisons pour tous, quelques patronages, et surtout les clubs de loisirs. J'ai retrouvé un texte intéressant, et qui concerne ces fameux clubs de loisirs. C'est un texte qui a été écrit par un homme dont on a évoqué hier l'existence : Léo Lagrange, Ministre des Loisirs en 1936 dans le Gouvernement de Léon Blum.

"Comment - disait Léo Lagrange - peut-on dans les conditions actuelles de la vie sociale en France, en 1936, collaborer efficacement à l'organisation des loisirs des travailleurs ? En créant des clubs de loisirs. Le club de loisirs n'est point en France une chose nouvelle. A l'appel d'Albert Thomas, les coopérateurs ont su grouper de nombreux travailleurs dans les comités de loisirs, dont l'action heureuse n'a pas toujours reçu les encouragements qu'elle méritait".

Ensuite il explique ce qu'il y aura dans les clubs de loisirs : "une salle aménagée par les usagers eux-mêmes, gérée par eux, régulièrement ouverte, il n'en faut pas plus pour assurer au club une vie prospère".

Que mettra-t-on dans la salle ? "Des tables pour jouer et pour lire" tout ce qui fait la Maison des Jeunes de la première période.

(1) à Chamargès en 1941.

"On y viendra ensuite pour échanger sans contrainte les fruits d'expériences différentes..."

"Le mineur et l'artisan, le maçon et l'employé, l'instituteur et le paysan sentiront ainsi peu à peu plus profond, au delà de la diversité des techniques, l'unité du travail humain".

Enfin : "le club organisera des conférences, des visites d'usines, des visites de villes, il sera le protecteur bienveillant et naturel des auberges de la jeunesse" - liaison avec les autres foyers - "il sera bientôt à mon sens, aussi nécessaire aux travailleurs que le syndicat lui-même dont il doit devenir le complément".

C'est extrêmement important qu'en 1936 on ait déjà parlé ainsi. En fait on reprenait des idées qui avaient déjà été exprimées quelques dizaines d'années auparavant. Il y a une continuité dans ce domaine qui n'a jamais été analysée, et surtout dont on n'a pas parlé dans l'histoire de l'Education Populaire, et surtout dans l'histoire des Maisons de Jeunes et de la Culture. Il existe de très nombreux articles sur les M.J.C., beaucoup de brochures, quelques livres, mais qui ne remontent jamais au delà de 1940, et même pour la plupart au-delà de 1944. Pourquoi ? On n'en sait trop rien. Je pense que pour ce qui est de la période 1940-1944 il s'agit d'un espèce de pudeur, et aussi une crainte de soulever quelque voile sur les difficultés créées par l'ambiguïté de cette époque.

Il faut dire qu'en 1940 la situation était tout de même assez dramatique, et de ce fait elle est devenue très ambiguë. Rappelez-vous, ceux qui sont les anciens - et je le dis pour ceux qui sont les jeunes aujourd'hui - en 1940, au mois de mai, alors que nous avions, nous qui sommes actuellement les "chevronnés", comme on le dit, mais surtout les vieux combattants, les anciens combattants de l'Education Populaire, nous avions entre 20 et 25 ans. Après ces sept mois de guerre, de "drôle de guerre", il y a eu la guerre éclair, et en quelques semaines, deux semaines exactement, les armées allemandes ont déferlé sur la Hollande, la Belgique et le nord de la France. Les jeunes et les familles ont alors reflué vers l'ouest et vers le sud, toute la zone nord et une partie de la zone est se sont vidées de leur substance. Les mères, qui assuraient la survie de leur progéniture en l'absence du père qui était au combat ou prisonnier, et qui travaillaient souvent en usine, les mères ont été obligées de partir très rapidement, surtout celles des milieux populaires, dans la crainte qu'inspiraient les Allemands. On se souvenait de la guerre de 1914, mais surtout on fuyait devant les "stukas" qui piquaient sur les populations civiles.

Les jeunes ont été repliés avec leur famille sur des localités inconnues. Les mères ont cherché du travail elles ont bricolé à droite, à gauche. Il n'y avait plus de père. Les enfants, ceux surtout qui avaient entre 10 et 15 ans, livrés à eux-mêmes n'avaient rien à faire. Il fallait s'en occuper et je ne parlerai que d'expériences que je connais.

La première expérience, à mon sens, qui ait vraiment eu un caractère de maison de jeunes préfigurant celles qui existent aujourd'hui, c'est celle de l'O.M.J., l'Office Municipal de Jeunesse de Caen, grâce à une municipalité compréhensive, mais surtout grâce à un instituteur intelligent et doté d'un sens de l'humanité, très grand. Il vit encore, il est encore en

place; à la retraite, il s'occupe encore de problèmes de jeunesse, il s'agit d'Edouard Colin, que certains ont connu. Grâce à lui s'est créé cet Office Municipal de la Jeunesse qui est une M.J.C. En fait, si elle n'en a pas le titre, elle en a les caractéristiques.

Elle s'est occupée des jeunes dans le sens évoqué par Léo Lagrange à propos des clubs de loisirs. On a commencé par ouvrir des salles avec du ping-pong, avec un atelier de poterie, avec tout ce qui était disponible : à l'époque cela n'allait pas plus loin.

Durant le même temps, d'autres expériences ont été réalisées en zone nord, du même ordre, mais on n'en connaît mal l'historique. La zone nord était occupée, et il y avait toujours la présence allemande qui empêchait de faire ce qu'on voulait. Je crois que là, les expériences ont été relativement limitées. Je connais encore quelques camarades qui y ont participé, il serait intéressant de les voir pour obtenir d'eux des témoignages directs. En tout cas, en ce qui concerne les écrits, je ne connais pas grand chose.

Par contre, en zone sud, c'est-à-dire en dessous de la Loire, à partir de Vichy, nous étions en régime d'occupation, mais il y avait une France libre, ou dite libre, un gouvernement dit de collaboration qui nous laissait tout de même une assez grande liberté, du moins pendant la première année. Au Commissariat à la Jeunesse de Vichy, qui dépendait, comme disait Jousset, du Ministère de la Famille si je ne me trompe, il y avait des hommes animés de soucis pédagogiques. Ils ont tenté de lancer un certain nombre de Maisons de Jeunes ayant tout d'abord un but de distraction et d'occupation de loisirs, mais qui également, dans le sens de la "révolution nationale" - et il ne faut pas oublier que nous vivions sous le régime de la "révolution nationale" - tentaient de rendre aux jeunes le goût de l'effort, le goût de l'honneur, le goût du risque qui, paraît-il, avaient été détruits par les partis politiques juste avant la guerre, pendant la période - disons les deux décades - qui avaient précédé la guerre.

Les expériences ont valu ce que valaient les éducateurs qui s'en sont occupés, mais très rapidement, dans les quelques semaines qui ont suivi, le gouvernement a eu au moins le mérite de comprendre que ces expériences ne pouvaient pas être menées à terme s'il n'y avait pas d'éducateur de métier pour s'en charger.

Je crois que c'est dans ce domaine, en dehors des travailleurs sociaux, qu'on a commencé à comprendre que le bénévolat ne suffisait pas et qu'il fallait des permanents.

Cela n'a pas été aussi simple que vous pourriez le croire, puisque même en 1944 et 1945, à la Fédération des Maisons de Jeunes, nous nous sommes battus contre des collègues et des amis de longue date, ceux des Auberges par exemple, qui ne voulaient pas entendre parler des permanents, croyant que le permanent payé, appointé, deviendrait un fonctionnaire et tuerait l'esprit de l'association. Nous avons dû nous battre seuls pour imposer notre idée du "permanent", qui est maintenant acceptée par tous les mouvements de jeunesse, ou la quasi totalité.

En 1942, le gouvernement de Vichy a ajouté à ses préoccupations d'ordre pédagogique des préoccupations d'ordre politique. En effet, il voulait faire passer sa doctrine de la révolution nationale, dans laquelle il

Il y avait quelques bonnes choses - on ne peut pas dire que le goût du risque soit une mauvaise chose - mais qui comportait tout de même en arrière plan des idées se rapprochant souvent de celles que les Allemands avaient employées lorsqu'ils avaient créé leur grand mouvement "la force à travers la joie" (KRAFT DURCH FREUDE), et c'était dangereux.

De nombreux éducateurs qui avaient fait leurs premières expériences les ont alors abandonnées.

PREMIERE PHASE D'ORGANISATION.

En 1941 il existait déjà dans la zone sud un début d'organisation sérieuse des Maisons de Jeunes. Comment est née cette organisation ? Je crois que c'est dû à la bonne volonté d'un certain nombre d'éducateurs qui se sont retrouvés.

Il existait dans le même temps des chantiers de jeunesse. J'ai retrouvé des textes où on voit le général de La Porte du Theil faire le panégyrique des Maisons de Jeunes. Je ne dirai pas que c'était un panégyrique gratuit. On peut le constater sur le plan historique, il y avait des liens entre les chantiers de jeunesse et les Maisons de Jeunes de l'époque. On parlait d'un nouvel esprit, on parlait de reconstruction du pays, et on parlait de cadres nécessaires, et c'est pourquoi le gouvernement de Vichy a admis d'ouvrir une école de cadres.

C'est là que s'est joué le jeu ambigu, extrêmement audacieux, d'un certain nombre de personnes qui ont ouvert dans la zone sud, dans un coin un peu perdu dans la Drôme, à proximité de Die, dans un château réaménagé sommairement, le château de Chamarges, une école de cadres des directeurs de Maisons de Jeunes.

Une première session s'est déroulée au mois de mars 1941 dirigée par un homme connu, Joffre Dumazedier, qui était directeur des études. Le directeur de l'école était Maurice Rouchy, qui est encore en fonction au C.E. M.E.A. et, en arrière plan, comme délégué général des maisons des jeunes, André Lefèvre, Vieux Castor. Vous voyez encore la filiation avec les Eclaireurs et avec les milieux catholiques, car Vieux Castor - nous ne le savions pas et je ne l'ai jamais su à cette époque - était un chrétien, un catholique pratiquant. A cette époque, quand il venait à Chamarges, il allait discrètement à la messe tous les matins, et il était dirigeant d'un regroupement de jeunes où la majorité était à ma connaissance sinon athée, du moins non-pratiquante.

La filiation avec les milieux "bien pensants" était assez grande, puisque la première promotion s'est appelée, je ne sais par quel miracle, la promotion Péguy. Les trente élèves sont sortis de l'école le 11 mai 1941 et ont été envoyés dans les Maisons de Jeunes pour les diriger.

Voici quelques documents : on trouve la liste des trente stagiaires, et vous y trouverez peut-être des noms que vous connaissez, du moins que les anciens connaissent.

C'est là que - vous m'en excuserez, si vous voulez bien - je suis obligé d'entrer en jeu personnellement, car par un hasard assez extraordinaire,

j'ai fait partie de la deuxième promotion. Pourquoi ?

En deux mots: je suis allemand de naissance, puisque né en 1914 à Metz et pour les allemands je suis allemand. Mais pour les français et pour moi-même, je suis évidemment français. Lorsque la guerre a été terminée, j'ai voulu rentrer dans mon pays d'origine, la Lorraine, et vous savez que Metz était occupée par les allemands qui avaient totalement germanisé la ville. Sitôt rentré, j'ai été recensé et "pris en charge" par les occupants. Chose curieuse, ils m'ont fait suivre des cours, pendant les trois premiers jours, dans le collège où j'avais fait mes études secondaires. Cela a duré trois jours: j'ai trouvé que le vent était mauvais, et j'ai préparé mon départ. J'ai eu beaucoup de chance car je n'ai pas eu à m'évader de cette zone. Ils m'ont chassé, non pas parce que j'étais moi-même, Paul Jansen, mais parce que ma famille a été l'objet d'un arrêté d'expulsion. Mon père s'était évadé de l'armée allemande en 1914 - vous voyez que cela ne date pas d'aujourd'hui - il s'était engagé en France, faisait partie du fameux "Souvenir Français" qui florissait en Lorraine. Nous étions très patriotes, et il a fait partie d'une fournée d'expulsés avec toute la famille. Je suis moi-même parti sous le nom d'un de mes jeunes frères, qui, lui, était français de naissance (il était né en 1920) Les allemands n'ont pas contrôlé les identités et j'en ai profité.

Je me suis trouvé dans la région de Romans sans avoir de travail. J'ai trouvé très rapidement à employer mes possibilités et mes quelques connaissances : dans un collège comme celui que j'avais connu, on a au moins le mérite d'avoir dû travailler, même si on n'était pas un très bon élève. J'avais appris le latin fort convenablement, et j'ai enseigné le latin dans un collège de montagne pendant onze mois.

J'ai cherché du travail, on m'a signalé un concours "pour la Jeunesse". Un de mes camarades m'a inscrit au concours, j'y suis allé, et on m'a dit ensuite : rendez-vous à l'école de Chamarges. Je me suis donc retrouvé dans cette fameuse école avec Joffre Dumazedier, Maurice Rouchy et quelques autres.

Nous avons vécu trois mois assez durs, mais quand j'y pense maintenant, c'est sans doute un des plus beaux souvenirs de ma jeunesse. Nous étions de véritables parachutistes de l'Education Populaire, nous préparions avec foi l'avenir, et avec Dumazedier qui était directeur des études, exigeant beaucoup des autres autant que de lui-même, nous avons travaillé des problèmes relevant de la sociologie, de la pédagogie, de la psychologie. Mais nous soignons aussi notre corps grâce à un certain Jeanmark qui était un moniteur venant du Nord. Nous avions aussi comme animateur à une certaine époque un nommé Vuillemin, véritable colosse, âgé de plus de 50 ans, capable de nous faire un dérouillage de trois quarts d'heure le matin, sans nous avoir fait déjeuner (c'était contraire à tous les principes d'hygiène). Pour nous montrer que lui, tenait le coup, alors que nous rentrions avec une langue pendante, il nous faisait ensuite une démonstration de boxe pendant trois quarts d'heure avec une corde à sauter et un punching-ball. Après cela, on était "gonflés", et on en avait besoin car la période était difficile.

Nous sommes sortis de ce stage à dix sept et nous avons été envoyés dans la nature. Pour ma part, après un nouveau stage de spécialisation aux sports à Aix-en-Provence, j'ai eu la chance de tomber à Romans, dans une petite commune de la Drôme, 19.000 habitants à l'époque, et j'ai contribué à faire naître une première Maison des Jeunes, considérée actuellement comme la première Maison des Jeunes ayant servi d'exemple à beaucoup d'autres. Ce n'est

pas tout à fait exact, car il y avait une dizaine de Maisons des Jeunes du même type qui fonctionnaient dans le secteur Rhône-Alpes, dont certaines fonctionnent encore maintenant. Mais Romans avait un caractère particulier. La ville était assez attachante, et il faut dire aussi que les Romanais sont très fiers de dire que les Etats Généraux ne sont pas partis de Vizille mais de Romans, et ils le prouvent ! Il faut aller à Romans pour l'entendre, et je crois qu'ils n'ont pas tort. Les Romanais sont des gens très sérieux, très serviables d'abord, très enclins à la contestation. La preuve, le Vercors était tout près, et les gars de la Maison des Jeunes, après avoir vécu à peu près tranquilles en 1942, ont commencé à bouger en 1943. J'ai eu beaucoup de mal à les retenir.

Heureusement le débarquement a eu lieu le 6 juin à l'aube, mais prévenus quelques heures auparavant, nous étions déjà partis sur les pentes du Vercors.

C'était assez intéressant, et durant cette époque nous avons fait l'expérience de la réalité de l'Education Populaire dont parlait Cacérès. En fait l'expérience de Cacérès est une expérience d'équipe volante dans les maquis. Moi, mon expérience a été très différente. Nous ne nous sommes pas rencontrés, du reste, à cette époque parce qu'il était justement équipe volante et que notre maquis n'était pas tellement officiel. Pourquoi ? Nous appartenions à l'A.S. -Armée secrète- et les autres maquis étaient des groupes francs. Il y avait des tendances un peu diverses, et ce n'est qu'après, dans les combats, qu'on s'est retrouvé. Il y a eu, il faut le dire pour la vérité historique, des difficultés entre les maquis, maquis militaires, maquis civils. Tout n'a pas été très rose, et le Vercors est une page de l'histoire glorieuse, mais dont les histoires sous-jacentes devraient être écrites pour rétablir la vérité historique.

Durant les longues soirées que nous avons passées dans ce coin du Vercors que nous connaissions très bien, avec les soixante jeunes qui étaient dans mon groupe, nous avons fait de l'Education Populaire. Nous appartenions à une section qui comprenait cent trente trois volontaires. Il y avait aussi des adultes, nous étions très mélangés, et nous avons fait de véritables sessions d'étude. Il faut bien le dire, les combats n'ont commencé que beaucoup plus tard. A part deux incursions des allemands au début et à la fin de 1943, il n'y a pas eu de présence allemande là haut, nous étions tout à fait tranquilles. Je descendais à ma Maison des Jeunes très régulièrement pour sauver les apparences, et nous n'avons pris le véritable maquis que le 6 juin pour rester définitivement au Vercors jusqu'à la fin.

Pendant les hivers, nous montions pour ravitailler les jeunes ayant échappé au S.T.O. ou les prisonniers évadés d'Allemagne, et nous avons fait ces soirées "d'Education Populaire" sans le savoir. Nous discutons de tout, on reconstruisait le monde, et je me suis rendu compte - cela a été la naissance de ma propre vocation - qu'il était tout à fait facile de faire cohabiter des gens qui avaient des tendances et des âges différents, lorsqu'on discutait de problèmes qui les touchaient particulièrement, comme le travail après guerre, la reconstruction du pays, la famille, etc... Les idéologies disparaissaient, et on trouvait des cheminements qui nous permettaient de travailler très correctement ensemble.

Cela n'excluait pas les énormes difficultés de la vie communautaire, "enlève-toi de là que je m'y mette" - "tu fumes et moi je n'ai pas de cigarettes", etc... Mais cela c'est dans toutes les communautés, depuis les

communautés monastiques, encore qu'on ne fume pas chez les moines, mais dès qu'on vit ensemble à trois ou quatre, même dans une famille, avec des enfants, les mêmes difficultés se retrouvent.

Par contre je dis que sur les grands problèmes on trouvait des points communs, un accrochage commun, et c'était passionnant. Nous nous sommes dit, en faisant la même réflexion qu'ont faite les futurs animateurs de Peuple et Culture : il doit y avoir là dedans quelque chose pour l'avenir. Cela a déterminé certainement la vocation d'un certain nombre de camarades, et en particulier la mienne.

Le maquis terminé, nous sommes rentrés, hélas pas tous, puisque rien que dans mon groupe, nous avons perdu seize garçons de moins de vingt ans, et nous avons recommencé à vivre; enfin, on espérait vivre.

Malheureusement cela n'a pas été aussi facile qu'on pouvait le croire. Entre temps il y avait eu les nouvelles reprises en main par des gens qui n'étaient pas toujours dans la même ligne que nous, mais qui étaient rentrés avant nous pendant que nous continuions à monter vers le Nord, et qui avaient pris le pouvoir.

LA PHASE DE LANCEMENT DES MAISONS DE JEUNES.

Enfin les Maisons des Jeunes en tout cas se sont lentement reconstituées. J'étais parti à Grenoble, et les jeunes romans sont venus un jour me trouver en me disant : "on veut faire renaître la Maison des Jeunes; viens à Romans, tu trouveras de l'argent et on redémarrera". Je suis retourné à Romans, et auprès d'un patronat assez libéral, trop content de s'en être tiré, nous avons obtenu pas mal d'argent et nous avons relancé la Maison des Jeunes. Mais je n'avais plus envie de m'en occuper, je voulais rentrer dans mon pays, reprendre ma profession de fabricant de chaussures, enfin, ma petite place dans l'usine, et je voulais abandonner l'Education Populaire.

Et puis, pourquoi ? je ne sais pas, je suis resté encore un ou deux mois, j'ai été pris au jeu: on est venu me rechercher et on m'a demandé de m'occuper du lancement de quelques maisons dans le secteur. J'ai accepté pour six mois : cela fait trente trois ans que cela dure, mais cela ne durera plus trente trois ans !

Je disais qu'on ne racontait pas beaucoup cette période parce qu'il y avait une certaine ambiguïté. En 1941 - je fais un retour en arrière - s'était constituée une association lyonnaise qui s'appelait "les amis des Maisons de Jeunes", qui regroupait les trente ou quarante maisons de la zone Sud. Au milieu de 1944 on comptait à peu près cent trente maisons des jeunes dans la zone Sud. A cette époque il y en avait un peu moins de cent. La région lyonnaise devait en compter une cinquantaine, et elles étaient regroupées entre elles par une association, une amicale plutôt qu'une association. La structure administrative était très flottante. Chaque maison vivait un petit peu comme elle le pouvait, avec une association locale qui recevait des subsides d'une association départementale, qui elle-même recevait épisodiquement des crédits d'Etat.

Les municipalités n'étaient pas exigeantes, elles fournissaient le local, un peu de chauffage, l'éclairage, et puis on se débrouillait. On n'avait pas de magnétophone, on n'avait guère qu'un pauvre pick-up, des raquettes de

ping-pong qu'on fabriquait soi-même; on n'était pas exigeant à l'époque.

Cependant il était nécessaire de se structurer, et c'est là que naît cette institutionnalisation qui devient nécessaire. Le mérite en revient à cette équipe de lyonnais qui assurait une espèce d'administration locale, et qui s'était dit : "il existe des groupements dans quelques régions, à Toulouse, à Marseille, à Lyon, à Montpellier, à Limoges, il faut les réunir". Le 27 mai 1943 on a regroupé les représentants de ces quatre ou cinq régions à Lyon. On a décidé la création systématique d'associations locales et départementales, en vue de la création officielle d'une Fédération Nationale des maisons de jeunes, qu'on appelait déjà ainsi.

Le 10 décembre 1943, l'assemblée générale a eu lieu, elle s'est appelée "assemblée générale des amis des Maisons de Jeunes". Elle a élu comme président le président de la Mutualité française, Monsieur André. C'était un grand bonhomme de l'époque, et là encore on retrouve une filiation dont parlait Cacérès hier. Il a cité la Mutualité lorsqu'il a cité les personnes ou les organismes qui s'étaient occupés d'Education Populaire.

Le 20 août, c'est-à-dire un peu avant, était sorti un document important, un arrêté du Commissariat à la Jeunesse de l'époque, concernant le statut des chefs de centre et des directeurs de Maison de Jeunes. C'était le premier embryon de ce qui est devenu chez nous la convention collective reliant la Fédération Française et son personnel. Malheureusement l'Etat s'est un peu dégagé de cela, il a accepté la convention, mais il n'est plus signataire, alors qu'il avait à l'époque prévu la création d'un statut déterminant le rôle, la fonction, les droits, les devoirs des directeurs de Maisons de Jeunes, dont il voulait non pas faire des fonctionnaires, mais un corps parallèle à celui des fonctionnaires. C'était montrer un certain intérêt pour la profession.

Dans le même temps, il y a eu des tentatives d'accaparement de la part de certains pouvoirs publics, parce qu'on sentait bien qu'il y avait dans ces quelques maisons et ces quelques dizaines de milliers d'adhérents une possibilité pour l'avenir, et qu'ils pouvaient intéresser l'oeuvre de "révolution nationale" de M. Pétain.

Je n'en prends pour preuve qu'un document que j'ai découvert très récemment dans les caves de la Fédération Française. C'est un document édité par la "direction du Service des Prisonniers de guerre" et qui s'appelle "conférence sur l'oeuvre de la France nouvelle (N° 3, Maisons de Jeunes).

J'y trouve des choses étonnantes. On fait allusion à l'Union des Familles et à l'Oeuvre du Moulin Vert, à la Mouffe, etc... toujours cette récupération des choses qui existaient, pour les relier aux choses qui naissent sous le régime de Vichy. Le point est fait sur toutes les opérations: bien sûr on parle beaucoup de révolution nationale, et la chose étonnante, et qui m'a comblé, c'est la présentation des activités d'une Maison des Jeunes, "un exemple rural, Romans" ! Or Romans n'a jamais été rural, à ma connaissance. J'y étais, j'en sais quelque chose ! Il n'y avait pas un paysan dans ma maison, même pas un rural, c'est-à-dire quelqu'un habitant la campagne. Romans est une ville ouvrière. C'est un gros marché agricole, c'est vrai, mais les paysans viennent pour le marché, un point c'est tout, ils repartent après, et encore maintenant.

Par contre c'est un centre artisanal et industriel de la chaussure.

On trouve dans le document des choses étonnantes. C'est à lire. On parle même du camp que j'ai organisé à la Chapelle-en-Vercors. C'est formidable, ce camp, mais toujours tiré dans le sens de la "révolution nationale". C'est étonnant ? Je livre cela simplement à vos réflexions; l'histoire se construit à l'aide de documents, mais encore faut-il que les documents soient authentiques.

Celui-ci a été édité pendant l'année 1943, mais comme il était fait sous le régime de Vichy et par les imprimeurs de Vichy, on peut quand même douter de sa sincérité.

L'EXPERIENCE DES "CONSEILS DE MAISON".

Je ne voudrais pas m'attarder trop longtemps sur cette époque; tout de même au passage il convient de signaler l'expérience un peu originale de Romans, qui doit beaucoup à mon séjour à Chamargès. A Chamargès, le chef Rouchy était appelé directeur-chef; moi j'étais le chef de maison, et les garçons m'appelaient "chef". Quand je le dis maintenant dans une Maison des Jeunes, je vois des regards compatissants. On doit se dire "pauvre diable", ou bien des regards craintifs; on doit se dire : "ancien nazi" ! L'âge aidant, je passe...

L'expérience de Romans a été la première expérience de mise en place de ce qu'on a appelé le "conseil de maison", qui existait déjà à Chamargès, et lorsqu'on parle de pédagogie institutionnelle, dans mon association actuellement, eh! bien, je souris. Ce sont les jeunes psychologues actuels, ou les jeunes pédagogues, qui parlent de pédagogie institutionnelle; c'est beau, eh! bien, c'était simplement ce que nous faisons à Chamargès. On disait : il faut vivre dans l'école de cadres comme vous vivrez dans votre Maison des Jeunes, les mêmes problèmes doivent se retrouver, de façon que vous puissiez transposer - bien sûr il y a une transposition nécessaire - et pour cela on se fie à votre intelligence et à votre sensibilité. Mais il faut vivre dans les mêmes conditions. Vous aurez des équipes, vous aurez des activités, vous ferez des sorties, vous organiserez tout vous-mêmes, etc., etc.

C'était la première expérience de "conseil de maison". Pourquoi ce "conseil de maison" était-il en fait assez révolutionnaire ? C'est que jusqu'à présent toutes les associations, quelles qu'elles soient, et même et surtout les associations de jeunesse, étaient dirigées par des notables. Les notables étaient en général des gens sympathiques, ouverts, qui se penchaient avec générosité sur les jeunes, comme les intellectuels se penchaient sur les ouvriers, mais ils étaient quand même des notables et ils ne pouvaient pas se mettre dans la peau d'un jeune. Ce n'est pas possible qu'un homme de cinquante ans se mette dans la peau d'un jeune, malgré tous les efforts qu'il peut faire. Il faut donc essayer de faire passer un certain nombre de choses que nous pensons, que nous sentons, que nous croyons nécessaires par le canal des jeunes si nous voulons qu'elles aient une efficacité, ce qui ne veut pas dire qu'il faut imposer nos vues. On les discute.

Nous avons constaté que lorsqu'un conseil de vingt cinq personnes comprenait quatre ou cinq jeunes, le phénomène suivant se produisait à chaque coup, sans exception : les notables dirigeaient, administraient, conseillaient, ratifiaient, c'était magnifique, et au moment où c'était en pleine forme, il

y avait toujours le plus grand notable, en général le pharmacien ou le notaire, qui se penchait vers les deux ou trois jeunes qui étaient dans le secteur et disait : "mais que pensent les jeunes de cette initiative que nous venons de prendre ?" Alors les jeunes se regardaient, et puis l'un d'entre eux plus courageux que les autres, soutenu par ses camarades, disait : "eh! bien, moi je pense que peut-être ceci ou cela..."

Alors on disait : "ils sont formidables, ces jeunes ! On dit toujours que les jeunes ne valent plus rien, mais à mon époque ils n'étaient pas aussi réfléchis ! C'est parfait, nous tiendrons compte de votre avis".

Et puis on passait à la suite de l'ordre du jour. Cinq ou dix minutes après, un autre jeune, ou le même, encouragé par cet accueil, revenait à la charge et sur un autre point donnait son avis. "Ah, disait le monsieur, c'est très intéressant ce que vous dites, oui, oui, nous en tiendrons compte".

Et si par malheur le jeune prenait la parole une troisième fois, il était fusillé du regard, car prendre la parole trois fois de suite dans une assemblée de notables, c'était impardonnable !

Alors nous avons inventé le conseil de maison qui était un conseil parallèle de jeunes qui n'avaient pas pouvoir juridique, d'autant que la loi à cette époque là ne donnait le pouvoir réel qu'à vingt et un ans, et on ne pouvait être élu qu'à dix huit ans dans une Maison des Jeunes, et à vingt et un ans au conseil d'administration. Ce conseil parallèle obtenait quand même de la part du conseil d'administration des assurances sur un certain nombre de domaines; par exemple sur la marche interne de la maison il avait pouvoir d'organiser les horaires, l'entretien, toutes les tâches relativement mineures.

Je me suis aperçu que les jeunes finalement, comme ils étaient entièrement responsables et qu'ils rendaient des comptes devant le conseil à l'assemblée générale, prenaient le jeu au sérieux. Encore une anecdote; pardonnez-moi, je suis comme Cacérès quand il y a un témoignage, on ne peut pas ne pas le citer, ce n'est pas possible. Un jour les jeunes du Conseil - vous en trouvez une photo, là, avec la photo du maréchal Pétain au-dessus du reste, tant pis pour moi - me disent : "on n'est pas content des statuts du conseil de maison (c'était des statuts qu'on avait élaborés à Chamargès) - et on voudrait en faire tout seuls". J'ai dit que j'étais d'accord, ils m'ont demandé un mois, du papier, une machine, etc... Ils ont "pondu" leur texte seuls, et un jour ils l'ont sorti devant moi? J'étais effaré ! Il y avait 71 articles ! Je n'aurais jamais osé dire le dixième de ce qu'ils disaient; par exemple: un jeune du conseil de maison qui ne venait pas à trois séances consécutives payait une amende de....Jamais je n'aurais osé imaginer que c'était possible, et tout était à l'avenant !

Je leur ai demandé comment ils avaient inventé ces statuts, et ils m'ont dit : "on a trouvé des bouquins à la bibliothèque". Nous avions un fond de bibliothèque, parce que les braves gens du pays nous avaient donné des bouquins, et au début j'avais passé du temps avec quelques jeunes à refaire les bouquins, à les recouvrir. C'est d'ailleurs un bon souvenir du début. C'est tout ce qu'on pouvait faire. Je leur demande donc quels bouquins, et ils me les montrent : il y avait en effet quatre volumes énormes, genre encyclopédie, "le bulletin de la Société Astronomique de France, 1908-1909-1910". Il y avait là-dedans les statuts de la Société Astronomique de France qu'ils avaient copiés et transposés, mais c'était leurs statuts !

Et là j'ai découvert encore quelque chose : les gens qui adoptent eux-mêmes quelque chose sans qu'on leur propose - il vaut mieux ne pas leur proposer, il faut le leur laisser découvrir et s'ils font des erreurs, on leur dit, et ils les découvrent à la longue - acceptent beaucoup de choses qu'ils n'accepteraient pas autrement. Ils acceptent une propre discipline que vous n'arriverez jamais à leur imposer, et c'est une des méthodes pédagogiques que j'ai retenue.

LA FEDERATION FRANCAISE DES MAISONS DE JEUNES ET DE LA CULTURE.

En 1943, donc, se structure cette Fédération.

En 1944, les conseils de maison étaient au point. Au mois d'août 1944, tout était remis en question, il fallait repartir.

Eh! bien, on est reparti au lendemain de la Libération.

Là il y a eu une heureuse conjoncture. Il y a eu les quelques maisons de la zone Sud qui n'avaient pas eu de reproche à se faire, ou auxquelles on n'avait pas pu faire de reproche, du point de vue collaboration; il en est resté en tout sur toute la région une trentaine, au maximum, tout le reste a été dissous par décret (l'ensemble des Maisons de Jeunes a subi un décret de dissolution, mais on a récupéré les quelques trente maisons les unes après les autres). Ces trente maisons avaient encore quelques directeurs en place, qui étaient payés ou pas, et qui ont été rattrapés après, et on a pu faire un regroupement à Lyon. Pourquoi Lyon ? Lyon a été un centre de résistance, et il y a eu l'association "Les amis des Maisons de Jeunes", et d'autre part, est arrivé à Lyon un homme qui a apporté beaucoup aux Maisons de Jeunes, je dis qui a apporté, car il est mort : André Philip. Actuellement, on a mis un peu André Philip sous le boisseau parce qu'il a participé à notre crise de 1968-1969 et qu'il a, à mon avis, commis une erreur de jugement, mais cela n'enlève rien à la qualité de l'homme que je mets sur un piédestal. C'est un homme qui a payé beaucoup de sa personne, et auquel les Maisons des Jeunes doivent énormément. Il a eu le courage à Lyon de créer envers et contre tous cette "République des jeunes"; cela a été le premier nom de la Fédération des Maisons de Jeunes, le 4 octobre 1944, en faisant appel aux quelques éducateurs qui étaient là, à tous les mouvements de jeunesse locaux, la J.D.C., le Scoutisme, les associations de chantiers ou de centres de formation de jeunes travailleurs qui s'appelaient les centres d'apprentissage et puis les mouvements traditionnels, et en plus, cela a été un trait de génie de sa part, les organismes syndicaux, la C.G.T., la C.F.T.C.

Et comme il avait été à Alger, au gouvernement de de Gaulle, et qu'il avait une certaine autorité, il avait apporté un certain pouvoir, l'appui d'une partie du gouvernement d'Alger et du gouvernement nouveau de la France.

Philip a lancé l'idée de la Fédération des Maisons des Jeunes, mais sans paternalisme : il a pris le risque de laisser dans les mains des plus jeunes les opérations de démarrage, et il lui a fallu beaucoup de courage.

Cela a été du reste pendant les deux premières années, de fin 1944 puisque c'était en octobre 1944, jusqu'en avril 1946 une certaine "pétaudière", pardonnez-moi le mot ! Il y avait quatorze ou seize délégués nationaux qui s'appelaient inspecteurs nationaux, pour les trente et quelques maisons

des jeunes du coin. Il y avait un état-major énorme, et des gens généreux mais incompetents, pleins d'idées nouvelles, et il en fallait.

Un certain nombre de ces jeunes étaient des trotskystes, ils ne le disaient pas, mais ils l'étaient; ils venaient des Auberges de la Jeunesse, avec tout ce que cela peut comporter d'esprit bouillant, de générosité, d'ouverture d'esprit. Je me rappelle qu'on était choqué parfois par leur attitude très désinvolte, par leurs propos, car nous étions quand même un petit peu bourgeois, et il m'a fallu des années pour les comprendre. Ils raisonnaient à l'époque comme raisonnent les jeunes de maintenant, sur les problèmes de la famille, de l'avortement, de la liberté de la conception, etc... Mais vous pensez qu'en 1944, au lendemain de la guerre, c'était de la révolution !

Dans le même temps, Guehenno lançait ses circulaires, et nous avons bénéficié d'une très grande chance : Guehenno, dont on a parlé hier, qui était le directeur de la jeunesse, a lancé le 13 novembre 1944 la première circulaire de la direction des mouvements de jeunesse qui a eu une importance capitale pour nous, car il nous reconnaissait officiellement.

Il disait : "nous voudrions qu'après quelques années une maison d'école au moins dans chaque ville, ou chaque village, soit devenue une maison de la culture, une maison de la jeune France, un foyer de la nation, de quelque nom qu'on désire la nommer, où les hommes ne cesseront plus d'aller, sûrs d'y trouver un cinéclub, du spectacle, une bibliothèque, des journaux, des revues, des livres, de la joie et de la lumière. Cette maison serait en même temps une maison des jeunes; c'est eux qu'il faut servir d'abord, lancer vivement dans la vie pour qu'ils ne vieillissent pas et ne s'endorment pas trop tôt".

C'était un peu lyrique, mais l'époque aidait.

Une deuxième circulaire de mai 1947 donnait des précisions sur le fonctionnement. L'Etat nous reconnaissait comme un service public qu'il ne voulait pas faire, et qu'il confiait à une association, association très composite, comme je vous l'expliquerai tout à l'heure.

Enfin une circulaire du 4 juillet 1947, d'autant plus importante qu'elle était dirigée directement sur les inspecteurs de la jeunesse chargés de veiller au fonctionnement des maisons des jeunes, mais non chargés de les gérer ni de les créer.

"Je vous rappelle - disait-il - que vous n'avez pas à créer vous-mêmes des maisons des jeunes, mais à les contrôler et à les aider".

Un petit point entre parenthèses : nous avons été créés sur trois principes; nous sommes pluralistes, c'est-à-dire que nous pratiquons la laïcité, mais la laïcité non pas dans le sens qu'on lui donnait encore à la fin de la guerre, ou avant la guerre et même après, d'anticléricalisme, mais une laïcité ouverte, comme on disait, et qui se résume en deux mots : "je suis ceci, tu es cela, mais j'admets que tu aies la vérité aussi, et j'accepte le dialogue avec toi; j'essaierai de mieux te comprendre, tu essaieras de mieux me comprendre, nous ne ferons ni l'un, ni l'autre, du prosélytisme, mais peut-être fortifierai-je mon opinion ou modifierai-je mon opinion à la faveur de tes arguments, et pour toi il en sera de même".

C'est très difficile, c'est presque une gageure, mais enfin cela existe, c'est un principe.

Deuxième principe, nous nous considérons comme un service semi-public, pour ne pas dire public, puisque cela correspond à des termes précis, mais un service semi-public, et nous voulons être en accord, en bonne harmonie avec les pouvoirs publics locaux, départementaux, régionaux, nationaux, quelle que soit la forme de gouvernement, quelles que soient les tendances politiques, ce qui est aussi une gageure.

Troisièmement, nous voulions pratiquer, et nous le disions depuis Chamargès, la cogestion, et pour cela nous avons introduit des statuts qui ont été agréés par le Ministère, qui ont été faits avec lui en la personne de M. André Basdevant, inspecteur principal à l'époque. Ces statuts prévoyaient que dans tous les cas, à tous les échelons, à tous les niveaux, les usagers sont majoritaires. Il n'existe pas de Maison des Jeunes et de la Culture où les usagers ne soient pas majoritaires. Si on vous dit qu'il y en a une, ce n'en est pas une, elle n'a pas notre sigle ou elle l'a usurpé !

Ces trois principes, nous ne les avons pas changés d'un iota, depuis trente ans: c'est la règle.

Par contre, ce que nous avons changé, ce sont les méthodes, les méthodes pédagogiques en particulier. Nous avons terriblement évolué, et pas tout seuls, car nous avons délibérément emprunté à tout le monde, à la J.O.C. bien sûr, à Peuple et Culture, aux centres sociaux, aux scouts. Nous avons emprunté à tout le monde, nous n'avons rien inventé, mais nous avons essayé de rassembler dans ce que nous appelons une institution - et le mot est peut-être mauvais - ce qu'il y avait de bon ou d'excellent chez les autres, et dont tout le monde pourrait profiter.

Nous avons constaté que les mouvements préparaient dans un domaine idéologique, dans un domaine philosophique, politique, etc... ou dans un domaine technique, les citoyens, mais qu'il n'existait rien qui permette à des hommes d'origines, de classes sociales, de pensées philosophiques différentes de constamment avoir un dialogue et de se former ensemble par inter-réaction ou interaction.

Je crois que le mérite des Maisons des Jeunes et de la Culture, c'est d'avoir mis en face l'un de l'autre des gens aussi dissemblables au point de vue pensée que des communistes et des chrétiens, ou des athées et des chrétiens, et des gens d'âge différent, car contrairement à la légende les Maisons des Jeunes et de la Culture ne reçoivent pas que des jeunes de quinze à vingt ans. Elles sont ouvertes à toute la population, et actuellement les statistiques montrent que sur les un peu plus de 250.000 cotisants et sur les 820, 830.000 personnes touchées par les 780 et quelques maisons affiliées à notre Fédération, le pourcentage des adultes de plus de 25 ans est de 24 %, c'est-à-dire un quart. Ce sont de véritables adultes, car jusqu'à vingt trois, vingt quatre ans énormément de jeunes font encore des études, et ne sont pas lancés dans la vie du travail, et je ne dirai pas qu'ils ont une mentalité d'adolescent prolongé, mais ils n'ont pas cette mentalité qu'a déjà l'ouvrier à dix sept ans ou qu'il était à dix sept ans.

Ces trois principes n'ont pas changé. Mais je le disais, les méthodes changent énormément. On ne peut pas réagir avec des jeunes ou laisser réagir des jeunes en 1975 comme en 1945, ce n'est pas pensable. La participation des jeunes est beaucoup plus violente, beaucoup plus contestataire, il n'est plus question de leur parler sur le même ton, et ce n'est

pas souhaitable, du reste. Mais si on pouvait leur parler sur un certain ton en 1944, il faut maintenant leur parler autrement.

Nous avons eu tellement conscience de cela que nous sommes en train de faire une mutation profonde. La Fédération a donné des crises inoublables. En 1949, nous avons connu la suppression de nos délégués régionaux.

Il faudrait que je vous parle des structures, mais cela nous mènerait trop loin. Moi-même, j'étais à ce moment là délégué régional dans l'Est, on a supprimé mon poste du jour au lendemain. Et puis nous avons surmonté les difficultés et recréé.

Puis des difficultés plus grandes sont venues non pas de ce qu'on peut appeler la crise de 1969, mais bien avant, l'époque 1962, quand Maurice Herzog nous a couverts de son aile protectrice avec beaucoup d'amour et nous a beaucoup aidés, trop du reste parce qu'on nous a dit que nous drainions à nous seuls les trois quarts des crédits de la Jeunesse. Mais Herzog avait cru dans les Maisons des Jeunes, et il nous a beaucoup aidés. En 1959, déjà, il nous a rendu un très mauvais service avec la meilleure bonne volonté du monde, Au mois de septembre il a commis une imprudence, il a donné un article au Monde, un article sur une pleine page ou presque, à propos des "blousons noirs"; c'était la période des blousons noirs, si vous vous souvenez. Il a donné comme remède les Maisons des Jeunes et de la Culture. Je venais d'arriver à Paris depuis un an et j'avais un petit service, et je ramassais toutes les documentations. Dans la semaine qui a suivi, nous avons eu soixante deux demandes de création de maisons des jeunes des maires de certaines communes de France, alors qu'on en avait en moyenne deux ou trois par semaine et même seulement deux à trois demandes de renseignement; mais là c'était des créations, soixante deux dans la semaine ! Entre 1945 et 1956 ou 1957 nous avons dû contribuer à la création de 500 maisons, et non pas nous-mêmes, en répondant aux demandes. Dans les deux années et demi qui ont suivi, nous avons créé 530 maisons, et nous avons été débordés ! C'était une crise épouvantable, on ne pouvait plus suivre, nous n'avions pas les courroies de transmission. Créer c'est très beau, mais faire vivre après c'est autre chose. Mettre un enfant au monde, c'est facile, mais il faut le nourrir, il faut l'habiller, l'éduquer.

Une autre crise a été celle de 1969 où malheureusement, par suite d'événements très complexes, la Fédération s'est scindée en deux et où nous avons failli mourir.

C'est là qu'on m'a bombardé délégué général contre mon gré. J'ai accepté parce que j'avais la notion du service, je ne le regrette pas, mais cela a été quand même très dur. Je me suis retrouvé du jour au lendemain avec 200 millions d'anciens francs de dettes, 80 millions de salaires à payer à la fin du mois, et je n'avais pas un sou en caisse ! Nous en sommes sortis, la preuve c'est que la Fédération des Maisons des Jeunes est quand même quelque chose qui répond à des besoins, et actuellement nous connaissons une crise, mais comme toutes les associations de jeunesse; nous vivons actuellement avec, en valeur absolue, en francs constants, un tiers seulement des subventions d'Etat de 1965. Mais ce qui est plus grave, c'est que nous sentons que nous sommes dans une période de mutation, et que nous ne savons pas quelle sera cette mutation.

Les cadres nationaux permanents comme moi, sommes très peu nombreux: nous sommes trois. Mais nous avons des cadres régionaux qui sont pratiquement

des cadres nationaux, résidant en province: ils sont 8, avec nous cela fait 11. Nous avons le sentiment, surtout ceux qui sont à la base, qu'il y a une profonde mutation à faire, mais quelle sera-t-elle ? Nous ne le savons pas.

Ceux qui le savent bien, ce sont ceux qui sont dans les maisons des jeunes. Mais cette mutation n'est pas la même dans la maison des jeunes de Romorantin, à Quimper, dans un village de 700 habitants ou dans la ville de Lyon, c'est très variable !

Alors quoi faire ?

Pendant de très longues années, la Fédération s'est présentée comme une pyramide qui était sur la tête, et les ordres partaient de la tête et étaient distribués un petit peu partout; disons plutôt les consignes que les ordres. Actuellement c'est totalement inversé, la base est très remuante et très consciente, surtout depuis la régionalisation de 1969. En 1969 le Ministère nous a imposé une régionalisation, pour des tas de raisons. Nous l'avons subie, parce que nous n'étions pas prêts à la faire. Nous voulions la faire depuis deux ans, mais on n'en avait pas trouvé le moyen matériel. On l'a donc faite sous la contrainte, En trois mois, entre décembre 1969 et février 1970; depuis février 1970, nous avons fait des fédérations régionales qu'il a fallu structurer, dont il a fallu former les cadres, et cela a été très difficile. Mais aujourd'hui nous avons des cadres compétents à l'échelon régional, et même à l'échelon départemental, et ce sont eux qui préparent les orientations futures.

Depuis un an et demi nous préparons cette mutation.

Nous avons l'impression que la maison des jeunes " de papa " a disparu. Elle était un îlot de verdure, avec une bonne petite maison au milieu d'un parc où les jeunes quittaient la vie difficile et venaient se retremper dans la joie, dans la plénitude de leur épanouissement, et peut-être à l'écart de trop de tentations. C'était en 1945.

Maintenant c'est tout à fait l'inverse. Nous pensons même qu'il est possible qu'il y ait des maisons des jeunes sans maison, par exemple dans le cadre d'un équipement intégré. Je le disais à quelqu'un tout à l'heure, la halte d'autobus dans le hall de la maison des jeunes, c'est déjà un embryon de ce que nous pensons pour l'avenir, avec les architectes des villes nouvelles. Mais cela, on ne va pas l'inventer comme cela.

Alors l'enquête qui se fait depuis dix huit mois, et qui est en train de réussir à mon avis, se poursuit à la base et va éclater, va être mise à jour aux états généraux du 30ème anniversaire qui auront lieu à Metz les 17, 18 et 19 mai prochains(1).

Mais nous avons pensé qu'il était de notre devoir, à nous les cadres qui avons vécu les longues années de mutation de la Fédération, qui avons connu toutes les difficultés, de porter notre pierre à l'édifice aussi, et nous avons à l'échelon national, aussi bien les permanents que les élus nationaux, aussi bien les représentants syndicaux du personnel que les représentants des bénévoles, c'est-à-dire les élus, cherché nos propres orientations.

(1) Exposé d'Avril 1975.

Nous avons fait un document. Il est sorti hier, il n'est pas encore lancé, nous l'enverrons seulement demain soir dans les maisons, pour qu'elles ne soient pas influencées dans leurs propres recherches par nos pensées, car c'est très dangereux d'influencer les autres, nous l'avons vu dans notre première enquête. En posant des questions, quelquefois on détermine des réponses.

Les maisons vont avoir pendant quinze jours les propositions nationales vont les mettre à égalité avec les propositions locales, départementales et régionales, et aux états généraux un grand congrès de 1.200 personnes, avec une trentaine de commissions, va déterminer les lignes d'orientation pour l'avenir. Dieu seul sait, et encore pour les chrétiens, s'il en sortira quelque chose ! Je le pense. Notre vie a été constamment composée de tournants, ce qui faisait dire à quelqu'un que nous avançons sur une belle spirale ! J'espère qu'elle débouchera sur quelque chose.

Il existe, en France et dans le monde, une grande tradition de l'éducation populaire, qui en appelle à certaines orientations auxquelles il importe, quelles que soient les circonstances, de rester fidèle. C'est pour-
 quoi se pencher sur la passé de l'éducation populaire est toujours utile.
 Il s'agit, dans une sorte d'effort permanent, de combat des hommes pour pro-
 mouvoir l'Homme, et pour défendre l'âme de ses dimensions essentielles qui
 est sa liberté. L'histoire des "Marquisats", que je vais vous retracer briè-
 vement, est un tout petit épisode, mais significatif, de ce grand combat.

En décembre 1974, j'ai été invité, avec quelques autres anciens, à l'inauguration de la dernière tranche de construction de ce qui fut à l'origine le "Centre Educatif des Marquisats" et est devenu non seulement la "Maison des jeunes et de la culture" d'Annecy, mais encore, plus large-
 ment, un véritable "complexe socio-culturel, socio-éducatif et sportif", l'un des plus beaux de France par le site et les installations. Il convient de rappeler que tout cela est né de la Libération en 1944. Pour plus de clarté, je vais me reporter à cette période, et suivre ensuite l'ordre chrono-
 logique.

LES MARQUISATS

LES ORIGINES.

Quand je suis arrivé à Annecy le 24 janvier 1945, quelque chose déjà était amorcé aux "Marquisats". Qu'était-ce, direz-vous, ces "Mar-
 quisats" ? - une grande maison entourée d'un vaste parc, sur la rive ouest
 du lac, à la sortie de la ville. Les "miliciens" (1) l'avaient réquisition-
 née sous l'Occupation et ne devaient en être chassés que lorsque la Résis-
 tance libéra Annecy.

par Jean LE VEUGLE

Inspecteur Principal honoraire - Jeunesse et Sports

Le "Comité de la Ville" de la ville s'était montré extrême-
 ment actif. Ce comité survivait lors de mon arrivée et constituait le noyau
 d'un milieu assez révolutionnaire, où militaient notamment les "rescapés"
 du maquis des Glières (2). Les syndicats, ainsi qu'à l'existence d'un Co-
 mité d'unité d'action, étaient également prêts à prendre ou appuyer des
 initiatives. Et l'on trouvait encore à Annecy, à ce moment-là, un groupe
 d'"anciens d'Uriège".

Je ne veux pas aborder ici l'histoire de ce qu'on appelait alors
 "Uriège", ce qui serait trop long. Disons en bref qu'une "Ecole nationale
 des cadres" avait occupé en 1941 et 42 le château d'Uriège, près de Grenoble.
 Dès 1942 l'école et l'association de ses anciens élèves - tout je faisais
 partie - avaient été dissoutes pour attitude non conforme - Dieu merci ! -
 à la politique de Vichy. Elles s'étaient transformées en mouvement de résis-
 tance avec, toujours, la préoccupation dominante de former des cadres et

(1) Pour ceux qui ne se rappelleraient pas bien ce que fut la "Milice",
 précisons qu'elle comprenait les collaborateurs directs de la police
 allemande et avait pour tâche principale de traquer les "résistants".
 (2) Le combat des "Glières", vaste plateau près d'Annecy, a été le dernier
 grand combat de la Résistance sur le sol français.

LES MARQUISATS

par Jean LE VEUVE

Inspecteur Principal honoraire - Jeunesse et Sports

Il existe, en France et dans le monde, une grande tradition de l'éducation populaire, qui en définit certaines orientations auxquelles il importe, quelles que soient les circonstances, de rester fidèle. C'est pourquoi se pencher sur le passé de l'éducation populaire est toujours utile. Il s'agit, dans une sorte d'éternel présent, du combat des hommes pour promouvoir l'Homme, et pour défendre l'une de ses dimensions essentielles qui est sa liberté. L'histoire des "Marquisats", que je vais vous retracer brièvement, est un tout petit épisode, mais significatif, de ce grand combat.

En décembre 1974, j'ai été invité, avec quelques autres anciens, à l'inauguration de la dernière tranche de construction de ce qui fut à l'origine le "Centre éducatif des Marquisats" et est devenu non seulement la "Maison des jeunes et de la culture" d'Annecy, mais encore, plus largement, un véritable "complexe socio-culturel, socio-éducatif et sportif", l'un des plus beaux de France par le site et les installations. Il convient de rappeler que tout cela est né de la Libération en 1944. Pour plus de clarté, je vais me reporter à cette période, et suivre ensuite l'ordre chronologique.

LES ORIGINES.

Quand je suis arrivé à Annecy le 24 janvier 1945, quelque chose déjà était amorcé aux "Marquisats". Qu'était-ce, direz-vous, que ces "Marquisats" ? - une grande maison entourée d'un vaste parc, sur la rive ouest du lac, à la sortie de la ville. Les "miliciens" (1) l'avaient réquisitionnée sous l'Occupation et ne devaient en être chassés que lorsque la Résistance libéra Annecy.

Le "Comité de libération" de cette ville s'était montré extrêmement actif. Plusieurs de ses membres étaient très préoccupés d'éducation populaire. Ce comité survivait lors de mon arrivée et constituait le noyau d'un milieu assez révolutionnaire, où militaient notamment les "rescapés" du maquis des Glières (2). Les syndicats, unis grâce à l'existence d'un Comité d'unité d'action, étaient également prêts à prendre ou appuyer des initiatives. Et l'on trouvait encore à Annecy, à ce moment-là, un groupe d'"anciens d'Uriage".

Je ne veux pas aborder ici l'histoire de ce qu'on appelait alors "Uriage", ce qui serait trop long. Disons en bref qu'une "Ecole nationale des cadres" avait occupé en 1941 et 42 le château d'Uriage, près de Grenoble. Dès 1942 l'école et l'association de ses anciens élèves - dont je faisais partie - avaient été dissoutes pour attitude non conforme - Dieu merci ! - à la politique de Vichy. Elles s'étaient transformées en mouvement de résistance avec, toujours, la préoccupation dominante de former des hommes et

(1) Pour ceux qui ne se rappelleraient pas bien ce que fut la "Milice", précisons qu'elle comprenait les collaborateurs directs de la police allemande et avait pour tâche principale de traquer les "résistants".

(2) Le combat des "Glières", vaste plateau proche d'Annecy, a été le premier grand combat de la Résistance sur le sol français.

non seulement d'entraîner au maniement de la mitrailleuse. Bon nombre de ceux qui ont fondé l'éducation populaire au lendemain de la guerre étaient des gens d'Uriage : CACERES, DUMAZEDIER, CHOMBART DE LAUWE, FERRY, BEUVE-MERY, et bien d'autres qu'avait sû rassembler Pierre DUNOYER DE SEGONZAC, dit "le Vieux-Chef", directeur et animateur de l'Ecole, puis du mouvement.

C'est à la Libération que le groupe d'"uriagistes" d'Annecy fut autorisé par le Comité de libération à utiliser la propriété des Marquisats, que les miliciens avaient dotée de trois baraquements équipés en dortoirs, ce qui permettait l'organisation de stages. Le groupe décida d'en faire un lieu de rencontres, d'information et d'étude à propos des problèmes que posait la France libérée. Il s'agissait, dans l'esprit du groupe, de prolonger cette libération par un effort de libération beaucoup plus large, qui tendrait à libérer l'homme de tout ce qui le brime, de toutes les aliénations.

Il est intéressant de constater que ce groupe d'Uriage à Annecy avait des origines fort diverses. On y trouvait aussi bien des croyants que des athées, des catholiques et des protestants que des juifs, des socialistes que des communistes. Ces gens provenaient en outre de diverses régions de France. Le milieu qu'ils constituaient était très caractéristique de cette union, née dans la Résistance et dans les camps de déportation, entre personnes que les événements avaient conduites à réfléchir sur les carences de l'éducation et de la culture entre les deux guerres, carences qui avaient été cause, estimaient-ils, que tant d'intellectuels avaient mal choisi leur orientation au moment de l'invasion et de l'occupation.

Je crois être assez objectif en disant que le groupe rêvait plus ou moins d'une France qui serait une espèce de démocratie populaire, mais sans obédience à Moscou. Il pensait qu'on pourrait la construire avec le syndicalisme pour base. Son image de l'homme et d'un type de société était d'ailleurs bien plus précise que celle d'un régime politique déterminé. Il les voulait, cet homme et cette société : conscients, créateurs et fraternels. Il était convaincu, en tout cas et toujours dans la ligne d'Uriage, qu'il importait avant tout de former des hommes.

Pour me résumer, je dirai qu'à Annecy lors de la Libération, trois éléments permettaient de lancer une action d'envergure : le groupe d'Uriage, un milieu disponible, et des circonstances historiques très favorables.

Quelque chose, ai-je dit, avait déjà été mis en forme quand je suis arrivé à Annecy. C'était l'oeuvre de Gilles FERRY, ancien d'Uriage lui aussi, et d'une petite poignée d'hommes dont je tiens à citer les noms, même si vous ne les connaissez pas et ce par honnêteté et par amitié : il y avait là comme permanents aux Marquisats avec Ferry : BARTHALAIS ex-délégué à la Jeunesse passé à la Résistance, GRANCHAMP, actuellement adjoint culturel au Maire d'Annecy, MALLINJOURD et HAINAUT, des instituteurs plus ou moins journalistes.

Cette petite équipe était reliée à quelques penseurs, qui orientaient son action : Paul THISSE, homme remarquable, âgé maintenant, alors professeur agrégé de mathématiques, mais au fond plus philosophe que mathématicien. A côté de lui, un peu son bras droit, Bernard BING, actuellement au groupe de recherche de l'ORTF. Avec ce dernier pénétrait dans l'équipe l'influence de COPEAU et de ses expériences de théâtre populaire. Il y avait encore Michel CROSET et Louis MOREAU, tous deux ingénieurs. CROSET, à l'époque, était temporairement fonctionnaire de la Préfecture, et par lui nous avons obtenu bien des moyens d'action.

Vous me demanderez peut-être pourquoi et comment je me trouvais moi-même soudain à Annecy. C'est que le "Vieux-Chef" d'Uriage, alors Colonel en opérations dans l'Est, m'y avait envoyé pour remplacer G. FERRY, tout premier directeur - pour peu de temps - des Marquisats. L'affaire vous paraîtra compliquée, mais il faut dire que la guerre n'était pas terminée. Le château d'Uriage était devenu Ecole inter-armes de formation de cadres. Le chef de son bureau d'études, POLY, ancien d'Uriage également, venait de sauter sur une mine à l'occasion d'un stage sur le front d'Alsace. Il avait fallu le remplacer rapidement et FERRY avait été désigné pour cela. La direction des Marquisats était devenue vacante. Si l'on a alors pensé à moi pour la reprendre, c'est que je venais d'avoir des ennuis en Bretagne avec l'autorité militaire, ennuis honorables et bien dans le style de l'époque : j'avais essayé de décrocher une unité de la "Poche de Saint-Nazaire" pour rejoindre les troupes de de Lattre de Tassigny, qui stationnaient à Châtenois dans les environs de Blefort. Le Colonel de Segonzac en faisait partie. Je ne veux pas me perdre dans ces détails historiques, disons en bref, qu'ayant échoué dans ma tentative, j'étais disponible. Tout ceci pour vous situer le climat dans lequel nous vivions.

LES INTENTIONS INITIALES.

Un premier "manifeste" exposant la philosophie des Marquisats avait été publié, dont, je crois, Paul Thisse et Bernard Bing étaient les auteurs. Ce texte me paraît bon, encore aujourd'hui. Vous le trouverez dans le numéro d'"Esprit" de juillet-août 1966, sous le titre de "Document : il y a vingt ans naissait le Centre des Marquisats". Voici des extraits de ce texte. Il faut naturellement le replacer dans son époque. Je dis cela pour les plus jeunes : il y a là un vocabulaire qu'on n'utiliserait plus maintenant, nourri à la fois, curieusement de Péguy et de Marx, surtout de Péguy.

"Le sol français est aux trois quarts libéré; les jeunes hommes de France ont retrouvé, dans le commun combat, ce qui les unissait, quelques réalités, quelques sentiments très simples, fondamentaux, élémentaires: la valeur d'une patrie charnelle (cela c'est Péguy !) un sens renouvelé de la liberté, et de l'autorité, une aspiration universelle à plus de justice et de fraternité. Cette jeunesse française surgie des plaines et des montagnes, cette fraternité, cette unité toute neuve, soudée au feu des combats, il y a là un formidable capital d'énergie disponible, d'intelligence, de volonté. Il y a là, sans conteste, le germe d'une authentique "révolution nationale". (Vous vous rappelez que Pétain avait prétendu faire une "révolution nationale", qui n'était évidemment pas ce que nous voulions).

"Avec Péguy, nous sommes de ceux qui croient qu'on ne peut pas opérer profondément, sincèrement, sérieusement, la révolution morale de l'humanité sans opérer toute la révolution de son habitat social, et qu'inversement toute révolution formelle serait vaine si elle ne comportait que le labourage et la profonde éversion des consciences.

"Il semble que tel soit aussi le point de vue de nos gouvernants et singulièrement du Général de Gaulle, mais qu'est-ce qu'un décret sans des hommes pour l'appliquer ? Qu'est-ce qu'une loi sans l'appel d'un sentiment profond des consciences ? La révolution ne peut se faire uniquement par en haut. Il faut, en bas, des hommes ayant volonté et compétence pour la réaliser.

"La France a besoin à la base de cellules vivantes disposées à ce lent effort de liberté dont parle Péguy.

"Une équipe de jeunes Français dont l'amitié s'est nouée dans la Résistance et la Libération, a décidé de créer un lieu de rencontres; des hommes engagés dans le labeur pourraient y trouver le loisir de la méditation et d'une réflexion constructive. Le lieu est déjà trouvé, la grande maison des Marquisats qui fut naguère l'ancre de la milice.

"Cette équipe s'efforcera d'abord, dans une vie communautaire quotidienne, de porter un témoignage français et révolutionnaire. Son ambition serait d'y accueillir d'autres équipes afin de les aider à poser avec elles, en grand, les problèmes, pour être capables de réaliser en petit les solutions.

"Trois forces s'offrent naturellement au Centre pour s'y appuyer et s'y alimenter : les mouvements de jeunesse (au moins leur partie résistante) l'enseignement, les syndicats ouvriers et paysans. (Cet appel à des forces, comme aussi la volonté d'agir sur les structures et non seulement sur les consciences, cela rappelle Marx).

"Toutes les familles françaises doivent pouvoir s'épanouir dans la diversité et la liberté de la vie. Un dialogue doit s'établir entre paysans, ouvriers et bourgeois, qui, pour être fécond, doit être loyal. Il faut que par eux l'arbre français prenne toute sa taille, profondément enraciné dans le sol de sa tradition historique totale, plonger ses racines dans le peuple, enrichir la sève, être une cellule vraiment vivante de l'organisme français.

"Tel est le but de ce centre d'information des Marquisats. Nous croyons que la libération de notre pays est l'aurore d'une plus vaste, d'une plus essentielle libération. Comme tout acte de foi, celui-ci comporte un risque, le risque de la vie, le risque de la liberté".

Vous voyez, dans ce langage qui date un peu, quelle était l'orientation idéologique générale de la première équipe.

PREMIERES ORIENTATIONS PRATIQUES.

Sur ce, j'arrive donc à Annecy, en janvier 1945. En raison de mon passé personnel, de mes liens avec Uriage et notamment avec Dumazedier - avec qui j'avais travaillé sur des problèmes d'éducation ouvrière à Saint-Etienne - mes idées directrices pour lancer les Marquisats sont celles-ci : garder d'abord le souffle d'Uriage, cette espèce d'idéalisme un peu poétique, mais avec la préoccupation première de rassembler des hommes de bonne volonté et de former des cadres - des animateurs, dirions-nous aujourd'hui. Deuxième idée : utiliser les méthodes et techniques expérimentées par Peuple et Culture à Grenoble.

J'avais été très séduit, étant venu en permission de Noël 1944 à Grenoble, par l'expérience étonnante de Peuple et Culture dans cette ville. Peuple et Culture était installé à la Préfecture. Il y avait là une armée de dactylos qui tapaient des papiers pédagogiques à longueur de journée et, surtout, existaient en ville des "institutions-pilotes" : centre d'éducation

ouvrière, centre de rencontre d'étudiants, cinéclub, bibliobus, commissions, enfin tout ce que l'on peut imaginer. Cela foisonnait. Et je retrouvais là plusieurs anciens d'Uriage.

Ne disposions-nous pas nous aussi à Annecy : d'un milieu favorable, d'un instrument de travail (la maison des Marquisats) et d'une équipe? Pourquoi ne pas nous inspirer de ce que Grenoble avait réalisé, et essayer, nous aussi, d'animer notre ville et le département avec des Institutions d'éducation populaire ?

J'ai fait alors avec Paul Thisse et quelques autres camarades un stage à Grenoble où nous avons étudié en détail ce que P.E.C. avait réalisé, et nous sommes repartis avec de pleines valises de documents, des schémas d'institutions, des théories pédagogiques, etc... Nous avons, dès notre retour, sorti un nouveau manifeste, plus adapté aux problèmes de Haute-Savoie et plus précis dans les orientations pratiques. On ne s'y bornait plus à énoncer une philosophie sympathique mais un peu vague, comme dans ce que je vous ai lu du premier manifeste.

Entre temps, l'équipe initiale s'était quelque peu élargie, pour faire face aux besoins du Centre, qui commençait à fonctionner. Ce centre n'avait d'ailleurs aucun statut officiel, il ne dépendait d'aucun ministère et vivait grâce aux "fonds de tiroir" de la Résistance - on avait fait payer les collaborateurs, etc...

Des stages déjà s'y succédaient, parfois de 60 et 100 personnes. Faute de moyens, le confort était nul et la chère modeste, et nous étions en tout quatre permanents pour faire fonctionner cette maison : un cuisinier, un homme qui enlevait la poussière une semaine par-ci, une semaine par-là, un économiste-comptable, et moi à qui avait été confiée la direction du centre.

Manquant bientôt d'argent, je suis allé voir Dumazedier qui, à l'époque, était inspecteur principal de la Jeunesse et de l'éducation populaire à Grenoble. "Ce que vous avez fait à Annecy, me dit-il, est remarquable; il faut aller voir Guéhenno". Celui-ci était alors Directeur des Mouvements de jeunesse et l'éducation populaire, à Paris. J'ai eu la chance de bavarder avec Guéhenno. Je trouvais l'homme séduisant, ses projets passionnants. Il m'a dit en substance : "c'est tout-à-fait ce que je voudrais faire dans toute la France. Je rêve d'un grand réseau de maisons où les gens puissent se rencontrer, se former, etc... Je vous prends dans mon réseau".

C'est comme cela qu'à titre provisoire au moins, les Marquisats ont été rattachés au réseau des "Centres Educatifs" d'Etat. Nous avons dès lors, en équipe, cherché à nous institutionnaliser dans ces perspectives de Guéhenno.

Je n'ai pas le temps de vous rappeler les premières circulaires de Guéhenno, pourtant si intéressantes. Nous entendions toutefois garder l'unité de la Résistance, donc avoir des programmes et toucher des milieux extrêmement variés. Vous le verrez, ce sera notre perte quelques années plus tard. Autrement dit, nous voulions toujours dans nos stages recréer, par panachage des milieux représentés, une espèce de petite "France de laboratoire", de "France de 1945 en modèle réduit", avec laquelle on puisse poser les problèmes de l'époque. Un lieu d'échanges entre les hommes, aussi bien au sein de notre équipe, qu'au sein des stages. Nous avions déjà cette idée, qu'on retrouve curieusement aujourd'hui dans les livres d'Ivan ILLICH, de faire se réunir, en dehors de

tout programme déterminé, les gens qui ont besoin de recevoir une formation et ceux, pris dans la cité, qui peuvent la leur donner.

Pour y parvenir, nous avons défini une stratégie qui consistait entre autre à ne jamais négliger ce qui se faisait déjà dans le département, et à ne pas essayer de faire à tout prix ce que d'autres pouvaient faire aussi bien ou même mieux que nous. C'est ainsi, par exemple, que très vite nous avons noué des relations avec les CEMEA, puis plus tard avec l'U.F.C.V., qui pouvaient s'occuper de la formation des cadres de colonies de vacances beaucoup mieux que nous.

Dans certains domaines d'expression artistique, nous avons fait appel à la Ligue de l'Enseignement. J'ai moi-même été, si j'ai bonne mémoire, pendant plus d'un an, Président de l'U.F.O.L.E.A. de Haute-Savoie. Nous avons donc essayé de nouer des rapports avec tout le monde afin de ne négliger aucune bonne volonté doublée de compétence.

Quant à nos programmes, nous les voulions extrêmement souples. Nous les établissions "sur mesure". Comment ces diverses orientations se sont-elles traduites dans les faits ? Par un grand nombre d'initiatives successives et diverses. On peut dire que presque tout ce qui s'est fait en Haute-Savoie en matière d'action socio-culturelle dans les années de la Libération est plus ou moins parti de cette maison des Marquisats, pour la raison déjà qu'elle existait, avec un toit, des murs, une cuisine pour nourrir les gens, des baraquements où on pouvait les loger. C'était l'instrument de travail indispensable. Pour lancer le mouvement dans le département, nous avons, en accord avec le M.L.N. (Mouvement de Libération Nationale), le F.N. (Front National) et le C.D.L. (Comité de Libération), procédé à ce que nous avons appelé la "mobilisation des intellectuels". Nous avons réuni dans des salles de cinéma des gens qui venaient pour ainsi dire d'eux-mêmes. C'était étonnant : au moindre appel, les volontaires se précipitaient, aussi bien ceux qui pouvaient nous aider que ceux qui avaient besoin qu'on leur apporte quelque chose.

LES REALISATIONS.

Cette mobilisation a eu lieu à peu près au milieu de février 1945. Nous avons alors, comme cela avait été fait à Grenoble, créé des commissions. Suivant les compétences des gens et leur disponibilité, chaque commission envisagea ou bien le démarrage d'une activité ou bien la création d'une institution. Comme activités, il s'agissait de formation rurale, de formation ouvrière d'initiation artistique, de formation d'animateurs de jeunesse et d'animateurs sportifs (pour essayer de relier la culture générale à la culture sportive), de formation de guides touristiques, etc... Quant aux institutions, il s'agissait d'un centre d'éducation ouvrière, d'une maison de jeunes, d'un ciné-club, etc... Une commission enfin fut chargée de trouver un statut à toute notre affaire. Après avoir étudié la question, nous avons pensé qu'il fallait créer une Association type 1901. C'est la formule commode en France. Cette loi est très élastique si l'on veut bien considérer que tout ce qu'elle n'interdit pas est permis.

Une tactique que nous avons alors adoptée dans notre développement est celle que nous appelions "marcottage". La plante initiale, ce sont les Marquisats. Tout y est réuni au début. Mais au fur et à mesure qu'une institution ou une activité se précise on l'implante dans ses propres locaux, reliée toutefois encore à la plante initiale. Quand on voit que la nouvelle plante est vraiment capable de vivre seule, on coupe sa dépendance d'avec la plante initiale.

Voici les principales créations :

- Le 28 février 1945, une commission Théâtrale, qui devait devenir le Groupe d'Action Théâtrale, organisme qui existe encore aujourd'hui, Gaby Monnet, dont nous reparlerons plus loin, devait en être le principal animateur.
- Le même jour, le Centre d'Education Ouvrière, bientôt situé à la Bourse du Travail d'Annecy.
- Le 14 mars le groupe des Loisirs éducatifs.
- Le 20 mars, le groupe des Bibliothèques populaires.
- Le 24 mars, les statuts de "Peuple et Culture de Haute-Savoie" sont déposés. Pourquoi avons-nous pris ce nom-là ? Parce que nous voulions honnêtement reconnaître tout ce que nous devons à Peuple et Culture, mais nous précisions bien - il y a toujours un esprit un peu autonomiste chez les Savoyards - qu'il s'agissait de "Peuple et Culture de Haute Savoie". Nous entendions rester patrons de notre petite affaire. Nous constituions toutefois en même temps le premier groupe départemental de Peuple et Culture : on nous citait partout pour montrer que Peuple et Culture National, dont le siège était alors situé à Grenoble, pouvait avoir des implantations départementales et régionales.
- Le 12 juin est créé un Cercle des Officiers.
- Le 8 juillet est décidée la création d'une Maison des Jeunes et de la Culture. On utilisera provisoirement l'ancien local des Compagnons de France qui avaient été dissous. Nous demandâmes alors à la Fédération des Maisons de Jeunes de nous envoyer un Directeur. Ce fut l'incomparable DENVIOL et, ancien parachutiste, déporté à Buchenwald et véritable apôtre de l'Education populaire, mort malheureusement au début de 1974.
- Le 16 juillet, premier stage des CEMEA.
- Le 23 septembre, installation d'une "Inspection de la Jeunesse et de la Culture populaire" aux Marquisats, dans une chambre mansardée, avec comme inspecteur Marcel VIGNY, actuellement Inspecteur de la Jeunesse et des Sports à Caen. Survint alors un jeune instituteur qui sortait des maquis de l'Ardèche: il s'appelait Gaby MONNET.

Beaucoup parmi vous ignorent sans doute qu'il commença sa brillante carrière d'animateur comme Secrétaire de Marcel VIGNY aux Marquisats. Quand se sont révélées ses extraordinaires qualités d'animateur, il est passé du travail de l'inspection à l'animation des stages des Marquisats, pour les veillées, le chant choral. Il s'est occupé ensuite de théâtre. Vous savez qu'il est à présent directeur de Maisons de la Culture. Il a lancé celle de Bourges, a ensuite dirigé celle de Nice et j'ai entendu dire récemment que devait lui être confiée la Maison de la Culture de Grenoble.

- Le 1er décembre 1945, en liaison avec les autorités suédoises, création d'une Université d'été, pour des élèves adultes des universités populaires suédoises.
- Le 7 décembre, création du cinéclub d'Annecy. A son sujet, je ne résiste pas au désir de citer le détail suivant : nous étions cinq pour créer le cinéclub, et nous nous sommes cotisés pour louer la salle et faire venir un film de Paris, par la Fédération des Cinéclubs. C'était une aventure. Quoique nous n'ayons fait que peu de publicité, faute d'argent, les gens se sont précipités vers nous. Une circonstance nous était à vrai dire favorable : les cinémas étaient alors obligés de faire relâche un soir par semaine. On pouvait facilement louer une salle ce soir-là et la télévision n'existait pas.

Nous avons eu tout de suite plusieurs centaines d'adhérents. Dès la première séance, les cinq promoteurs purent se rembourser la location de la salle et du film. Le cinéclub devait dès l'année suivante prolonger son action par le lancement d'un "Cinébus de Haute-Savoie" animé par Jean URBANEK. Je me dois de donner ici un signe d'amitié rétrospective au regretté BAZIN qui voulut bien nous conseiller en matière de cinéma.

LES MARQUISATS PRENNENT FORME ET CONTENU.

Après toutes ces créations, la formule des Marquisats s'était précisée. Et j'aimerais dire ici, parce que c'est un type d'institution vraiment efficace, qu'à mon avis, l'administration a eu grand tort de ne pas multiplier une telle expérience, au lieu d'y mettre un terme.

A quelle formule avait-on abouti ? En gros, l'affaire a reposé sur trois piliers : d'abord une équipe d'animation; une telle équipe est indispensable.

Ensuite une Association qui regroupait un large milieu de gens capables de nous apporter leur contribution une fois ou l'autre. C'était le terreau dans lequel le groupe d'action enfonçait ses racines et d'où il tirait sa sève.

Enfin, et ce devait devenir très vite notre grande force, comme ce l'avait été d'ailleurs pour Grenoble, un réseau d'institutions existant réellement. Ce n'était pas seulement des projets sur le papier. Lorsque nous avions des stages de formation, nous pouvions emmener les gens voir une vraie séance de cinéclub, une vraie séance d'entraînement mental. Quant aux Marquisats, ils restaient au centre du réseau.

La polyvalence des stages réalisés aux Marquisats est vraiment étonnante. Voici une liste abrégée qui se trouve à la page 136 du numéro d'"Esprit" déjà cité. Je lis : "les noms des principaux parmi les usagers font mesurer ce que l'on doit appeler l'angle d'ouverture du centre : Ligue de l'Enseignement et Action catholique, avec leurs organismes spécialisés par techniques et par milieux, le Scoutisme, Tourisme et Travail, Avenir et Joie, naturellement Peuple et Culture, les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active, la Fédération des Maisons des Jeunes et de la Culture, les Auberges de Jeunesse, les Normaliens de 4ème année.

{J'ouvre ici une parenthèse pour appeler votre attention sur ce qui va suivre, parce que cela vous montre tout un domaine dans lequel l'Education populaire d'Etat, ensuite, n'a plus tellement eu d'activités). Direction des services Agricoles (arboriculture, élevage), stages où toute une partie Culture Populaire était donnée par l'équipe, la partie technique étant prise en charge par des techniciens.

"Mouvement populaire des familles, Associations familiales et services sociaux, Economie et Humanisme - qui à l'époque faisait beaucoup pour la formation des militants agricoles - Syndicats C.G.T. et C.F.T.C., important domaine que devait plus tard abandonner, par prudence politique, la Direction Générale de la Jeunesse et des Sports.

Jeunesses socialistes et U.J.R.F. Nous avons même hébergé, après un accord téléphonique très hésitant de Paris, une école fédérale du Parti Communiste à l'échelon départemental. J'avais mis comme condition, n'étant pas communiste, de pouvoir en tant que Directeur de Centre, assister à toutes les activités. Cela m'a été très profitable. Je ne suis pas devenu communiste pour

autant, mais ce fut pour moi une occasion de puiser mon information directement à la source. Cette énumération vous permet de mesurer l'étendue extraordinaire des activités.

Un détail piquant, qui amusera Joussellin et Cacérès : il y avait à l'époque un fonctionnaire chargé, à la Direction Générale, de contrôler les Centres éducatifs. Il est venu aux Marquisats, a regardé la liste de nos activités et a conclu : "mais vous ne faites pas d'éducation populaire !" Les bras nous en sont tombés. Je pense que pour lui cela devait se limiter, en dehors des stages CEMEA qu'il approuvait naturellement, à des stages de peinture, de chant, d'art dramatique, pas du tout engagés dans les problèmes économiques et politiques du moment, alors que pour nous, à cause de nos origines résistantes, nous avions un engagement politique (au sens large du terme) et des idées économiques. Nos programmes ne pouvaient que s'en ressentir.

LES DIFFICULTES.

De 1946 à 1950, le Centre a fonctionné selon la formule que je viens de vous donner. Très absorbés par nos tâches et par notre vie d'équipe, nous n'avons pas pris conscience des changements qui se produisaient en France autour de nous. Il est évident que l'unité de la résistance n'avait pas tenu très longtemps. La France avait glissé à nouveau dans ses bonnes vieilles querelles de partis. Et il y a eu surtout, pour expliquer la chute du Centre éducatif des Marquisats, les grèves de 1947.

A la fin de 1947, la France a été secouée par un important mouvement de grèves, qui ont pris souvent un caractère assez insurrectionnel, particulièrement en Haute-Savoie. Des commissaires du peuple avaient même été désignés à Annecy et mis en place à la Bourse du Travail. Les camarades du Centre d'Education ouvrière sont alors venus nous trouver aux Marquisats et nous ont dit : "vous nous avez prêché la bonne parole, et maintenant nous, on est dans la rue. Alors, qu'est-ce que vous faites ? Vous êtes pour ou contre ?"

Nous nous sommes engagés dans un chemin assez étroit où nous voulions être à la fois solidaires du mouvement ouvrier, et fidèles au caractère politiquement panaché de notre équipe. Nous avons donc refusé de signer certains manifestes ou certaines affiches. Par contre, nous avons pensé, en obéissant à notre vocation première, prendre notre vraie place dans le mouvement en profitant du temps libre des travailleurs en grève pour les informer et former des militants. Nous avons toutefois cru devoir aller plus loin en aidant matériellement les organisateurs du mouvement. La camionnette du Centre, qui servait habituellement de ciné-bibliobus dans le département, a circulé pour recueillir chez les paysans des sacs de pommes de terre, des légumes, etc... destinés à l'alimentation des piquets de grève et des permanents à la Bourse du Travail et dans les entreprises. Nous avons aussi organisé au ciné-club une "Semaine du Cinéma Social", pour élargir le débat au sein des syndicats. J'ai enfin reçu - cela m'a été par la suite sévèrement reproché - des piquets de grève au Centre des Marquisats. Nous ne nous contentions pourtant pas de les nourrir et loger, nous faisons auprès d'eux, avec des camarades ingénieurs, de la formation de militants syndicalistes.

Comme vous le savez, les grèves ont tourné court. En Haute-Savoie, les résultats ont été désastreux. D'abord, le Préfet de la Résistance, qui était notre ami, a "sauté", il a été remplacé par un Préfet qui avait sans doute été désigné pour "remettre de l'ordre" dans le département. Vous pensez

bien que nous étions suspects. Les renseignements généraux nous avaient "dans le collimateur" depuis un certain temps, et on était décidé à ne pas nous "rater" à la première occasion.

Le maire socialiste s'est trouvé également changé, soit par élections, soit par maladie, il y a là un détail qui m'échappe. Toujours est-il que nous avons ainsi perdu deux appuis importants : le Préfet de Haute-Savoie et le Maire d'Annecy.

L'opposition aux aspirations de la Libération commençait dès lors à se manifester. Il y eut à notre sujet des pétitions, des articles dans certains journaux locaux et jusque dans "Minute", qui présentaient le centre comme un lieu d'agitation, un endroit dangereux, un instrument de subversion aux mains des communistes. "Minute" reprochait à l'Etat, qui nous finançait, de financer ainsi indirectement la propagande communiste.

Nous avons fait appel à nos amis pour nous défendre. Ce qui est triste à dire, c'est que nous découvrîmes que chacun des groupes que nous avons reçus aux Marquisats nous savait bien moins gré d'avoir bénéficié de nos services qu'il ne nous en voulait d'avoir reçu des groupes de tendance opposée: les catholiques nous reprochaient d'avoir reçu La Ligue, la Ligue nous reprochait d'avoir reçu les "curés". Les communistes nous reprochaient, après la scission syndicale et le divorce entre socialistes et communistes, de recevoir des socialistes et réciproquement. Si bien qu'au lieu de trouver un appui général, nous trouvâmes des critiques, voire des "lâchages", de tous les côtés. C'était décevant, mais humain.

Nous avons été tellement enthousiasmés par notre action que nous avons cru devoir être toujours majoritaires dans l'opinion. Et cela n'était déjà plus vrai.

L'action entreprise par certains contre les Marquisats, peu à peu fit son oeuvre et finalement nous avons appris, mais de façon assez hypocrite, qu'à la suite des décisions à Paris d'une commission d'économies, les crédits allaient nous être purement et simplement coupés.

DERNIERS COMBATS ET FERMETURE.

Je suis alors monté à Paris pour défendre le Centre. J'ai rencontré André MORICE, à l'époque "Secrétaire d'Etat à l'Enseignement Technique à la Jeunesse et aux Sports". BEUVE-MERY avait provoqué cette rencontre. Je suis tombé sur un homme extrêmement fermé, bloqué dans des perspectives politiques étroites, qui n'a absolument rien compris à ce que nous voulions faire. Il se trouve qu'il est venu à Annecy peu après. Il a quand même visité le Centre des Marquisats, mais il était précisément reçu et encadré par les gens qui voulaient notre perte. Alors que j'expliquais ce que l'on faisait au Centre, ces gens soufflaient à André Morice, l'un dans l'oreille gauche et l'autre dans l'oreille droite, que nous étions en réalité de dangereux communistes.

Quand les menaces de fermeture se précisèrent, les ouvriers d'Annecy firent un "débrayage" d'une heure, en protestation. Je devais pourtant bientôt recevoir de Paris l'annonce officielle que nous ne recevions plus de crédits, que les stages que nous organisions au nom du Secrétariat d'Etat se feraient désormais au CREPS de Voiron. Un mot d'explication me paraît ici nécessaire.

Il existait alors deux réseaux d'établissements : les CREP, Centres régionaux d'Education populaire, et les CREPS, Centres Régionaux d'Education

Physique et Sportive. Ceux-ci se trouvaient en difficulté, n'ayant alors pas assez de stagiaires en regard du coût élevé de leurs installations : pistes, piscines, etc...

L'idée est venue à Paris, prétendument à des fins d'économie, de ne garder qu'un seul établissement dans chaque Académie. Dans l'Académie de Grenoble, coexistaient le CREPS de Voiron et les Marquisats. Ces derniers, d'ailleurs, après être passés par plusieurs étapes intermédiaires, étaient devenus administrativement une annexe de Voiron, annexe réservée aux stages d'éducation populaire. Si Voiron l'a emporté, c'est aussi parce qu'il était beaucoup plus difficilement déplaçable qu'Annecy. Mais il eût fallu maintenir les deux.

Les protestations cependant furent telles dans l'Académie de Grenoble que l'affaire est montée jusqu'au Parlement. Il y a eu un débat à l'Assemblée Nationale, au sujet des Marquisats. Que s'est-il alors produit? Ceux qui nous ont défendus avec le plus d'acharnement, quoique sur le tard, furent les députés communistes. L'occasion était bonne pour eux d'attaquer le gouvernement. Mais de ce fait le reste de l'Assemblée nous fut hostile ou s'abstint, et le Centre des Marquisats fut condamné, du moins sous sa forme de Centre Educatif d'Etat.

Soutenu par l'équipe, de nombreux amis et une partie de l'opinion en Haute-Savoie, je ne voulais quand même pas lâcher prise. J'étais jeune et combatif. Je trouvais qu'on avait là un instrument remarquablement efficace, animé par une équipe de valeur qui avait absolument besoin de cet instrument de travail. Aussi suis-je monté de nouveau à Paris dès que je sus les résultats de ce débat. J'ai frappé à toutes les portes, cherchant à qui nous pourrions bien nous rattacher financièrement. Cela coûtait cher, tous ces stages de 100, 120 personnes.

Les seuls qui m'aient alors répondu positivement furent Albert LEGER et André PHILIPPE, qui m'ont proposé de transformer les Marquisats en "Maison des Jeunes et de la Culture". L'équipe pourrait y garder une partie de ses activités locales, voire régionales et nationales. Tous nos équipements resteraient en place. Je veux encore citer un homme qui nous a alors bien servis, c'est l'Inspecteur général de la Jeunesse et des Sports, Pierre ARENTS. C'est lui qui est venu négocier avec le Préfet de Haute-Savoie et le Maire d'Annecy cette transformation des Marquisats. Ces deux personnages ont fini par se laisser séduire, parce que le Centre deviendrait maison municipale, donc aisée à contrôler. Mais ils exigèrent mon départ. Ils formulèrent, à peu près, l'avis suivant : "on n'a rien contre Monsieur Le Veugle, mais si on laisse en place la même maison, avec plus ou moins les mêmes activités, et le même directeur, tout le monde dira que c'est une "entourloupette". Il faut au moins changer le directeur".

La mort dans l'âme, je dus faire mes valises et m'en aller. Je ne vous conterai pas la suite de ma carrière. Nous sortirions de notre sujet. Voilà comment s'est terminé ce Centre des Marquisats.

BILAN : LE PASSIF.

Peut-on objectivement aujourd'hui faire le bilan de cette expérience ? Elle a certes comporté du négatif et du positif. Je commencerai par la partie négative de ce bilan, pour vous laisser sur le côté positif.

Il est finalement dommage, je l'ai dit, que l'Etat n'ait pas compris l'intérêt de la formule "Marquisats". On aurait peut-être pu éviter, depuis, un certain nombre d'affrontements, alors que les Marquisats, institution d'Etat mais très étroitement reliée à une association privée, pouvaient faire face à des besoins extrêmement divers et se situer entre les camps adverses. Les Marquisats avaient une souplesse de fonctionnement qu'une institution uniquement d'Etat n'aurait pas eue. Par contre, seule, une Association n'aurait pas eu assez de moyens. Nous avons disposé en effet pendant des années, de moyens assez considérables. Cette formule hybride, assez ambiguë, qui était la nôtre, nous permettait de faire beaucoup de choses hors série, telles que le ciné-bibliobus dont je ne vous ai dit qu'un mot en passant. J'aimerais y revenir car cette réalisation était caractéristique de notre esprit et de nos moyens.

Qu'était-ce que ce "Ciné-bibliobus" ? Un instrument d'animation culturelle polyvalent et itinérant. La direction des Bibliothèques de France nous avait envoyé des caisses de livres, du temps de l'Inspecteur VEDEL; la camionnette, elle, était sortie des Maquis, assez détériorée. On avait pu la faire réparer au titre de camionnette du Centre.

Son animateur était Jean Urbanek - actuellement délégué régional des M.J.C. Nous n'avions pu l'engager, il fallait bien qu'il vive, que comme chauffeur des Marquisats. Il conduisait certes la camionnette, mais était bien plus qu'un chauffeur, c'était un animateur extraordinaire. Il faisait tout. Il peignait des affiches pour annoncer les spectacles et les expédiait, il avait son lit dans la camionnette, pour pouvoir y dormir à la belle saison. Arrivé dans les villages il trainait des bancs dans les salles où il voulait faire des projections. Il s'asseyait à l'entrée pour faire payer une modique participation aux gens, ensuite il se précipitait sur l'appareil pour faire la projection. Au changement de bobine - il amorçait le débat. Après la projection il reprenait le débat. Ensuite il retournait se coucher chez des amis ou dans la camionnette, non sans avoir souvent encore bu un pot avec les plus intéressés de ses clients...

C'était le type même du militant polyvalent. Il a fait cela pendant trois ans; je lui tire mon chapeau, car c'était excessivement fatiguant.

Un autre exemple : l'université d'été.

Nous logions les étudiants dans les familles des membres de l'Association. Nous conduisions pour eux aux Marquisats des activités théoriques le matin : géographie et histoire du département, etc... L'après-midi, les étudiants étaient libres et leurs logeurs les emmenaient voir des installations agricoles, une usine, comment fonctionnaient les services de la Préfecture, se promener dans Annecy avec un "ami du vieil Annecy", etc., etc.

Financièrement, les Suédois avaient de l'argent. Or nous, nous en manquions. Alors, sans les écorcher nous leur demandions une participation qui comprenait des frais d'organisation et des cachets à nos conférenciers.

Nous aidions ainsi un homme comme Julien HELFGOTT, rescapé des Glières, alors permanent extrêmement mal payé de l'Association. Les crédits de subvention à celle-ci n'étaient en effet pas suffisants.

La formule des Marquisats vous paraîtra sans doute peu orthodoxe, mais sa souplesse permettait cette collaboration des crédits d'Etat et des fonds privés comme aussi des personnes privées et des instructeurs d'Etat (dénommés aujourd'hui C.T.P., conseillers techniques et pédagogiques). Ces instructeurs venaient faire des stages chez nous. Après la fermeture des Marquisats et des autres centres régionaux d'Education populaire, il leur a manqué l'instrument de travail que l'Etat se devait de mettre à leur disposition.

Vous vous rappelez peut-être qu'on a essayé à une certaine époque de lancer des Conseils Régionaux de l'Education Populaire et de la Jeunesse. Ils ont tourné à vide. Si chacun d'eux avait eu la responsabilité d'un tel établissement, ils auraient eu un objectif et des tâches concrètes. Enfin je crois que des centres du type "Marquisats" auraient été pour la France, ce qu'on été pour le Danemark les écoles GRUNDTVIG. Ils auraient contribué à cimenter une unité nationale respectueuse du pluralisme des tendances. La France est une nation composée d'un grand nombre de familles politiques, spirituelles, économiques différentes. Aux Marquisats, on regroupait des Français de toutes tendances, mais "qui ne trichaient pas", des communistes convaincus, des chrétiens convaincus, des socialistes convaincus. Les animateurs parvenaient à situer les dialogues à un niveau culturel suffisamment élevé, pour que les échanges soient extrêmement courtois et profitables pour tout le monde.

J'ai annoncé du négatif et du positif dans le présent bilan. Eh ! bien, le négatif se résume en ceci : nous n'avons réussi, en 1951, malgré le succès incontestable de notre expérience, ni à en obtenir la continuation, ni à faire adopter et multiplier par l'administration ce type d'établissement.

BILAN : L'ACTIF.

Venons-en à la partie positive : que reste-t-il aujourd'hui de l'expérience du Centre éducatif des Marquisats ? Eh ! bien, beaucoup, Dieu merci !

Tout d'abord, un très grand nombre d'animateurs, pendant plusieurs années, ont été formés aux Marquisats. Ils ont gardé une empreinte, non seulement des stages qu'ils y ont suivis, mais aussi de l'ambiance même des Marquisats et de l'esprit de leur équipe, de ce dévouement permanent à la cause de l'éducation populaire qu'ils voyaient pratiquer autour d'eux non seulement par l'équipe mais encore par toute l'Association.

La meilleure preuve de cela est que l'expérience a eu des résurgences et des prolongements nombreux. Il est même très difficile de les identifier tous. Lorsque je me suis trouvé, des années plus tard, au Service Central de la Jeunesse et des Sports à Paris, j'ai souvent reçu des responsables qui me disaient : "vous vous souvenez, j'étais aux Marquisats en telle année, ce que vous réalisiez à Annecy nous avait frappés". Gaby MONNET ne m'a-t-il pas écrit, dans une lettre que je conserve précieusement et à propos de l'équipe des Marquisats : "Vous êtes de ceux dont les exigences m'ont formé".

C'était donc une semence, jetée au vent qui l'emportait un peu partout. Dans des circonstances et des lieux favorables elle pouvait prendre

racine et donner lieu à des créations nouvelles, parfois certes très différentes des Marquisats, mais qui en avaient reçu l'impulsion initiale.

Qui plus est, vous le savez, les Marquisats ont été sauvés autrement encore de l'anéantissement et de l'oubli. La propriété n'a pas été vendue à des promoteurs désireux d'y édifier des immeubles de "haut standing" pour grands bourgeois. Vous pensez pourtant bien qu'ils lorgnaient depuis longtemps cet admirable domaine. Si leur transformation en Maison des Jeunes et de la Culture a permis de sauver les Marquisats, cela est dû en grande partie à l'action de l'actuel maire d'Annecy, Maître BOSSOU. Encore jeune au moment de la Libération, il s'était intéressé à ce qui se passait aux Marquisats. Alors qu'il n'était encore ni maire, ni député, ni sénateur comme il l'a été depuis, il avait même participé à la défense du Centre éducatif lors des menaces de fermeture.

Lorsqu'il fut élu maire, les Marquisats devenus "Maison des Jeunes" n'en étaient pas moins restés dans une situation précaire : le domaine appartenait toujours à un notaire parisien et on ne savait pas trop si on allait réussir à les sauver. Maître Bossou et son adjoint G. Grandchamp, ont réussi à convaincre la Municipalité d'acheter le domaine. Pendant une année ont été conduites des négociations avec le propriétaire, prolongeant celles que nous avions nous-mêmes menées en 1948 pour transformer la réquisition - héritage du temps de l'occupation - en location. Ce n'est donc que bien après mon départ et la suppression du Centre éducatif, que la Maison des Jeunes et de la Culture municipale a pu se trouver enfin maîtresse chez elle. Actuellement, cette Maison des Jeunes et de la Culture est devenue ce que je vous ai dit : un complexe socio-éducatif, socio-culturel et sportif. Ne manquez pas de le visiter si vous passez par la Haute-Savoie.

Je crois que la mort du Centre éducatif des Marquisats a été, pour d'autres raisons encore, quelque chose de fécond. Nous n'avions pas voulu céder à certains chantages. En effet, avant la fermeture des Marquisats, j'avais moi-même reçu la visite de personnalités de Paris, que je ne nommerai pas, venues me dire : "Vos activités sont dangereuses. Si vous voulez survivre, ne prenez plus de stages engagés politiquement. Ne recevez plus les mouvements de jeunesse des partis ou les syndicats. Vous n'avez qu'à dire à leurs responsables que votre calendrier est plein, que vous regrettez de ne pouvoir les accueillir".

Nous nous sommes opposés à ce repli hypocrite. Nous avons voulu conserver l'ouverture du Centre à toutes les familles de pensée. C'était, pour nous, refuser de trahir l'esprit de la Résistance. Nous avons donc préféré couler pavillon haut. Et grâce à la suppression du Centre en tant que tel, les Marquisats en tant que lieu de rencontres et instrument d'éducation ont été sauvés. Ce lieu permet actuellement des activités extrêmement diverses et qui dans l'ensemble vont bien dans le sens de ce que nous avons espéré. Une tradition locale a été fondée.

QUELQUES CONCLUSIONS.

Il me faut à présent clore mon exposé, en dégagant encore quelques conclusions plus générales.

Je crois qu'on peut dire au sujet des Marquisats, si je puis me permettre de citer, moi Chrétien, un passage des Evangiles, que "si le grain de blé qui est tombé en terre ne meurt, il reste seul; mais s'il meurt, il porte beaucoup de fruits". (Jean XII 24). Peut-être que si les Marquisats n'étaient pas morts de cette façon-là, eh! bien, il n'y aurait pas eu tous ces lendemains. L'échec dans la fidélité est plus fécond que le succès dans la trahison.

Le combat pour la culture populaire est toujours à reprendre. Rien n'est jamais définitivement acquis, mais il faut situer la lutte dans sa grande tradition révolutionnaire et résistante. Il y a certes des périodes favorables et d'autres qui ne le sont pas. Peut-être qu'en ce moment nous traversons une période peu favorable.

Les souffrances de l'Occupation provoquaient certes davantage à la défense de la liberté et d'un humanisme. Il y a pourtant aujourd'hui une occupation contre laquelle il est urgent de lutter, c'est celle de notre société par des valeurs fausses et des structures avilissantes. Souhaitons que des groupes de résistance s'organisent pour lutter et défendre l'homme dans toutes ses dimensions.

Dans des périodes de creux, il importe de maintenir présente à notre esprit cette image dont nous avons rêvé dans les camps de concentration et dans la résistance, celle d'un homme et d'une société libre pleinement conscients, créateurs et fraternels. Tel est mon témoignage.

par Jean LÉLIVRE
Secrétaire Général de la Fédération Nationale
des Centres Sociaux et Socio-Culturels.

A la Pentecôte (1) va se tenir près de Fontainebleau, l'Assemblée Générale (le Conseil National, pour employer les termes usés), d'un mouvement qui s'appelle la Vie Nouvelle. A cette occasion, les journaux rappelleront peut-être que ce mouvement se veut à la fois d'éducation et de promotion à l'action de ses membres, 4.000 hommes et femmes de 25 à 45 ans, significatifs des nouvelles classes moyennes, techniciens, ingénieurs, enseignants, travailleurs sociaux.

Ils rappelleront sans doute que ce mouvement se veut socialiste auto-gestionnaire, et que le tiers environ de ses membres appartient au Parti Socialiste, certains au P.S.U. Ils se demanderont de quelle manière le mouvement a fait le point, au cours de ce Conseil sur son attitude à l'égard du marxisme dont il est tenté depuis 1971 d'accepter la méthode et l'analyse, en en récusant certains aspects. Ils se demanderont sans doute si cette attitude est compatible ou incompatible avec deux autres références que le mouvement continue à revendiquer, d'une part le personnalisme d'Emmanuel Mounier dont il se dit toujours héritier, et d'autre part l'attachement, qu'il prétend aussi manifester à l'égard de celui que Cacères, dans un livre récent, a appelé le "MOUVEMENT D'ADULTES Nazareth".

D'UN MOUVEMENT DE JEUNES
A UN
MOUVEMENT D'ADULTES

Enfin, on parlera de ses 130 communautés qui pratiquent l'entraide, la péréquation des salaires, qui soutiennent à elles seules un mouvement privé de subventions communales. On parlera de son origine de formation permanente globale, de ses membres qui militent dans des actions assez variées de type social, politique ou religieux.

DE LA ROUTE A LA VIE NOUVELLE

Voilà ce mouvement aujourd'hui.

Quel rapport avec les Scouts de France ? C'est la question que je voudrais aborder : vous entretiens de la genèse et de l'évolution de ce mouvement, vous livrant ainsi le résultat d'une étude entreprise en vue d'un travail universitaire, et en de croire que les grilles de lecture que j'emploie, historiques, sociologiques, psychologiques, pourraient servir peut-être à d'autres.

par Jean LESTAVEL
Secrétaire Général de la Fédération Nationale
des Centres Sociaux et Socio-Culturels.

Après avoir parlé de la Vie Nouvelle, je n'en fais plus partie depuis quelques années et par ailleurs j'ignore tout, ou plutôt j'ignorais tout avant d'entreprendre ce travail de ce qui s'était passé avant 1954. J'ai dû remémorer cette période. Je crois avoir à l'égard de mon sujet (c'est à vous d'en juger) les deux attitudes que l'on dit utiles à l'historien, une sympathie pour son thème, et d'autre part la distance sans laquelle on risque fort de se laisser aller à l'expression de Victor Hugo "d'écouter l'histoire aux portes de la légende".

La Vie Nouvelle est née en 1947. En fait il ne s'agit pas à cette date d'une création, mais d'un élargissement à un plus large public, et qui sera gros de conséquences d'un mouvement existant officiellement depuis 1941, qui s'intitulait jusqu'alors "les Scouts Scouts", et se recrutait exclusivement ou à peu près, parmi les anciens membres de "La Kappa des Scouts de France" (branche aînée et avariée catholique) et les membres de son homologue féminin, le Guéisme.

(1) Exposé du 26 Avril 1975.

D'UN MOUVEMENT DE JEUNES

À UN

MOUVEMENT D'ADULTES

DE LA ROUTE À LA VIE NOUVELLE

par Jean LESTAVEL

Secrétaire Général de la Fédération Nationale
des Centres Sociaux et Socio-Culturels

A la Pentecôte (1) va se tenir près de Fontainebleau, l'Assemblée Générale (le Conseil National, pour employer les termes maison), d'un mouvement qui s'appelle la Vie Nouvelle. A cette occasion, les journaux rappelleront peut-être que ce mouvement se veut à la fois d'éducation et de provocation à l'action de ses membres, 4.000 hommes et femmes de 25 à 45 ans, significatifs des nouvelles classes moyennes, techniciens, ingénieurs, enseignants, travailleurs sociaux.

Ils rappelleront sans doute que ce mouvement se veut socialiste auto-gestionnaire, et que le tiers environ de ses membres appartient au Parti Socialiste, certains au P.S.U. Ils se demanderont de quelle manière le mouvement a fait le point, au cours de ce Conseil sur son attitude à l'égard du marxisme dont il est tenté depuis 1971 d'accepter la méthode et l'analyse, en en récusant certains aspects de la philosophie. Ils se demanderont sans doute si cette attitude est compatible ou incompatible avec deux autres références que le mouvement continue à se donner, d'une part le personnalisme d'Emmanuel Mounier dont il se dit toujours tributaire, et d'autre part l'attachement, qu'il prétend aussi manifester à l'égard de celui que Cacérès, dans un livre récent, a appelé le "Compagnon charpentier de Nazareth".

Enfin, on parlera de ses 130 communautés qui pratiquent l'entraide, la péréquation des salaires, qui soutiennent à elles seules un mouvement privé de subventions, communautés qui sont à l'origine de formation permanente globale, sur tous terrains et d'engagement militant dans des actions assez variées de type social, politique ou religieux.

Voilà ce mouvement aujourd'hui.

Quel rapport avec les Scouts de France ? C'est la question que je voudrais aborder : vous entretenir de la genèse et de l'évolution de ce mouvement, vous livrant ainsi le résultat d'une étude entreprise en vue d'un travail universitaire, et dont j'ai l'illusion de croire que les grilles de lecture que j'emploie, historiques, sociologiques, psychologiques, pourraient servir peut-être à l'étude d'autres associations.

Pour préciser les choses, si j'ai participé à la vie de ce mouvement, je n'en fais plus partie depuis quelques années et par ailleurs j'ignore tout, ou plutôt j'ignorais tout avant d'entreprendre ce travail de ce qui s'était passé avant 1954. J'ai dû reconstituer cette période. Je crois avoir à l'égard de mon sujet (c'est à vous d'en juger) les deux attitudes que l'on dit utiles à l'historien, une sympathie pour mon thème, et d'autre part la distance sans laquelle on risque fort suivant l'expression de Victor Hugo "d'écouter l'histoire aux portes de la légende".

La Vie Nouvelle est née en 1947. En fait il ne s'agit pas à cette date d'une création, mais d'un élargissement à un plus large public, et qui sera gros de conséquences d'un mouvement existant officiellement depuis 1941, qui s'intitulait jusqu'alors "les Amitiés Scoutes", et se recrute exclusivement ou à peu près, parmi les anciens routiers de "la Route des Scouts de France" (branche aînée du scoutisme catholique) et les membres de son homologue féminin, le Guidisme.

(1) Exposé du 28 Avril 1975.

Les interrogations seront les suivantes : quelles sont les racines premières de cette association, ce qui n'exclut pas par la suite de nouveaux commencements ? Comment d'un mouvement de jeunesse a pu émerger un mouvement d'adultes qui n'en est pas la simple répétition ? Comment peut-on parler à la fois de nouveauté et de continuité ? Comment ce mouvement s'est-il peu à peu éloigné de ses origines ?

I - AVANT LA GUERRE MONDIALE : LE SCOUTISME VERS LE MONDE ADULTE.

Sur la période du scoutisme lui-même, je ne pense pas m'étendre longuement, encore que ce serait sans doute nécessaire tant une certaine annotation péjorative attachée aujourd'hui au mot scoutisme dans certains milieux risque de n'en pas faire saisir la réalité. Je rappelle seulement certaines dates :

1907, ce sont les origines du scoutisme en Angleterre avec Baden Powell. Le scoutisme passe sur le Continent entre 1909 et 1911. Il s'implante d'abord dans les milieux protestants et dans les milieux neutres et laïques. Il existe seulement avant 1914, quelques groupes de scoutisme catholique. En 1920, c'est la fondation officielle des "Scouts de France", sous une forme d'abord fédérative puis très vite unitaire.

C'est à cette seule branche catholique que je me référerai à partir de maintenant en fonction de mon sujet, non pas par dédain des autres, notons en passant que ces autres branches n'ont pas, me semble-t-il, donné naissance à un mouvement d'adultes. Pourquoi ? C'est une question que nous pourrions nous poser.

Peu de temps après, c'est la fondation des Guides et, en 1930, l'essor de la Route, c'est-à-dire du scoutisme, tel qu'il est réservé aux jeunes à partir de 17 ans. Telles sont les dates que je voulais rappeler, j'y ajoute quatre observations dont l'idée m'a été léguée par les conférenciers d'hier.

D'abord je pense qu'il faut beaucoup d'imagination aujourd'hui pour comprendre la difficulté qu'a eu le scoutisme à s'implanter entre 1920 et 1930 dans le milieu catholique français. "En réalité, tout allait contre cette rencontre". Il existait dans le monde catholique une très grosse prévention à l'égard de tout ce qui venait du protestantisme, et on avait l'impression que le scoutisme était d'origine protestante (on parlait même de franc-maçonnerie). Il ne faut pas oublier non plus que le catholicisme de l'époque, du moins dans certains secteurs était d'un puritanisme accentué. Montrer ses jambes, même pour des garçons, était choquant. Une certaine exaltation du corps (même sous la forme de la vie rude, comme c'était le cas, et d'une certaine ascèse) correspondait mal à la mentalité du catholicisme moyen.

Le scoutisme catholique en fait n'a pu s'implanter que grâce à une sorte de compromis entre ses intuitions originelles et une forme cléricale et militaire qui s'est imposée à lui pendant cette période, et qui correspondait bien à la France "bleu horizon" et "ancien combattant" des lendemains de guerre 14-18.

Deuxième observation, ce sera sur le plein air. Cacérès a dit (1) très justement qu'en 1936 la conquête du plein air, pour les jeunes en particulier et pour le monde ouvrier en général, était conçue sur le mode suivant:

(1) Voir page

le plein air, jusqu'à présent, avait été une affaire de riches, cela changeait. Mais Cacérès ajoutait aussi "Ce n'était peut-être pas comme cela en réalité, mais du moins était-ce perçu ainsi" Je confirme absolument ces deux remarques : si le plein air en 1936 a été vraiment une conquête pour la plupart, certains jeunes et en particulier les scouts, l'avaient opérée pour leur compte dans les quinze années précédentes.

Cela m'amène à dire enfin un mot sur un sujet qui importe pour la suite de mon histoire, celui de l'origine sociale des membres du scoutisme.

Il m'apparaît qu'il y a deux implantations routes assez différentes. Le scoutisme s'est d'abord implanté dans les patronages; il a correspondu à une crise des patronages des années 20 et des sociétés de gymnastique qui recherchaient de nouveaux modes d'activités. Les patronages catholiques attachés aux paroisses, ne groupaient pas un milieu très riche, très probablement surtout une partie des enfants des classes moyennes de l'époque, c'est-à-dire petits commerçants, petits artisans, petits employés. Et lorsqu'on parle de troupes populaires, c'est vraisemblablement surtout de ce milieu-là, dans le scoutisme de l'époque, qu'elles sont issues.

A côté de cette implantation là, il y a l'implantation du scoutisme dans les collèges libres (et dans quelques lycées) avec une couche sociale bourgeoise. Vraisemblablement, c'est cette seconde couche qui donne généralement au scoutisme ses chefs. C'est du moins une hypothèse qui serait à vérifier.

Troisièmement, en ce qui concerne la Route - je voudrais noter un point qui m'apparaît important, c'est un immense enthousiasme juvénile et c'est l'idéal de la vie rude, par le camp et le pèlerinage. Je suis absolument sidéré quand je lis des récits de l'époque, des prouesses sportives que pouvaient alors réaliser ces jeunes gens. Pendant les vacances, des routes de 50 kilomètres par jour, et même plus (et cela me fait penser à ce qu'on avait demandé comme effort à mon père pendant la bataille de la Marne).

Enfin notons que si dans la Route il existe alors une idéologie catholique sociale, un certain souci du social, "du service" (c'est le mot employé) les événements politiques sont mis totalement entre parenthèses, ou à peu près. Dans les revues des routiers de l'époque, il y a peu d'échos de 1936, de la guerre d'Espagne. Par contre l'Anschluss (la conquête de l'Autriche par l'Allemagne nazie) suscite une grande crainte et un sursaut extrêmement vif. Mais à part cela les événements politiques sont généralement mis entre parenthèses. L'impression qui domine, c'est celle d'une France accablée par les fléaux sociaux dont parlait Cacérès hier, la tuberculose, l'alcoolisme dont ici on attribue les méfaits à des raisons morales, et non à des raisons sociales.

N'auront pas le temps de donner alors leurs fruits, mais les donneront plus tard, certaines techniques d'observations. Je le dis parce que hier, le nom de DESFONTAINE a surgi dans le débat. Desfontaine, universitaire, Professeur de géographie humaine, avait d'abord dans le milieu des Equipes Sociales fait connaître des méthodes d'analyse de géographie humaine, puis ensuite dans d'autres mouvements, et en particulier la Route, vers les années 36. Il a écrit à cet égard "Le petit guide du Voyageur actif", et a été pour beaucoup dans l'initiation sociologique de certains qui ont progressé ensuite par d'autres moyens, nous aurons l'occasion de le voir.

Mais c'est assez parlé de scoutisme et de la Route. Il est temps de voir comment ils s'acheminent vers le monde adulte.

1930, c'est dans la Route le début d'interrogations. Ces interrogations sont les suivantes : il est admis dans le scoutisme qu'on est scout toute sa vie; on l'a promis, la loi l'y oblige. Comment pourra-t-on être scout une fois qu'on aura quitté le scoutisme, c'est-à-dire quand on aura 20, 25 ans, qu'on sera marié ?

Plusieurs réponses sont alors testées. Il y en a qu'on élimine : c'est d'abord la rentrée pure et simple dans le rang des "visages pâles" c'est-à-dire des non-scouts. Cela, c'est l'horreur ! l'abomination !

Ce qui est éliminé aussi, ce sont les amicales d'anciens qui se réunissent une fois par an pour faire des banquets. Certaines existent mais cela apparaît dérisoire en regard de ce qui attend le jeune dans la vie. Alors des initiatives spontanées se créent. Quelles sont-elles ?

D'abord, ce sont des cercles d'études et on voit par exemple à Paris des cheftaines se réunir vers 1935. (J'ai parlé tout à l'heure des scouts et des Guides, mais il ne faut pas oublier les cheftaines qui, elles, sont rattachées au mouvement des garçons puisque ce sont elles qui mènent les jeunes louveteaux; elles joueront dans la suite de notre histoire un rôle peut-être plus important que les Guides proprement dites).

De quoi parlent ces cheftaines mariées ? De problèmes éducatifs. Elles se disent : "nous nous sommes occupées de gosses quand nous étions jeunes filles, qu'allons-nous faire pour nos propres enfants ?" Elles étudient aussi les problèmes de couple. Ces groupes de femmes commencent à se multiplier. Le quartier général des Guides crée alors les "Amitiés Guides", rassemblement d'anciennes Guides dont l'intention principale est l'amitié et la formation personnelle, avec une orientation vers l'action sociale, mais sans que ce dernier point soit prépondérant. Cette organisation s'amplifie : en 1937, trois déléguées régionales sont chargées de veiller à l'organisation des "Amitiés guides", en 1938 elles sont 6. Un petit bulletin paraît, de 1937 à 1939, qui aura cinq numéros.

Une autre direction tout à fait différente, du côté des garçons, c'est ce qu'on appellera les "équipes professionnelles". Quelle en est l'idée? C'est qu'il serait bon que les scouts entrés dans la vie professionnelle - et la Route a insisté beaucoup sur la vie professionnelle entre 36 et 40 - se rencontrent pour essayer d'y promouvoir le "style de vie" présumé scout, loyauté, esprit de service, etc... et le faire rayonner. Il est bien entendu qu'ils ne doivent pas se séparer pour autant des associations professionnelles ou syndicales qui existent, mais il n'est pas mauvais qu'ils se rencontrent entre eux. Ces équipes commencent à se mettre en place. J'ai relevé le nom des professions où elles s'implantent : les avocats, les aviateurs de carrière, la Bourse, la S.N.C.F. et les Assurances. On édite un annuaire professionnel "les routiers d'Ile-de-France", pour qu'ils puissent se rencontrer et communiquer.

Voilà donc une direction d'action, mais ces deux directions supposent la non mixité, d'un côté les équipes professionnelles de garçons, de l'autre côté les cercles d'études pour les filles (encore que j'ignore si les équipes professionnelles n'accueillaient pas aussi des filles). En tout cas le tabou de la mixité était extrêmement vif dans le scoutisme, comme plus généralement dans la société française de l'époque (tabou qui commençait cependant à être bousculé dans certaines initiatives).

Mais surtout c'est à ce moment-là qu'apparaissent spontanément des groupes de routiers mariés, avant toute institutionnalisation. Ce sont ces groupes qui sont vraiment les précurseurs des "Amitiés Scoutes" et plus tard de la "Vie Nouvelle".

Avant guerre, on peut repérer des expériences à Saint-Etienne, Le Creusot, Marseille, Reims, Le Mans (sans doute en a-t-il eu dans d'autres villes). Tout est né probablement à Marseille, en juillet 1933 (encore que j'aie toujours été étonné de voir qu'il faut toujours remonter plus haut dans l'histoire que le point où on est arrivé pour atteindre les genèses.) En juillet 1933, une sortie a lieu de chefs de clans avec deux routiers et leurs fiancées. Il y fallait à l'époque une certaine audace.

En mars 1934, trois foyers se réunissent; en 1938 le groupe de Marseille se composait de 35 ménages. Il semble bien que les hommes ont l'initiative. Sur 35 hommes, 34 ont fait du scoutisme, et seulement 13 femmes, dont 12 chez les cheftaines et une seule chez les guides.

Ce sont des jeunes mariés. Ils totalisent déjà 50 enfants, ce qui est assez compréhensible aussi dans ce milieu. On est catholique, on ne parle pas encore de contraception. D'autre part, la mentalité est nataliste.

Du point de vue de l'origine sociale, on retrouve à peu près les catégories d'avant guerre que nous avons signalées à propos du scoutisme : sur 35 ménages, 11 employés, auxquels on pourrait adjoindre sans doute deux fonctionnaires, 6 membres de profession libérale (3 médecins, 2 avocats, 1 architecte) 4 commerçants (on ne peut pas savoir si ce sont des gros ou des petits) 3 ingénieurs, 2 membres de l'enseignement, 2 représentants et 1 journaliste. Ils sont tous persuadés que ces ménages appartiennent à tous les milieux sociaux.

Le groupe de Saint-Etienne lui, se compose de 30 ménages, et je repère la même dynamique qu'à Marseille. Les hommes ont été scouts et 8 femmes seulement sont passées par le scoutisme. Mais on insiste bien sur le fait que ces rencontres doivent être le fait commun d'hommes et de femmes, et qu'on ne réunit pas des individus mais vraiment des "foyers" (suivant l'expression consacrée).

Que font-ils ? Il y a des rencontres du groupe tout entier et je retrouve à peu près les mêmes sujets : l'enfance, la vie conjugale, la vie familiale, l'organisation de la vie familiale, l'organisation ménagère, (les hebdomadaires féminins n'existaient pas), la profession, le syndicalisme; le groupe organise aussi toute une série de manifestations au cours de l'année, où nous retrouvons très nettement l'importance extrêmement vive qu'on attache dans ces milieux alors au plein air.

Ces sorties familiales se terminent généralement en camps. C'est là l'origine de nombreuses sessions de la Vie Nouvelle que j'ai connues : 500 sessionnaires chaque année, dont beaucoup amenaient leurs enfants de manière à ce qu'ils trouvent avec des monitrices une possibilité d'éducation et de formation pendant leurs vacances.

Ces groupes connaissent aussi des fêtes qui sont réputées gaies, des bulletins, les premiers, de la nombreuse littérature du mouvement (Dieu sait si elle fut et reste abondante) ! Et puis, des services, services à l'extérieur, qui n'ont pas l'air d'aller très loin. Des services internes : les gens s'entraident; chargés de famille ils ont besoin de faire garder leurs enfants réciproquement, de se prêter des appareils ménagers parce que tout le monde ne peut faire alors les frais d'appareils ménagers. Beaucoup d'entraide, beaucoup d'amitié, mais un monde un peu fermé sur soi, un peu clos.

Et puis à côté de ces réunions de groupe, il existe des réunions faites davantage pour les hommes, ce sont des marches et du plein air, souvent le dimanche, et on laisse la femme à la maison avec les gosses. Et puis, il y a des réunions propres aux femmes, entre elles.

Il faut reconnaître, et c'est une chose contre laquelle la Vie Nouvelle va beaucoup lutter, que la distinction entre le rôle féminin et le rôle masculin est assez nettement marquée à cette époque. Le monde vit sur deux mythes : le mythe de la Route du côté des garçons, et le mythe de la maison. L'homme est fait pour la Route, la femme pour la maison dont cependant l'homme est maître et seigneur.

A noter enfin, de ce côté là, un lien encore très étroit avec le groupe scout local, particulièrement le groupe de la Route local.

Parmi tous les anciens scouts ou routiers mariés qui existaient quels sont ceux qui trouvaient le chemin de ces groupes ? Ce ne sont pas tous ceux qui étaient passés par la Route, loin de là. Sur ce point j'ai une hypothèse qui serait la suivante : Les gens qui se retrouvaient là avaient déjà un certain coefficient de marginalité, c'était des gens que les habitudes de la vie de la Route avaient déjà inadaptés un peu par rapport à leur famille. Peut-être cette hypothèse pourrait-elle être appliquée à la suite de l'histoire de la Vie Nouvelle où je remarque, parmi ses membres, d'autres types de marginalité assez divers. Ce n'est pas une critique, je prends le mot où parce que je pense au sens sociologique. Il faut sans doute un effort pour entrer dans un mouvement, et qu'un mouvement aide à la fois à compenser une marginalité et à lui donner un sens positif tel qu'il devienne un ferment pour une action dans la société.

Ces groupes furent les pionniers. Dans le fond tout a commencé par eux.

Sur certains points, une certaine ordonnance de l'année par exemple, les groupes Vie Nouvelle vivent encore aujourd'hui des habitudes instaurées à l'époque. Naturellement les groupes d'aujourd'hui sont très différents au point de vue idéologique, et il existe aussi une très grosse différence, c'est qu'ils sont portés vers l'action, l'action locale en particulier

II - LES AMITIES SCOUTES (1941-1947).

A tous ces groupes là, un homme songea, et il avait demandé au quartier général des Scouts de France s'il pouvait les animer, et toujours on lui répondait : "ce n'est pas le moment", ou "il y a autre chose à faire". En effet pour beaucoup de responsables du scoutisme, l'important n'était pas de créer même la Route, à plus forte raison une branche d'adultes, l'important c'était surtout de former des responsables et chefs des troupes de jeunes (le scoutisme a toujours fait une très grande consommation de responsables). L'important n'était donc pas de déboucher dans l'âge adulte.

C'est en 1941 que ses efforts commencent à porter leurs fruits et qu'André CRUIZIAT, puisqu'il s'agit de lui, responsable adjoint de la Route depuis 1934, fait accepter par le quartier général des Scouts de France, le rassemblement officiel, cette fois, de tous ces groupes et la création de nouveaux Le service "Amitiés Scoutes" n'est cependant annoncé qu'en 1942, et

l'on demande à tous les anciens scouts établis dans la vie, 25 ans et plus, de se faire connaître et de signaler les anciens qu'ils pourraient connaître.

Cette initiative introduit un élément décisif dans l'histoire du mouvement, et à partir de là une dialectique va s'opérer (je crois que le phénomène peut aussi intéresser l'histoire d'autres associations) entre ce qu'on appelle improprement la base et ce qu'on appelle improprement le sommet. Tout au long des Amitiés Scoutes et de la Vie Nouvelle, je la vois se réaliser, le mouvement forme ainsi une sorte de système de communication où je crois voir une des clés de la compréhension de la Vie Nouvelle.

Ce service des Amitiés Scoutes est confié à André CRUIZIAT. Ce n'est pas ici le lieu de faire le portrait de cet homme qui est le véritable fondateur du mouvement et qui en a été l'animateur pendant une longue période, jusqu'en 1962. Homme d'une exceptionnelle vitalité, due à ses grands parents bûcherons du Morvan, aux dons d'entraîneur exceptionnels, de même que sa force d'invention et de persuasion, à la culture peu commune, à l'extraordinaire curiosité d'esprit qui lui a fait rencontrer une foule d'interlocuteurs et fait visiter à peu près le monde entier (il est actuellement entrain de se promener en Chine), personnalité qui attire les enthousiasmes et les fidélités, mais écarte des gens plus sensibles aux défauts de ses qualités qui craignent sa haute stature, ses boutades et sa force d'affirmation.

Il a parcouru tous les échelons de la vie des Scouts et de la Route. En l'année 1940, il a été lieutenant d'un bataillon de repris de justice dits "les Joyeux", et cette période lui a appris beaucoup sur l'existence humaine. Il a été de ceux qui ont réuni (Cacérès y faisait allusion dans son livre sur l'éducation populaire) du 1er au 4 août 1940, à Randon, 46 représentants des associations de jeunesse, où se retrouvaient à part égale laïques et confessionnels. Il a été aussi un des fondateurs des Compagnons de France dont on a parlé hier.

Il va donner aux Amitiés Scoutes une mystique. Quelle est cette mystique, pendant ces années ? Il faut que la France invente de nouvelles formes de société libératrices. A une époque décisive pour le christianisme, il s'agit de l'empêcher de "déviriliser l'homme", et l'aider à créer des hommes de justice et de combat. Cruiziat pense que le Scoutisme peut aider à ces deux tâches, à condition qu'il se renouvelle, et à condition que les valeurs qu'il prétend maintenir ou qu'il prétend développer aient un certain degré de virulence; à condition aussi que ce qui a été vécu empiriquement se structure intellectuellement et aboutisse à un humanisme global. Voilà les ambitions.

Le scoutisme se voulait purement éducatif, avant guerre, et les rassemblements d'anciens scouts sont surtout allés dans cette ligne. Cruiziat pense que la guerre a fait mesurer l'insuffisance des solutions éducatives laissées à elles-mêmes. Il faudra donc y ajouter une dimension d'action civique (on dit "civique" à l'époque, on dira "politique" en 1944). Cruiziat a la hantise (et cette hantise expliquera beaucoup de décisions prises par la suite) que ces rassemblements d'anciens scouts n'entraînent un public de jeunes gens qui veulent poursuivre une amicale, des "irrécupérables", comme il dit. Pas d'adultes en culottes courtes, pas d'amicales d'anciens. Des hommes engagés telle est l'ambition.

Ces deux orientations, éducation et action - et l'équilibre au sein d'un même mouvement en est toujours difficile - traverseront trois domaines ou secteurs : celui du civisme, et les Amitiés Scoutes se prêtent, en 1942, à l'influence d'un mouvement d'études et de recherches dont vous avez peut-être entendu parler "Economie et Humanisme", mouvement créé un an ou deux auparavant

par un Dominicain, le Père Lebret. Ce mouvement est assez sensible à tout ce qui porte en France à l'époque la dénomination de "communautaire", en particulier les communautés de travail de Marcel Barbu, ou communautés de Boimondau qui croyait pouvoir dépasser les formules capitalistes et les formules étatiques par la fondation de communautés de travail où les ouvriers eux-mêmes apportaient chacun sa part du capital initial et où toute l'organisation était communautaire à un degré d'extension à peine croyable aujourd'hui. Attention était portée à ces communautés de travail, à la classe ouvrière, au paysannat; appel à un état qu'on souhaitera plus puissant que les féodalités économiques, et enfin intérêt aux communautés locales. Telles étaient alors les thèses d'Economie et Humanisme qu'adoptèrent les Amitiés Scoutes.

Deuxième direction après la direction du civisme et c'est surtout Goutet qui en sera l'inspirateur sous le nom assez mal choisi de "vie personnelle", ce qui a trait aux préoccupations d'équilibre personnel et aux relations sociales, de la famille et de l'éducation; évidemment le plein air, l'activité manuelle et physique, les activités d'expression. On a parlé hier de la fête, je crois que c'est une des dimensions qui est toujours demeurée au sein du mouvement et jusqu'à nos jours que ce souci de l'expression, ce souci de la fête.

Mais tout ceci commence à être rattaché à toutes les recherches contemporaines en matière de psychologie et on regarde beaucoup du côté de Montessori. Enfin toujours dans cette ligne. Sur ce point j'ai trouvé des textes intéressants où sont vilipendées dès 1943 les déviations que Mounier dénoncera deux ans après, dans un article de "Esprit" intitulé "le Scoutisme". Goutet dit en substance : "Mes petits amis, vous, anciens scouts, vous êtes marqués par trois grands défauts : l'activisme, l'anti-intellectualisme et le simplisme. Il faudrait un petit peu changer tout cela et vous mettre à travailler".

Enfin le troisième domaine abordé est celui de la foi chrétienne. Le mouvement est particulièrement sensible aux recherches d'une revue qui apparaît alors, et qui s'appelle "Jeunesse de l'Eglise", et à celle d'une autre association qui s'appelle "Centre de pastorale liturgique".

Ce que lui apporte "Jeunesse de l'Eglise" dans ses premiers numéros, et c'est très important en cette année 1943, c'est l'idée qu'il ne faut pas mêler, qu'il ne faut pas confondre le politique et le religieux. Cette thèse restera une des pièces maîtresses du mouvement au moins jusqu'en 71 (elle est remise en question aujourd'hui).

Cette thèse avait été lancée une dizaine d'années auparavant par Maritain, puis Mounier et avait permis de désolidariser les chrétiens d'une politique de droite dans laquelle ils étaient enfoncés. Par le biais de "Jeunesse de l'Eglise", cette thèse atteint alors les responsables des Amitiés Scoutes. Evidemment, on sait très bien qu'il est très difficile de distinguer dans l'unité d'une même personne ses attitudes religieuses et ses attitudes politiques, mais en fait, intellectuellement, la thèse signifie qu'on doit refuser absolument d'abriter une attitude politique sous le couvert de convictions religieuses. Cette thèse a permis au mouvement naissant de se démarquer par rapport à Vichy (or on sait les accointances du scoutisme par rapport à Vichy). Cela lui a permis d'opérer une coupure épistémologique, comme on dirait aujourd'hui, très importante.

Plus tard Vie Nouvelle prendra sans doute des positions politiques, mais elle ne les prendra pas en fonction d'une foi donnée, du moins intellectuellement; cela jouera évidemment. Par exemple son attitude à l'égard du

conflit algérien, et particulièrement sa réaction devant le problème des tortures, est sans doute due à un certain idéalisme chrétien ou à une certaine éthique chrétienne, mais la politique gardera une certaine autonomie et la Vie Nouvelle sera toujours réticente par rapport à l'idée d'une doctrine sociale de l'Eglise.

Voilà donc pour les premières idées du mouvement.

Alors Cruiziat et ses amis commencent à mettre en place un schéma d'organisation à l'échelon local et régional. Une longue habitude de la pratique des mouvements, le banc d'essai qu'avaient été les initiatives d'avant guerre, leur épargnent des balbutiements. Si l'idéologie de la Vie Nouvelle sera soumise à des affinements, à des développements, voire des renouvellements, on peut être frappé par la grande pérennité à travers les temps du schéma d'organisation qui date de cette époque. A la base, des petites équipes dites "fraternités" d'une dizaine de personnes, avec une vie d'entraide des tâches de culture physique ou d'entretien de la vie physique, des tâches de formation permanente, et aussi un souci de propulser les gens vers l'extérieur, surtout ceux qui ne sont pas engagés, le groupe soutenant les engagements de ceux qui s'engagent. Ces fraternités s'adjoignent des équipes professionnelles (on appellera cela plus tard les "Grands Chantiers"). Tout cela est groupé en réseaux au plan local, (le groupe) départemental et régional.

Au plan national, les Amitiés Scoutes font pour l'instant partie de l'Association des Scouts de France, mais les responsables échappent à la juridiction des commissaires scouts, districts et provinces, ce qui constitue déjà une certaine indépendance par rapport à l'Association. Il est indiqué dès 1943 que les Amitiés Scoutes n'ont aucune intention d'en rester à des anciens scouts. L'idée d'un élargissement existe donc dès ce moment.

Ensuite on essaie de rassembler un peuple. On va voir les anciens scouts, les anciens routiers, on leur demande si cela les intéresse. Il faut reconnaître qu'on rencontre beaucoup d'indifférence ou d'hostilité. Les héros sont fatigués ! Ceux qui ont fait de grandes marches à pied ont chaussé leurs pantoufles, ils ont maintenant des gosses, ils^s sont occupés légitimement dans des temps difficiles de leur famille ou de leur métier. Mais enfin Cruiziat et ses amis parcourent la zone Sud dans l'hiver 1942-1943, et les 18 et 19 décembre 1943, à Lyon, a lieu une première rencontre nationale avec 283 participants, dont beaucoup de Lyon.

Au 1er avril 1944, quand le mouvement est implanté dans 50 villes de zone Sud (dont certaines d'ailleurs très modestement) on peut estimer qu'il comprend à peu près 1.000 membres.

Pendant ce temps, en zone Nord sous l'impulsion de Goutet, dans la Région Parisienne notamment, des petits groupes commencent à se créer. Ils sont assez isolés les uns des autres, parce que dans la zone Nord il est interdit de se rassembler, et ils ont assez peu de communications mais enfin, des rassemblements ont lieu. Les réunions doivent s'interrompre au début de l'été 1944, car en juillet 1944, Pierre Goutet est arrêté et emmené en déportation.

A la libération de Paris, c'est la rencontre entre les deux mouvements, et c'est aussi le sabotage, au profit des Amitiés Scoutes, des Amitiés Guides. Il est entendu désormais qu'il n'y aura plus qu'un seul mouvement qui s'appellera les Amitiés Scoutes, et ce mouvement se donne des structures nationales par un conseil national en 1945, structures quasi analogues à celles d'une association loi de 1901 classique avec cependant cette différence dans

les faits qu'ici le pouvoir exécutif est dévolu non pas au président mais à celui qu'on appellera "animateur national".

Il y a là un système assez significatif de l'esprit du scoutisme, et je m'y étends une minute. Je crois repérer dans le scoutisme, une sorte de volonté de complémentarité entre deux pôles, d'une part un pôle que j'appellerai autogestionnaire; le système scout est basé sur la patrouille, c'est-à-dire un petit groupe de sept, huit, neuf, dix garçons ou filles qui s'organisent eux-mêmes; d'autre part, l'autre pôle qui est celui du responsable, du chef. Suivant les moments, suivant les lieux c'est un des pôles qui prend de l'importance sur l'autre. Il faut reconnaître que dans la période 1930-1940 dans le scoutisme, le pôle du chef a été assez développé en France au détriment du pôle autogestionnaire. Dans la Vie Nouvelle et les Amitiés Scoutes, il y a toujours eu un essai de complémentarité entre ces deux pôles, et en tous cas l'importance de l'animateur national est nettement marquée, il se manifeste aussi par la technique dite de la double confiance qui je crois, est empruntée aux communautés de travail de Boimondau. Cette technique de la double confiance veut dire que tout responsable doit être à la fois choisi et par l'échelon qui est immédiatement au-dessus de lui et par ceux qu'il sera chargé d'animer, ceci par souci d'efficacité. C'est une des modalités possibles de la démocratie.

Enfin le mouvement se définit alors par rapport à l'Eglise. Il se définit comme un mouvement de catholiques, mais ne demande pas à la hiérarchie catholique d'être reconnu comme un mouvement d'église. Il est entendu qu'il sera mené par des laïcs, disons des non clercs, et cela aussi demeurera.

Dès 1945, les Amitiés Scoutes ont donc leurs organes principaux, mais il restera à assurer leur autonomie par rapport au scoutisme. Ceci va s'accomplir en trois ans. En 1945, on suppose les avantages et inconvénients du rattachement à l'Association des Scouts de France. En 1946, on décide du changement du mouvement, et en 1947 un nouveau mouvement est définitivement créé et prend le nom de "Vie Nouvelle". On avait d'abord essayé d'autres noms. A travers tous les noms proposés, on retrouve deux thèmes; il y a celui de compagnonnage, celui de bâtisseur (le mot "bâtisseur" est un mot de l'époque) si bien qu'on pourrait dire que l'expression des "Compagnons Bâtisseurs" résumerait assez bien les aspirations de cette génération au lendemain de la guerre.

Je voudrais m'interroger au moment où les Amitiés Scoutes quittent le scoutisme, sur ce qu'ils en ont reçu. Je crois qu'ils ont voulu être, comme le scoutisme et surtout comme la Route, un mouvement de formation permanente de l'homme global, dans toutes ses dimensions, étant entendu cependant qu'on peut dire que la dimension intellectuelle semble avoir été quelque peu négligée; ce n'était pas alors la ligne principale (le mouvement, quelques années plus tard, se rattrapera amplement sur ce point).

D'autre part, ce mouvement s'appuie sur certaines attitudes conçues comme des valeurs; le mot n'est aujourd'hui plus à la mode, mais vous voyez ce qu'il évoque. Comme le Scoutisme et la Route, il insistera sur la vie communautaire. Les patrouilles et la troupe d'un côté, les "fraternités Vie Nouvelle, le groupe Vie Nouvelle de l'autre, je crois qu'il y a une certaine continuité.

Enfin, Les Amitiés Scoutes transposent certaines techniques du scoutisme et de la Route. Je vois une certaine continuité (en même temps que

des discontinuités) entre la B.A. des louveteaux, le service du routier et l'engagement de l'homme des Amitiés Scoutes. J'ai parlé tout à l'heure de la méthode de la Route d'exploration régionale, de l'étude du milieu. Elle rencontre les méthodes plus savantes préconisées par Economie et Humanisme quand, dans une session Vie Nouvelle, on étudiera en profondeur la ville la plus proche, non pas pour ses aspects folkloriques ou historiques, mais dans sa globalité.

En fait de techniques toujours la session poursuit le camp et surtout le camp école.

Enfin le scoutisme fournit au mouvement jusqu'en 1947, 95 % de ses effectifs, et jusqu'en 1968 à peu près 40 %. Notons qu'il est cependant difficile, quand quelqu'un dit qu'il a appartenu au scoutisme, de savoir ce que cela signifie. Cela veut-il dire qu'il a été louveteau pendant un an ou deux ? Qu'il a poursuivi toute la carrière qui va du louveteau jusqu'à la route ? Aucune étude sociologique ne permet de répondre à ce sujet.

Que signifiera finalement le passage des Amitiés Scoutes à la Vie Nouvelle ?

Une fidélité certes aux options profondes déjà énoncées, un élargissement du public qui ne se recrutera maintenant plus exclusivement parmi les anciens scouts, et aussi je crois, une relecture du scoutisme par André Cruiziat et ses amis. Voilà ce que je lis dans un article paru en 1950 d'André Cruiziat, dans une revue qui s'intitule "Les mal pensants" et où il essaie de distinguer dans le scoutisme ce qui est son essence originelle et les conditions historiques et sociologiques dans lesquelles il est apparu en France, particulièrement après guerre :

"Des deux pôles de la pédagogie scout, celui qui tient compte de la base, celui qui tient compte de la responsabilité d'un chef, le second s'est accusé au détriment du premier. De là un climat plus proche du respect de l'ordre établi que de la remise en question. Si le scoutisme était tombé dans un autre milieu qu'un milieu de tradition bourgeoise, souvent militaire et cléricale, les aspects communautaires et démocratiques qu'il contient tout aussi nettement auraient été plus accusés. L'appel scout doit associer ceux qui l'entendent à tous les mouvements qui travaillent à la libération humaine, à toutes les masses mineures qui cherchent leur émancipation, prolétariat européen et indigène..."

Cette idée d'un mouvement qui désormais essaiera dans la mesure de ses moyens d'aider à la libération, à l'émancipation du prolétariat européen ou du monde colonisé, permettra une avancée décisive dans cette histoire qui est, dans le fond, une longue marche.

III - LA VIE NOUVELLE ET LES NOUVEAUX COMMENCEMENTS D'UN MOUVEMENT.

Je voudrais tenter de montrer dans cette dernière partie, comment le mouvement s'est peu à peu détaché de ses origines premières et à la suite de quelles circonstances.

Je prendrai quelques dates qui m'apparaissent significatives de ce détachement progressif, autant d'ailleurs que de l'évolution interne du mouvement.

Je serai sans doute amené à insister sur les développements politiques de la Vie Nouvelle (ce sont certaines de ses positions qui l'ont souvent détachée du scoutisme). Mais cela ne veut pas dire pour autant que les autres intentions du mouvement, c'est-à-dire ses intentions éducatives, concernant le couple, concernant l'éducation, concernant la santé, concernant la foi, ne sont pas aussi importantes pour lui que les préoccupations politiques. La politique, est (au moins jusqu'en 71) une dimension parmi d'autres de la Vie Nouvelle.

Une date importante m'apparaît être 1949-1950 car arrive une nouvelle génération. Je prends pour figures symboliques de cette opération, six hommes dont je ne donnerai pas les noms, qui sont entrés dans le mouvement entre 1949 et 1954. Ainsi l'un d'eux a été permanent pendant de longues années, trois d'entre eux, dont le précédent, ont exercé la plus haute responsabilité, c'est-à-dire celle d'animateur national, à la suite du fondateur, un autre a été le responsable de la commission dite "populaire", qui étudiait les rapports que pouvait avoir la Vie Nouvelle avec le mouvement ouvrier (il a été plus tard président du Conseil National, et il est actuellement encore président du mouvement). Deux autres ont été chargés successivement de l'équipe politique de la Vie Nouvelle qui s'est créée à cette date.

Sur ces six hommes, cinq n'avaient pas appartenu au scoutisme, l'un d'eux presque pas. Si on les interrogeait, je suis persuadé qu'ils diraient que s'ils avaient su l'origine de la Vie Nouvelle en y entrant ou s'ils avaient découvert dans la Vie Nouvelle, de 1950 à 1954, quelque chose qui ressemblait au scoutisme, ils n'y seraient probablement pas restés. C'est donc que le mouvement montrait déjà un visage nouveau.

A cette époque les origines scoutées du mouvement étaient déjà occultées. Il fallait sans doute avoir connu le scoutisme pour déceler une continuité entre lui et la Vie Nouvelle.

De ces six hommes, cinq avaient à l'époque des engagements politiques, l'un au Parti Socialiste (il en était déçu), trois autres avaient appartenu un bref moment au M.R.P. et ils étaient passés à la Jeune République, c'est-à-dire ce mouvement d'origine démocrate chrétienne, créé par Sanguier qui avait joué un très grand rôle avant guerre dans l'histoire de l'église catholique, en marge depuis sa condamnation par Rome, mais qui récupérait à cette époque là (1950-1954) des gens qui avaient été déçus par le M.R.P. ou cherchaient des voies neuves. Un autre de ces six hommes avait fait le chemin qui va du Mouvement Populaire des Familles d'origine jociste au Mouvement de Libération du Peuple. Enfin, cinq sur six peuvent être dits intellectuels.

Ce sont ces hommes là, et d'autres cooptés par l'animateur national dans des équipes de tête qui vont influencer le mouvement pour une quinzaine d'années.

Si je vois une ligne politique se dessiner, c'est une ligne politique qui s'intéresse à l'expérience Mendès-France. Elle correspond à la sociologie du mouvement et à l'arrivée d'ingénieurs attachés à la modernisation de la vie économique et de la vie sociale. Une autre partie des militants de la Vie Nouvelle, qui n'est pas d'ailleurs opposée à la première mais plus minoritaire s'engage dans le processus qu'on a appelé alors "La recherche d'une nouvelle Gauche", qui va aboutir à l'U.G.S. (Union de la Gauche Socialiste) en 1957. Il est intéressant de remarquer que parmi les membres de

l'équipe politique de la Vie Nouvelle d'alors, il y a le responsable de la Jeune République qui va fusionner avec cette U.G.S.

C'est à partir de ce moment là aussi que se répand dans la Vie Nouvelle une sorte d'a priori, c'est exclu que ceux qui s'engagent dans la vie politique - c'est loin d'être la majorité du mouvement de la Vie Nouvelle, c'est plutôt même une minorité - le fassent hors de la Gauche, au sens très large du terme d'ailleurs.

C'est aussi à cette époque que les prises de responsabilité diverses de type militant se multiplient; ce peut être l'aide aux associations de jeunesse, ce peut être la participation à une association de parents d'élèves, ce peut être l'alphabétisation des travailleurs étrangers, les conseils municipaux, les associations qui s'occupent des problèmes de couple; les gens se projettent plus qu'avant guerre ou même que du temps des Amitiés Scoutes à l'extérieur de leur petit groupe. La communauté Vie Nouvelle ne veut pas être une communauté admirable, une communauté témoin qui dit : voyez notre exemple et faites comme nous. Elle veut être une communauté-relais, qui aide les gens à se propulser vers l'extérieur et à prendre des engagements au coude à coude avec d'autres, dans toutes sortes d'associations possibles et imaginables.

C'est à la même époque que la Vie Nouvelle s'engage dans la recherche plus nette d'une nouvelle doctrine, pourrait-on dire, d'une nouvelle vision du monde. Le personnalisme devient cette référence puisqu'on ne peut plus se référer au scoutisme. Cela est né vraiment aux alentours de 1950 et permettra une liaison avec le mouvement "Esprit", liaison qui s'est manifestée à plusieurs reprises (par exemple nous avons, pendant la guerre d'Algérie, signé en commun un manifeste).

Autre date importante, 1954-1956, c'est l'engagement du mouvement dans les problèmes de l'indépendance du Maroc, de la Tunisie et de la guerre d'Algérie. On s'était intéressé dès 1948-1949 aux problèmes d'Algérie grâce à un groupe qui s'était fondé, et on se rendait compte dans le fond que tôt ou tard on devait aboutir à l'indépendance. Celle-ci a agi comme un révélateur, en particulier pour les anciens routiers attachés à l'image du bon colonialisme dans laquelle ils avaient été élevés (l'on connaît avant guerre la liaison du scoutisme avec le maréchal Lyautey). Ajoutez à cela l'image du bon missionnaire, de sorte que l'idée de décolonisation a paru un scandale à un grand nombre de gens pour qui les membres de la Vie Nouvelle étaient les traîtres à l'idéal de leur jeunesse !

Cela a entraîné des départs du mouvement et aussi de la part de certains anciens du scoutisme qui n'étaient jamais passés par la Vie Nouvelle ou les Amitiés Scoutes, plus que de la défiance, de l'hostilité marqués.

Il s'est opéré à ce moment une conjonction assez épisodique - et c'est l'épisode qu'on a rappelé hier des publications des lettres de Jean Muller - entre l'équipe de la Vie Nouvelle et l'équipe dirigeante de la Route des Scouts de France, l'équipe contestataire.

Depuis plusieurs années, Cruziat d'ailleurs avait été chargé d'une équipe politique de recherche à l'intérieur de la Route.

1960-1967, autre tournant : période très riche, qu'on pourrait appeler "la Vie Nouvelle tous azimuts", 7 à 8 ans marqués par une multitude

d'initiatives, mais qui se déploient dans plusieurs directions. Pourquoi ?

L'analyse que j'en fais est la suivante : d'abord il y a les subventions d'Etat. Jusque là, la Vie Nouvelle avait vraiment vécu difficilement. Ses permanents avaient un salaire de misère et ils étaient soutenus par le seul mouvement. A partir de ce moment là, le ballon d'oxygène que représentent les subventions maintenues jusqu'en 1971 permet de créer des services et d'engager un plus grand nombre de permanents. Mais ce grand nombre entraîne une moindre homogénéité, d'autant que, à ce moment, l'équipe de tête Cruisiat-Goutet cède la place à une autre équipe. Et puis le milieu (des jeunes arrivent vers les années 60) est aussi moins homogène.

Le mouvement, à ce moment là, groupe 5.000 membres. Il organise des sessions qui regroupent chaque année 500 sessionnaires pendant onze jours. Il a un service "voyages d'études" qui "trimballe" dans le monde entier, ou à peu près (sauf la Chine et l'Amérique du Sud) 300 voyageurs pendant trois semaines environ. Il a plusieurs revues - Dieu sait qu'il y a des revues ! - assez conséquentes par leur volume. Il a des relations extérieures abondantes. C'est à ce moment là par exemple que nous nous répandons beaucoup dans les associations de jeunesse et d'éducation populaire, que nous faisons partie du GEROGEP. J'aide quelques camarades à fonder le GEREPA, Groupe d'Etude et de Recherche d'Education d'Adultes. Nous avons surtout un service qui s'appelle "Citoyens 60" qui est une des gloires du moment.

Citoyens 60 ? C'est une revue, dont le fondateur et responsable est Jacques Delors, le père de la loi de 1971 sur la "formation professionnelle continue". Il entraîne avec lui dans une équipe des amis généralement membres d'administrations centrales, de grands services publics, des hommes qui ont son âge, sur lesquels il a une très grande autorité technique et morale.

Ce groupe apporte à la Vie Nouvelle de la matière grise et la Vie Nouvelle son infrastructure matérielle et la plus grande partie de ses abonnés. Citoyens 60 est significatif d'une génération nouvelle, assez différente des deux précédentes (celle qui est arrivée au départ et celle qui est arrivée en 1950) une génération peu idéologue, soucieuse d'analyse et de recherche intellectuelle poussée. Quand on lit une revue de la Vie Nouvelle de cette époque ou Citoyens 60, et qu'on la compare à des revues scouts d'avant guerre, ou même des revues du début du mouvement, il y a vraiment une différence capitale en matière d'analyse (le mouvement dans ses équipes dirigeantes est hyper-intellectualisé).

Voilà donc une équipe qui crée une revue, qui crée ensuite des cahiers, et qui se lance à partir de 1963 - 1964 dans l'aventure politique, la "bataille des clubs" avec le Club Jean Moulin et autres. Les clubs échappent à la jurisprudence de la Vie Nouvelle. Ils sont indépendants par rapport à Vie Nouvelle, mais le nombre des membres de la Vie Nouvelle y est important. Cette époque a été un moment glorieux pour la Vie Nouvelle, dans la mesure où on savait que Citoyens 60 était lié à la Vie Nouvelle, mais on l'ignorait assez souvent.

Cette période là du point de vue politique, cela veut dire un intérêt à l'évolution de la C.F.T.C. (qui va devenir quelques années après la C.F.D.T.), cela veut dire aussi un intérêt à la planification démocratique telle que la C.F.T.C. l'envisage, et les maîtres mots sont "démocratie économique", "socialisme". Le mot socialisme a été lancé vers 1960, quand on s'est aperçu que le personnalisme communautaire ne pouvait pas aboutir à une transcription proprement politique. Le mot est lancé en liaison, moins avec

l'évolution des partis en France qu'avec celui des socialismes africains qui se recherchent car les groupes Vie Nouvelle existent non seulement en France, mais aussi à l'étranger et dans les grandes villes d'Afrique.

L'apport des groupes d'Outre Mer, groupes d'Algérie, groupes de Tunisie, groupes du Maroc, groupes des grandes villes africaines a influencé profondément le mouvement pour sa compréhension des problèmes d'Outre Mer et des problèmes de décolonisation.

Ce socialisme est en fait un socialisme pré-marxiste, et proudhonien. A côté de ce courant politique, il se développe au sein du mouvement deux autres tendances assez contradictoires. Le fondateur, qui n'est plus responsable mais toujours permanent et continue à jouer un rôle, reste hanté par l'idée que dans le mouvement peuvent entrer des irrécupérables qui cherchent purement et simplement de l'amitié. Il tend à durcir la différence qui existe entre deux types d'hommes; ceux qui au départ essaient pendant un an ou deux de comprendre ce qu'est le mouvement, qui en sont à l'époque de la "promotion" et ceux qui au bout de cette ou de ces deux années deviennent "communautaires" c'est-à-dire s'engagent, donnent de l'argent à la caisse de péreuation, ont un souci de culture permanente manifestée par la participation à une session obligatoire de dix jours et manifestent leur adhésion aux orientations du mouvement.

Evidemment cette distinction était très utile pour éliminer les "irrécupérables" (le mot n'avait plus cours à l'époque que je décris, le fondateur disait les libéraux "par opposition aux "organiques"), et le fondateur s'entendait à faire ce qu'il appelait des clarifications ce qui permettait de dégager un mouvement plus sûr de lui et d'empêcher qu'il soit une amicale. Quand il y avait une crise suscitée par les positions de l'animation nationale trois positions apparaissaient : Il y avait des gens entièrement d'accord qui soutenaient les positions de l'animation, d'autres ne l'étaient pas du tout et partaient. Et puis il y avait aussi une partie du mouvement silencieuse qui courbait le dos, attendait des jours meilleurs et souvent gagnée par l'ambiance, adhérait avec un peu de retard aux idées lancées par le national. C'est un phénomène que beaucoup d'autres associations connaissent, j'en suis persuadé.

Quoiqu'il en soit, ce durcissement à la longue apparaît avoir empêché pendant quelque temps une osmose entre les plus jeunes et les plus anciens les communautaires et les autres, d'autant qu'un autre courant est apparu dans la Vie Nouvelle vers 62/63 qui s'est développé ensuite comme dans les autres associations et qui était contradictoire avec le précédent. A des méthodes directives, en particulier dans les stages et sessions, sont substituées un esprit de non directivité, et à cet égard il faut dire un mot d'un organisme qui, sans faire partie de la Vie Nouvelle, a beaucoup influencé celle-ci, c'est le CEPREG.

En fait, de CEPREG a été fondé par des hommes et des femmes qui étaient de la Vie Nouvelle et qui par leur profession faisaient de la formation, surtout dans les entreprises et qui voulaient adapter aux associations ce qu'ils pratiquaient professionnellement.

Tout cela a peut-être amené alors quelques contradictions dans la Vie Nouvelle, entre une voie plus et une voie moins directive.

Je voudrais signaler enfin une dernière date. Je m'arrêterai à 1968 car je manque de recul pour les années suivantes. Cette date, c'est celle de 1967.

Jusqu'alors, comme je l'ai dit, le mouvement s'intitulait catholique, mais il était entendu qu'il pouvait y entrer tout à fait normalement des protestants, des agnostiques, des incroyants et c'est ce qui s'était passé dans les années qui précédaient 1967. Il était aussi entendu que ces incroyants et ces protestants ne changeraient pas la nature du mouvement qui prétendait continuer à s'intéresser aux problèmes de foi, et donc qu'ils ne pouvaient pas devenir gestionnaires à part entière, c'est-à-dire qu'ils n'avaient pas la possibilité de légiférer au Conseil National et d'être communautaires.

Un problème s'est alors posé. Les uns disaient: un mouvement ne peut vivre que par une certaine homogénéité, il faut donc aboutir à ce qu'a fait le scoutisme autrefois qui se distinguait en scoutisme catholique, scoutisme protestant et scoutisme neutre. Il y aurait une branche communautaire catholique, une branche communautaire protestante, une branche communautaire neutre, qui auraient eu de bonnes relations les unes avec les autres.

L'autre thèse était la suivante : les protestants ou les incroyants qui partagent la vie de l'ensemble du mouvement de la Vie Nouvelle, sauf ses recherches en matière de foi, doivent avoir partie prenante aux décisions finales.

C'est cette dernière thèse qui a été majoritaire et c'est cela qui a été décidé au conseil national de 1967, quitte à entraîner une certaine contradiction dans un mouvement qui continue à se déclarer un mouvement chrétien ou intéressé par la chose chrétienne (même s'il s'interroge beaucoup à ce sujet) et dont certains membres sont des incroyants ou des agnostiques.

Ce que je voudrais, pour terminer, c'est vous suggérer quelques types de recherches, deux plus particulièrement.

La Vie Nouvelle n'est pas née isolée, elle appartient à une constellation de mouvements qui sont nés à peu près à la même époque même s'il n'y a pas eu de concertation entre leurs fondateurs. Elle s'inscrit dans un contexte plus vaste et j'y vois tout à fait un des symboles de l'émergence à l'âge adulte, d'hommes formés par des mouvements de jeunesse qui sont apparus entre les deux guerres. Je pense à d'autres mouvements. Par exemple en 1925, est créée en France la Jeunesse Ouvrière Chrétienne, et elle a suivi un long périple elle aussi, une longue marche puisqu'en 1935 sort d'elle la Ligue Ouvrière Chrétienne adulte, d'où sortira par métamorphoses successives en 1942 le Mouvement Populaire des Familles, où je trouve bien des analogies avec les groupes d'avant guerre que j'ai décrits, entraide, création de "bicoques" à la campagne qui préfigurent les maisons familiales de vacances, prêt d'appareils ménagers, l'idée aussi qu'on restera entre soi, anciens scouts d'un côté, membres de la classe ouvrière d'autre part.

Ce Mouvement Populaire des Familles devient en 1950 le Mouvement de Libération Ouvrière, dont une fraction se sépare et devient le Mouvement de Libération du Peuple qui aboutit à l'U.G.S., Union de la Gauche Socialiste,

en 1957. Tandis que le Mouvement de Libération Ouvrière qui se veut plus éducatif a fusionné, il y a quelques années avec le C.C.O., Centre de Culture Ouvrière.

Je crois qu'il y a une analogie entre les deux lignes malgré des différences, dues en particulier aux milieux différents.

Je suggère aussi une autre recherche. Il me semble que la Vie Nouvelle est peut-être le seul mouvement qui ait réalisé une idée qui était en l'air vers les années 1935-1945 et que je trouve notée à de nombreux endroits entre ces dates, c'est celle d'un ordre de laïcs ou d'un ordre laïque. Je retrouve cette idée dans Uriage exprimé par Dunoyer de Segonzac qui fut chef d'Uriage : il met son espoir dans la constitution d'un ordre destiné à prolonger Uriage. Chacun devait s'engager à pratiquer le fameux "style" de vie, à maintenir son équilibre personnel tout en vouant sa vie à l'action sociale, grâce à un engagement communautaire qui portait à la fois sur la solidarité pécuniaire, l'entraide et la recherche en équipe. Quand je lis les attendus plus précis du texte, je trouve que Vie Nouvelle a exactement répondu à ce vœu d'Uriage qui ne s'est jamais réalisé de son côté.

Je ne citerai pas toutes les règles, il y en a dix-huit mais quelques-unes seulement :

"Avoir le souci d'élargir ses perspectives..."

"Pratiquer entre tous les membres de l'équipe l'entraide la plus large, en particulier l'hospitalité".

"Verser une cotisation proportionnelle à son salaire, suivant un taux fixé par le groupe auquel on appartient"

"Participer d'une façon habituelle à la vie du groupe le plus proche, et mener quelques jours par an une vie communautaire complète dans toute la mesure du possible"

Tout cela qui n'était ici que vœu se pratique à la Vie Nouvelle depuis trente ans.

Je ne prétends pas qu'il y ait filiation directe, car les fondateurs des Amitiés Scoutes et de la Vie Nouvelle ne sont pas passés par Uriage, mais il y a ici une réalisation assez exceptionnelle de ce qui était dans l'air. Pourquoi cela ne s'est-il pas réalisé à Uriage ? Ce n'est pas mon sujet. Mais il y a dans le livre consacré à Dunoyer de Segonzac après sa mort (et paru au Seuil) une phrase de lui qui fait réfléchir: C'est qu'Uriage groupait des gens appartenant à des familles spirituelles extrêmement différentes Est-ce que l'accord de familles spirituelles très différentes peut aller jusqu'à détailler les règles précises d'un ordre donné ? "Il s'était avéré en effet qu'accorder des familles spirituelles très diverses que comportait Uriage sur les éléments détaillés et précis d'une foi commune n'était guère réalisable".

Ce qui est certain, c'est que je constate qu'en 1945, à la Vie Nouvelle, on parle d'ordre et on dit qu'on regardera de ce côté.

Quand j'interroge maintenant ceux qui ont parlé d'ordre, ils me disent : non, nous ne pensions pas à cela. Evidemment nous avions l'idée d'un ordre en tête parce que c'est le seul modèle que nous possédions; les ordres de chevalerie, cela allait bien avec le scoutisme". Mais on ne bâtit pas un ordre avec 1.000 personnes, ou avec 5.000, on le bâtit avec 10 ou 15".

Telle est l'histoire d'un mouvement d'adultes né d'un mouvement de jeunesse, mais dont on peut dire finalement qu'il a eu plusieurs naissances.

50 ANS

DE LA VIE D'UN MOUVEMENT DE FEMMES :
L'UNION FEMININE, CIVIQUE ET SOCIALE
(U.F.C.S.)

par Thérèse DONEAUD

Déléguée Nationale de l'Union Féminine Civique et Sociale

50 ANS

DE LA VIE D'UN MOUVEMENT DE FEMMES
L'UNION FÉMININE, CIVIQUE ET SOCIALE
(U.F.C.S.)

par Thérèse BUREAU

Députée Nationale de l'Union Féminine, Civique et Sociale

suscitant un peu l'amorce d'un syndicalisme féminin (le syndicalisme était alors surtout mené par des hommes).

Mon apport va remonter un peu loin dans le temps, puisque nous célébrons actuellement le cinquantième de l'Union Féminine Civique et Sociale.

Il me semble qu'il y a dans l'histoire de ce mouvement, un éclairage très intéressant pour la recherche qui nous occupe sur l'éducation populaire. Je vais essayer à grands traits de retrouver, en remontant jusqu'à la fondation de l'U.F.C.S., ce qui me semble être significatif, dès cette époque des méthodes de l'éducation permanente, et comment ces méthodes ont évolué ensuite progressivement à l'intérieur de notre mouvement.

Je voudrais montrer d'abord quels sont les points caractéristiques qui ont marqué l'U.F.C.S. dès 1925. Ensuite, dans un second temps, je voudrais rapidement évoquer la personnalité de sa fondatrice, Andrée BUTILLARD: non seulement sa personnalité mais comment elle-même s'était préparée à fonder ce mouvement.

Puis je prendrai trois grandes étapes dans l'évolution de l'U.F.C.S.: une première étape qui me semble avoir donné l'image de marque du mouvement: l'action pour la mère au foyer, en gros de 1929 à 1939. Ensuite l'étape 1945-1955, à partir de l'obtention du droit de vote des femmes, c'est-à-dire la manière dont l'U.F.C.S. s'est située par rapport à l'action civique et politique des femmes. Enfin, de 1955 à 1975 - après la mort d'Andrée BUTILLARD - l'évolution des méthodes pédagogiques de l'U.F.C.S.

LA FONDATION DE L'U.F.C.S.

Il faudrait, tout d'abord, pouvoir resituer tout le contexte de l'époque 1925, voir quelle était la condition féminine d'alors, ce qui donne un éclairage très particulier à la fondation d'un mouvement féminin nouveau tel que l'Union Féminine Civique et Sociale.

La première circulaire, date du 20 septembre 1925. Elle trace déjà pratiquement les caractéristiques essentielles de ce mouvement: Andrée BUTILLARD fonde un mouvement "féminin". Certes, en 1925 il existait déjà un certain nombre de mouvements menés par des femmes de grande valeur, notamment le Conseil National des Femmes et la Ligue pour le Droit des Femmes. Ces mouvements portaient plutôt l'étiquette "féministe" et l'U.F.C.S. s'est située comme un mouvement qui précisément ne se voulait pas féministe, mais féminin. Le but était d'atteindre un grand nombre de femmes, en particulier les femmes catholiques qui restaient tout à fait en dehors des mouvements que je viens de citer et qui se considéraient comme non concernées par l'action sociale et civique.

Une deuxième caractéristique, qui me paraît très importante, était la motivation idéologique très forte de ses membres: Andrée BUTILLARD a tout de suite présenté l'adhésion au mouvement comme un engagement à construire un monde plus juste, plus fraternel - opposé au matérialisme de l'époque - plus conforme au plan de Dieu sur la société. Cet éclairage chrétien a marqué fortement l'origine du mouvement.

Troisième caractéristique, l'accent est mis sur une solide formation à apporter aux membres. Tout de suite les adhérentes auront la possibilité de suivre des cercles de formation; elles seront incitées à se grouper en commissions de travail; des publications et des dossiers paraîtront à leur usage.

Cette formation aura pour but de susciter et de soutenir une action dynamique des femmes pour obtenir en particulier un certain nombre de réalisations au niveau du travail professionnel.

Autre caractéristique, le souci d'avoir une action sur l'opinion publique. Le mouvement tiendra tous les ans un congrès national : le premier remonte à décembre 1925. Le retentissement d'un congrès national, chaque année, sur des thèmes variés, fait vraiment partie de la pédagogie de l'action conçue par Andrée BUTILLARD.

L'action suppose aussi un travail auprès des pouvoirs publics. Pour faire aboutir les revendications du mouvement, il faut intervenir auprès des conseils municipaux, des conseils généraux, des parlementaires, des représentants du gouvernement.

Telles sont donc les caractéristiques essentielles de l'UFCS, dès sa fondation. Encore à souligner :

- l'accent mis sur l'indépendance du mouvement par rapport aux partis politiques,
- et, également, l'indépendance totale par rapport aux mouvements d'Action Catholique.

Toute une recherche s'est poursuivie par la suite pour préciser ce que signifiait être "un mouvement d'action temporelle".

LA PERSONNALITE D'Andrée BUTILLARD.

Ces caractéristiques de l'U.F.C.S. sont-elles liées à la personnalité d'Andrée BUTILLARD ? Ceux qui fondent un mouvement le marquent certainement énormément; c'était encore plus vrai à une époque où l'action des femmes était encore très limitée.

Toutes les qualités personnelles d'Andrée BUTILLARD: intelligence, intuition, dynamisme, reposaient aussi sur son expérience antérieure à la fondation de l'U.F.C.S., expérience, qu'il me semble intéressant d'évoquer par rapport à notre recherche sur l'histoire de l'éducation permanente.

Andrée BUTILLARD appartenait à un milieu rural de la région du Beaujolais. Elle avait été élevée dans une école chrétienne. Elle s'était trouvée pendant son adolescence en contact avec une personne, Melle ROCHEBILLARD, qui avait mené tout un travail d'éducation auprès des jeunes ouvrières de la région lyonnaise. Elle avait senti combien cette population de jeunes ouvrières était démunie sur le plan de la formation professionnelle et même de la formation générale. Ces ouvrières exerçaient leur profession dans des conditions particulièrement difficiles au plan social - et sur le plan de la rémunération. Elle avait donc recherché comment les aider à acquérir une certaine promotion en organisant des cours professionnels et en

suscitant un peu l'amorce d'un syndicalisme féminin (le syndicalisme était alors surtout mené par des hommes).

Les contacts qu'Andrée BUTILLARD avait eus ainsi avec le monde du travail lui avait montré l'importance de permettre à la fois une promotion personnelle et une action collective. Elle avait acquis par là-même une pédagogie adaptée à ce type de formation.

Elle est aussi à cette époque, entrée en relation avec un certain nombre de Catholiques sociaux: ZAMANSKI, Henri LORIN, Albert de MUN. Ces rencontres l'avaient beaucoup marquée, et elle avait acquis alors ce souci d'inciter les femmes à l'action sociale et civique pour travailler à la transformation de la société dans laquelle elles vivaient.

Quand Andrée BUTILLARD a fondé l'U.F.C.S., elle avait donc l'expérience des problèmes des femmes au travail, et en même temps, la préoccupation d'une dimension d'action sociale et civique plus large. Mais bien sûr, elle n'était pas seule. Une solide équipe était autour d'elle. Il est intéressant de souligner que cette équipe comprenait à la fois des femmes de la bourgeoisie qu'Andrée BUTILLARD avait gagnées à son idéologie, et un certain nombre de femmes de milieu ouvrier, confrontées aux difficultés de la vie.

. L'ACTION POUR LA MERE AU FOYER.

Prenons maintenant la première étape du mouvement, 1925-1939, caractérisée par l'action pour la mère au foyer.

Au départ, il faut bien voir que la préoccupation de l'U.F.C.S., a été la répercussion du travail industriel des mères sur la vie familiale. 1925, 1930, c'est une période de crise économique: la législation sociale en est encore à ses débuts. Il est certain que le travail industriel des mères de famille, d'après les témoignages de l'époque, se traduisait par des conditions de vie très difficiles, qu'il faut resituer dans tout leur contexte.

Les équipes de l'U.F.C.S. ont entrepris, tout d'abord, des enquêtes pour mieux cerner la réalité : comment pratiquement les mères de famille de cette époque vivaient leur double tâche, en travaillant à l'usine et en assumant les tâches de la maison. Quelle était leur situation réelle? Il ressort de cette étude sur la condition des mères de famille au travail, autour des années 1930, qu'à peu près 80 % des mères travaillent par nécessité économique. Sans doute maintenant ces pourcentages sont modifiés et naturellement d'autres motivations poussent les femmes à travailler, mais à cette époque pesaient lourdement les salaires masculins très bas et une formation professionnelle à peu près inexistante.

Certes les répercussions du travail de la mère sur son foyer sont présentes dans un langage assez affectif : le foyer abandonné par la mère qui n'est pas là quand le père rentre le père va au café, l'enfant est à la rue etc.. Tout ce langage nous paraît maintenant sonner un peu faux, et on peut apporter bien des témoignages différents; mais en situant les faits dans le contexte d'alors on retrouve bien la description d'une situation sociale réelle pour une grande partie de la France.

Quelle est la méthode de travail utilisée : à partir de cette étude des conditions de vie des femmes et des familles, des commissions de travail sont constituées, composées de milieux sociaux mélangés. Il s'agit de pouvoir proposer des solutions à partir d'initiatives déjà expérimentées qu'on essaie de généraliser : certains industriels accordent une allocation spéciale lorsque la femme ne travaille pas, pour compléter le salaire

du mari, et permettre à la mère le choix entre un travail professionnel et le travail à la maison. Cette notion de liberté de choix a été une notion fondamentale pour le mouvement.

Parallèlement, lancement d'une campagne d'opinion autour de cette notion de "retour de la mère au foyer" grâce à de nombreux congrès, avec des rassemblements dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne de 3.500 personnes. C'était le moyen d'alerter l'opinion sur l'action de l'U.F.C.S.

Dès 1933, cette action fut élargie au plan international, avec la volonté de dépasser le cadre de la législation française, en s'aidant des initiatives prises dans d'autres pays.

1933, 1937, 1947 sont les grandes dates de congrès internationaux. Les situations différentes des mères de famille vivant leur double tâche à la maison et au travail ont été ainsi confrontées.

Tout en cherchant quelle solution immédiate apporter pour améliorer la condition de la mère au foyer, on essayait de trouver des mesures institutionnelles à promouvoir, en particulier la généralisation d'une allocation donnée à toutes les mères restant chez elles.

Pour donner plus de poids à un mouvement féminin qui, à cette époque, avait du mal à se faire reconnaître, la création du "Comité de la Mère au Foyer" permit d'associer les hommes à ce travail afin de faire aboutir plus vite les mesures envisagées.

En même temps fut créée la "Ligue de la Mère au Foyer" pour que les mères de famille prennent en main elles-mêmes la recherche des solutions qu'elles souhaitent pour améliorer leurs conditions de vie. Les femmes trouvent dans la "L.M.F." une possibilité de se former personnellement, en poursuivant en même temps, une action collective, ce qui constitue bien l'amorce d'un mouvement d'éducation populaire.

Au fur et à mesure que ce vaste travail se réalisait, les conventions collectives signées entre les syndicats et les pouvoirs publics ont commencé à inclure la création d'une "allocation de la mère au foyer". En 1938 les premiers décrets de généralisation de cette mesure voient le jour; en 1939, le Code de la Famille a officialisé l'institution de cette allocation. Ainsi des femmes avaient pu contribuer à faire aboutir des mesures collectives qu'elles avaient découvertes comme souhaitables au travers de leur propre expérience.

Je ne poursuivrai pas toute l'évolution de la législation familiale qui s'est avérée sans cesse insuffisante, et qui nécessiterait plus que jamais de profondes transformations pour répondre à la société d'aujourd'hui et aux besoins réels des familles.

. ACTION CIVIQUE ET POLITIQUE.

Prenons maintenant une nouvelle étape, en suivant toujours le fil conducteur de l'histoire de l'éducation permanente.

En 1944, c'est l'obtention du droit de vote pour les femmes, droit réclamé et espéré depuis si longtemps. Dès 1925 dans les premiers numéros du journal de l'U.F.C.S., on trouve déjà cet appel : "Attention, si le droit de vote vous était donné rapidement, seriez-vous prêtes ?"

Les femmes étaient tenues en alerte pour se préparer à exercer le droit de vote. En fait, en grande partie à cause des coups de frein du Sénat, il a fallu attendre 1944 pour que l'égalité des droits politiques soit accordée aux femmes. Ici encore, l'U.F.C.S. insiste sur la nécessité d'une formation: le droit de vote suppose qu'on ait un minimum de compétence pour pouvoir juger de la valeur des candidats et de l'action à mener. Mais en même temps on retrouve le souci, pour le mouvement, de sauvegarder son indépendance vis-à-vis des partis politiques.

A partir du droit de vote, apparaît la recherche d'adaptation des méthodes pédagogiques à ce que souhaitent les femmes, pour pouvoir exercer leurs nouveaux droits. L'accent est mis aussi bien sûr sur la nécessité de les préparer à poser elles-mêmes leur candidature, notamment au plan du conseil municipal, secteur dans lequel il est particulièrement important que des femmes puissent prendre des responsabilités.

L'éveil des jeunes sur le plan social et civique, et le développement de l'éducation civique à l'école, dans les mouvements de jeunes, etc. va devenir une préoccupation dominante de l'U.F.C.S. qui organisera dans cette perspective, des sessions de formation et diffusera des publications diverses : fiches pédagogiques, cahiers d'Education civique, etc...

Ensuite, à chaque période électorale, la préparation des élections sera pour le mouvement l'occasion de poursuivre la même recherche : comment aider les femmes à saisir le contexte politique dans laquelle se situe l'élection et leur permettre de se déterminer par le vote, avec le maximum de lucidité.

Evolution du mouvement depuis 1955.

Après la mort d'Andrée BUTILLARD, en 1955, une évolution s'observe quant à la référence de l'idéologie U.F.C.S. par rapport à la doctrine de l'église; évolution déjà amorcée, mais qui va aboutir à l'abandon de toute référence chrétienne, pour garder comme principe de base la recherche du développement de la personne dans une société démocratique, permettant une participation maximum de l'ensemble des citoyens.

Donc progressivement, abandon de la référence chrétienne, avec un souci plus grand de décentralisation et de développement de l'échelon régional et local : Essayer le plus possible, et partout, de donner priorité à ce que découvrent les femmes là où elles vivent, dans le quotidien de leur expérience locale. A partir de là, dégager l'action à mener pour transformer la société, en accord avec le consensus de base des membres de l'U.F.C.S.

Recherche aussi au niveau d'un pluralisme politique plus précis. Je disais tout à l'heure que si l'indépendance du mouvement, dès le départ, par rapport aux partis politiques a été clairement affirmée, elle a été certainement vécue d'une manière plus limitée dans toute la première partie de la vie du mouvement. A partir des années 60, la recherche du pluralisme politique s'est beaucoup accentuée. On a vraiment essayé de le vivre au niveau des engagements différents des membres du mouvement, l'U.F.C.S. pouvant être simplement pour certaines une étape vers l'engagement politique dans un parti.

L'U.F.C.S. se situerait donc un peu comme l'apprentissage de la vie civique et politique, et comme un lieu où des femmes, ayant des options politiques assez différentes, peuvent s'enrichir par la complémentarité de leurs expériences et de leurs réflexions.

Mais il est évident que cette évolution vers le pluralisme et cet abandon de la référence à la doctrine chrétienne ont posé au mouvement, et lui posent encore actuellement, beaucoup de problèmes au niveau de ce qu'on a appelé l'action institutionnelle, ou l'action globale du mouvement.

Il est certain que tant que l'U.F.C.S. se référait à une doctrine précise, les prises de position en découlaient normalement. Jusqu'aux années 60, dans les débats sur l'avortement, sur le divorce, sur un certain nombre de problèmes d'actualité, les interventions du mouvement étaient relativement faciles à formuler. Aujourd'hui, les lignes sont beaucoup plus flottantes, et difficiles à exprimer globalement.

Lorsque nous avons souhaité récemment faire connaître la position du mouvement, par exemple, sur l'avortement, nous nous sommes trouvées devant une recherche délicate. Notre démarche restait la même, bien sûr : demander aux équipes de base de travailler les projets de réforme en cours, d'exprimer leur position, de faire remonter au "national" le fruit de leur travail, ce qu'elles avaient découvert, ce qui leur semblait souhaitable comme réforme à promouvoir. Quelques grands points communs ont pu être dégagés, mais la prise de position de l'U.F.C.S., en tant que mouvement devait être présentée d'une manière beaucoup plus nuancée.

Ceci a pu apparaître à certaines "U.F.C.S." les plus anciennes, comme un recul du mouvement. Il leur semble qu'autrefois il y avait plus de dynamisme, plus d'actions entreprises et réussies. En comparaison aujourd'hui, le souci de pluralisme, le souci de concilier des opinions différentes à l'intérieur du mouvement, se traduit pour elles, par un affaiblissement de l'action et une sorte de tiédeur de l'ensemble du mouvement.

Parmi celles qui souhaitent des prises de position plus dynamiques, beaucoup pensent que cela devrait être réalisé dans la ligne du socialisme, en accord disent-elles, en fait, avec l'idéologie du mouvement. Seulement, à ce moment là une partie du public U.F.C.S. ne suivrait pas...

De toutes manières, il semble bien, après les différents débats nationaux qui ont permis de faire le point sur l'évolution actuelle, qu'il y ait encore place pour un mouvement féminin pluraliste comme l'U.F.C.S. Il y a encore tant à faire pour aider les femmes à prendre leur place dans la société, à s'exprimer, à mener une action ensemble.

Le souci de maintenir dans le mouvement des moyens de formation on retrouve là les méthodes de l'éducation permanente - est certainement actuellement une des motivations les plus importantes des adhérentes : elles viennent avant tout pour acquérir cette formation. Mais en même temps elles tiennent également à pouvoir poursuivre une forme d'action, souvent contestataire par rapport aux institutions, pas toujours facile à mener, mais qui correspond à la motivation profonde de beaucoup d'entre elles. Il y a là, nous le sentons bien, une recherche qui est loin d'être achevée, et qui doit se poursuivre car l'évolution du mouvement est loin d'être terminée.

L'étonnement peut être excusé à penser que Pierre de Coubertin, rénovateur des Jeux Olympiques, fut de fait et un pionnier de l'éducation populaire. Sa renommée sportive, en effet, est locale, unique, incontestable et incontestée. Pour l'épave olympique, mal informée, l'honneur n'est que ce demiurge qui, d'un coup de baguette magique, fit ressurgir Olympie et son culte et ses rites, et un forum sur la place où poètes, demi-dieux et filous se croisent aujourd'hui dans une ambiance de fête pop.

Or, l'arbre cache la forêt. Coubertin a d'autres titres de gloire, et plus durables, à faire valoir aux yeux de l'historien de l'éducation. Malheureusement, peu de recherches ont été consacrées dans le monde à ce grand homme. Ses sources, archives de famille, sont difficiles à atteindre.

PIERRE DE FREDY, BARON DE COUBERTIN
(1863 - 1937)

Comme je l'ai fait longuement par ailleurs, mon but, aujourd'hui est de continuer à réparer un oubli, et d'attirer l'attention sur la vie et l'œuvre d'un pionnier méconnu de l'éducation populaire.

(pionnier méconnu de l'Education Populaire) - biographiques.

Qui est, d'où vient Pierre de Coubertin ?

Yves-Pierre BOULONGNE

Directeur de l'Institut National d'Education Populaire

Il a donc vécu 74 années, une vie longue, qui verra la fin du Second Empire à la fin de la 3ème République.

A sept ans, premier traumatisme : la défaite des armées impériales devant la Prusse. Puis la Commune de Paris, dont il gardera un souvenir horrifié. Les propos de salon que sa mère tient alors dans les beaux quartiers n'y sont sans doute pas étrangers.

D'origine aristocratique moyennement riche, ses parents sont légitimistes. Le père, d'origine valoisienne est un peintre religieux de moyenne qualité. La mère a reçu une bonne éducation : elle lit le roman, brode, fait de l'aquarelle, et se consacre aux œuvres de charité.

Deux souverains seulement sont reconnus par la famille : "le Pape Roi qui règne à Rome et le Comte de Chambord, seul Roi de France, les Orléans, les Bonaparte et la République étant considérés comme des usurpateurs".

Par destin préétabli, Pierre de Fredy, baron de Coubertin, va recevoir l'éducation que l'aristocratie moyenne d'alors, d'origine noble, réserve aux aînés de famille.

Il fera ses humanités au Collège de la Vierge de la Rue de Madrid. Les ordres - sa mère est très pieuse - il y apprendra le fait que tout enfant avec les instruments du culte - la diplomatie, l'usage des cartes de sortie logiques d'une telle éducation. Coubertin cependant ne sera ni officier - reçu à Saint-Cyr, il démissionne - ni prêtre, ni ambassadeur.

(1) La vie et l'œuvre pédagogique de Pierre de Coubertin. - LEMERAC, Editeur. - Montreal, 1935.

... et de... mouvement...
... mouvement...
... mouvement...

... mouvement...
... mouvement...
... mouvement...

L'étonnement peut être grand à penser que Pierre de Coubertin, rénovateur des Jeux Olympiques, fut un militant et un pionnier de l'éducation populaire. Sa renommée sportive, en effet, est totale, unique, incontestable et incontestée. Pour l'opinion publique, mal informée, l'homme n'est que ce demiurge qui, d'un coup de baguette magique, fit ressurgir Olympie et son culte et ses rites, et la foire sur la place où poètes, demi-dieux et filous se croisent aujourd'hui dans une ambiance de fête pop.

Or, l'arbre cache la forêt. Coubertin a d'autres titres de gloire, et plus durables, à faire valoir aux yeux de l'historien de l'éducation. Malheureusement, peu de recherches universitaires ont été consacrées dans le monde à sa vie et à son oeuvre : deux seulement, à ma connaissance. Il est vrai que les sources : 70.000 pages imprimées, archives de famille, sont difficiles à atteindre.

Comme je l'ai fait longuement par ailleurs⁽¹⁾, mon but, aujourd'hui est de continuer à réparer un oubli, et d'attirer l'attention sur la vie et l'oeuvre d'un pionnier méconnu de l'éducation populaire.

En premier lieu, je donnerai quelques éléments biographiques.

Qui est, d'où vient Pierre de Coubertin ?

Il naît le 1er Janvier 1863, à Paris, 20 rue Oudinot.

Il meurt le 2 Septembre 1937, Parc La Grange, à Genève.

Il a donc vécu 74 années, une vie longue, qui va de la fin du Second Empire à la fin de la 3ème République.

A sept ans, premier traumatisme : la défaite des armées impériales devant la Prusse. Puis la Commune de Paris, dont il gardera un souvenir horrifié. Les propos de salon que sa mère tient alors dans les beaux quartiers n'y sont sans doute pas étrangers.

D'origine aristocratique moyenne, ses parents sont légitimistes. Le père, d'origine valoisienne est un peintre religieux de modeste qualité. La mère a reçu une bonne éducation : elle lit le latin, brode, fait de l'aquarelle, et se consacre aux oeuvres de charité.

Deux souverains seulement sont reconnus par la famille : "Le Pape Roi qui règne à Rome et le Comte de Chambord, seul Roi de France, les Orléans, les Bonaparte et la République étant considérés comme des usurpateurs".

Par destin préétabli, Pierre de Frédy, Baron de Coubertin, va recevoir l'éducation que l'aristocratie moyenne d'alors, d'extraction noble, réserve aux aînés de famille.

Il fera ses humanités au Collège St-Ignace de la Rue de Madrid. Les ordres - sa mère est très pieuse et l'y pousse; elle le fait jouer tout enfant avec les instruments du Culte - la diplomatie, l'armée sont les portes de sortie logiques d'une telle éducation. Coubertin cependant ne sera ni officier - reçu à Saint-Cyr, il démissionne - ni prélat, ni ambassadeur.

(1) La vie et l'Oeuvre pédagogique de Pierre de Coubertin.-
LEMEAC, Editeur.- Montreal, 1975.

A vingt ans, il entre à l'Ecole des Sciences Politiques, se rallie à la République, tourne le dos aux honneurs et à l'argent, et prend son bâton de pèlerin : il sera un réformateur de l'éducation. Il y dilapidera entièrement une fortune évaluée, en 1908, à la mort de son père, à 500.000 F. or. Il mourra dans un dénuement total à Genève en 1937 et, en 1936, pour lui permettre de vivre, une collecte faite à Garmish-Partenkirchen, aux Jeux Olympiques d'hiver, en Allemagne, fera qu'on lui remettra 50.000 F de l'époque afin de pouvoir s'habiller et vivre correctement !

Pourquoi cette vocation ?

"Jamais temps n'a été plus gros de futurs prodiges" affirme Zola. Et il est certain que la première révolution industrielle, le scientisme alors en honneur, ont de quoi enthousiasmer de jeunes esprits. Pourtant, si Coubertin se veut, dès son entrée en lice, fils et servant de la bourgeoisie industrielle conquérante, jamais il ne sacrifiera aux mystiques du progrès scientifique. Il dira fort irrévérencieusement de la science, qu'elle passe son temps "à se mettre le doigt dans l'oeil".

La France bourgeoise revient de loin. La défaite militaire contre la Prusse, la Commune ont prouvé à ceux qui possèdent que le pouvoir politique peut être fragile. Coubertin est de ces bourgeois libéraux qui, instruits du danger social, à la recherche d'une plus grande France capitaliste et coloniale, vont tenter de trouver une congruence entre de nouveaux modes de production et de nouveaux modèles d'éducation.

S'il se rallie à la République, c'est que l'idéologie républicaine établit le primat de l'instruction en tant que facteur de progrès social et humain. C'est qu'il sait, comme Tocqueville son modèle, que la féodalité est bien morte. Ainsi la France rurale et boutiquière accèdera-t-elle - avec un retard il est vrai sur la Grande-Bretagne, la Prusse Wilhelminienne et la toute jeune mais déjà active Amérique - aux grands desseins mondiaux.

C'est dans Tocqueville, dans Taine, en accord avec Pécaut, Gréard, Buisson, Compayre, Lavis, que Coubertin puise ses certitudes.

Mais où trouver des modèles ? Si l'instituteur prussien a vaincu à Sedan, c'est bien connu, il est quand même difficile pour un jeune patriote - et la variable du patriotisme nationaliste n'est jamais à oublier chez Coubertin - d'aller prendre leçon Outre-Rhin.

Restent la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique, dont la réussite économique et politique enflamment l'enthousiasme des jeunes loups européens.

Malgré une anglophobie très courante alors dans la classe politique française des années 80, Coubertin part pour les îles. D'abord, la Grande-Bretagne - et singulièrement l'Angleterre. Puis, très rapidement les Universités transatlantiques : celles du Canada et des Etats-Unis.

En 1883, il a vingt ans. Nous le retrouvons en méditation sur la dalle funéraire de Thomas Arnold et il dira de cette dalle qu'elle fut la pierre angulaire de l'Empire Britannique.

Thomas Arnold est ce "headmaster" qui de 1828 à 1842 dirigea le collège de Rugby, Mais pourquoi en premier Rugby ? Parce que, à l'âge de douze ans, Coubertin s'est enflammé pour un certain Tom Brown, dont la

vie de collège, décrite par Thomas Hugues, disciple et continuateur de Thomas Arnold, vient d'être traduite en français et paraît en feuilleton dans le Journal de la Jeunesse.

Huit ans plus tard, Coubertin veut connaître de ce monde idyllique, fait de liberté et de responsabilité, qu'est la vie intramuros du Collège britannique. Rugby, c'est bien le pèlerinage aux sources.

Coubertin, encore tout imprégné de rancœur et de rancune contre le système féodal de dressage du Collège français, découvre la terre promise. Il est conquis. Il restera toute sa vie un ardent partisan d'un système d'éducation élitique, qui privilégie l'éducation sur l'instruction, fait des hommes en forgeant des caractères.

Il dira, dans l'Education Anglaise : "Quand on est squatter en Nouvelle Zélande ou planteur en Amérique, les muscles et le caractère sont des objets de première nécessité".

Mais, surtout, Coubertin découvre "que l'adolescent bâtit lui-même sa propre virilité avec les matériaux dont il dispose, et qu'en aucun cas on ne peut la bâtir pour lui".

De là cette liberté (conçédée il est vrai) au pensionnaire britannique. De là l'organisation de "debating societies", où tous les sujets y compris politiques, peuvent être abordés. De là la gestion libre d'associations sportives par les collégiens eux-mêmes : le sport devient ainsi moyen d'éducation et d'intégration sociale. De là une presse scolaire libre de toute contrainte, sauf celle de la bienséance.

Ce que trouve Coubertin en Grande-Bretagne et dans les Universités américaines, c'est très exactement ce qui fait défaut au collégien français. Contre le surmenage scolaire, contre le psittacisme, contre le manque d'hygiène, contre les collèges-casernes hérités de l'ère napoléonienne, contre la promiscuité physique et le relâchement moral, les écrits de Coubertin n'en sont que plus cinglants.

Il écrit : "Le mensonge est chez les collégiens français élevé à la hauteur d'une institution et je dois dire que les maîtres s'en inquiètent assez peu".

On le sait, Coubertin fondera sa réforme de l'éducation sur l'introduction du sport dans le collège français, car ce qui le préoccupe, c'est l'adolescent nanti qui doit se rendre "maître et possesseur de la nature", c'est-à-dire qui doit être capable de développer la puissance industrielle des fabriques et des usines et de conquérir de nouveaux marchés.

Nous sommes bien loin, me direz-vous, de l'éducation populaire. Pourtant Coubertin n'a jamais cessé d'y songer même si, manifestement, du moins avant 1914, les préoccupations de classe sont majeures dans son oeuvre.

C'est que l'homme est sensible, bon et généreux et qu'en historien, nourri de Tocqueville et de Taine, il sait que la grandeur de la bourgeoisie ne peut s'entendre qu'avec l'aide des bras et de l'intelligence de ce qu'il appelle "le quatrième état", c'est-à-dire le prolétariat. Comme tant d'autres à l'époque, il est de ces intellectuels nantis qui vont au peuple, certains que la question sociale, écharde purulente, doit être extirpée du corps social. C'est Tolstoï et les "narodickis". C'est le clergé anglican et Toynbee-Hall. C'est Zola et les Universités Populaires.

Et si Coubertin donne des conférences sur l'Histoire Contemporaine au Cercle Paul Bert au Havre, Salle Tissot à Lausanne, ou à l'Association d'Education Populaire d'Aix-en-Provence, c'est moins en chantre d'une ère nouvelle, évangélique et socialiste, qu'en historien et en sociologue qui sait que toute classe au pouvoir a intérêt à concéder des réformes en temps de paix plutôt que par temps d'orage.

Son maître en la matière est Frédéric Le Play, premier sociologue à tenter de "mesurer" les sociétés, et qui à ce titre mérite quelque intérêt, mais partisan du statu-quo social, inventeur du paternalisme, et inspirateur, doit-on le rappeler, des fascismes européens de Salazar à Mussolini et à Pétain.

Avant 1914, Coubertin ne se distingue pas, hormis sa passion pour le sport éducatif qu'il est le seul à prôner en France, d'une cohorte nombreuse et brillante d'intellectuels nationalistes, patriotes et bourgeois qui, traumatisés par Sedan et par la Commune, entendent rénover le système secondaire français d'éducation, en vue d'affermir une suprématie de classe, à l'intérieur comme à l'extérieur de la France.

La première Guerre mondiale va être pour Coubertin le choc déterminant.

Il constate un fait fondamental : après la guerre, jamais plus la conduite des Etats ne pourra être ce qu'elle fut auparavant. Car, d'une part, les masses populaires ont fait la guerre, et bien, et, d'autre part, des troupes coloniales ont été engagées sur le front européen.

La réflexion menée accessoirement sur le sort de la classe ouvrière, dès les années 80, va devenir, après 1918, le portant fondamental de la réflexion coubertinienne. De même, lui colonialiste et raciste, en toute candeur, avant 1914, en appellera-t-il à l'indépendance de l'Afrique et de l'Asie, sitôt l'armistice signé.

C'est que le temps presse. Il ne s'agit pas pour autant de suivre les anarchistes français ou les bolchévistes russes; (il dira des premiers qu'ils furent des nigauds, des seconds qu'ils sont des sots,) mais de constater que la faillite de l'éducation a mené la bourgeoisie au gouffre. En 1925, Coubertin abandonne donc la présidence du Comité International Olympique pour reprendre le bâton de pèlerin : il retourne au sillon premier, celui de la réforme pédagogique qu'il n'a, en fait, jamais cessé de tracer.

Par raison déterminée - le modèle restera toujours pour lui Carnegie ou Roosevelt, au sein d'un système capitaliste qu'il ne remettra jamais en cause - Coubertin entend continuer à promouvoir une réforme de l'éducation qui, cette fois, touchera toutes les classes sociales et tout particulièrement un prolétariat à qui, inexorablement, doit échoir le pouvoir politique.

C'est là une vue politique mécaniste, mais optimiste, de l'évolution des sociétés dont nous pourrions longuement discuter. Mais cette vision, à nos yeux dialectique, va être de grande conséquence sur la conception de l'éducation populaire coubertinienne.

J'en arrive donc à l'éducation populaire coubertinienne.

Les propositions coubertiniennes, en matière d'éducation populaire sont donc marquées d'abord du sceau de l'universalisme. Hier, seul l'adolescent nanti qui fréquentait le collège bourgeois requérait tous les soins d'une société bourgeoise. Aujourd'hui tous les enfants de France, quelle que soit leur extraction, doivent s'abreuver à une même source.

De là des institutions d'un type nouveau, qui feront de Coubertin un précurseur, qui en feront en tout cas très souvent un réformateur original, proche des parangons de l'éducation nouvelle : Dewey, Decroly, Kerchensteiner, Freinet.

Quelles sont ces institutions ?

Le 15 Novembre 1925, Coubertin proclame la création de l'Union Pédagogique Universelle - U.P.U. - Le but est - article 2 de la charte : "Une base de culture générale doit être recherchée dont le principe initial soit accessible à tous et dont l'application soit pourtant susceptible d'un développement infini".

Un "flambeau à dix branches" regroupera dix notions qui sont, pour Coubertin, la base essentielle de tout savoir. Chacun y puisera "selon ses capacités et le temps dont il dispose", et s'abreuvera aux mêmes sources, qu'il soit savant ou sans culture. La paix sociale sera ainsi assurée et contribuera efficacement à la paix internationale.

Le document sera présenté en 1926 à la critique de la Société des Educateurs Populaires de Marseille, puis à Genève, au Congrès International de l'Enseignement Secondaire.

L'U.P.U. sera dissoute en 1930, selon le principe de l'alternance, cher à Coubertin. Dès qu'une institution se fossilise, il est temps de la dissoudre, quitte à la faire ressurgir plus tard. C'est l'éducation continue avant la lettre. Admirons en outre cette sagesse, qui serait si utile pour lutter contre la bureaucratie des temps présents. Entre temps, l'U.P.U. convoquera au Château d'Ouchy, près de Lausanne, du 14 au 17 septembre 1926, une Conférence Internationale. Le thème retenu : Rôle pédagogique de la Cité Moderne, fait accourir des délégués de Grèce, Pologne, Pérou, Tchécoslovaquie, Belgique, U.S.A., Finlande, Italie, Suisse, Allemagne, Yougoslavie, Angleterre, Japon. La France est représentée par le Professeur Cassin, délégué à la SDN, par le Dr. Baudoin, Professeur au Collège de France, par un Sénateur, Mr. Reynold, par un membre de la Chorale des Ecoles Normales, Mr. Eberlé, par le Lieutenant Colonel Royère et J. Dalbanne de l'Union des Sociétés de Gymnastique de France et par Mr. Ph. Rivoire, de la Société d'Horticulture de France. On ne saurait être plus éclectique. Et quelle intuition !

Le programme de cette Conférence nous intéresse au plus haut point. On discutera de l'accès à la culture générale des universités ouvrières, du droit au sport, du rétablissement du gymnase antique, de l'atmosphère morale de la cité, des arts populaires.

L'affaîssement moral de la cité est le leitmotiv de la littérature de l'époque. On songe ici à Barrès, à Péguy. Il semble que sur un fond de puritanisme, il s'agisse de lutter contre les dépravations du siècle : alcoolisme et prostitution des bas et des beaux quartiers. Coubertin, il est vrai, ne s'est jamais remis de l'atmosphère dépravée et "sensuelle" des collèges de la fin du siècle.

Le souci d'éducation artistique populaire est plus original. Dès 1920, à la manière de Ruskin dont il connaît et admire l'oeuvre, Coubertin entend mettre en forme les cortèges et les manifestations sportives. L'exemple lui a été donné d'ailleurs par le Dr. Broocks qui, aux alentours de 1840 conviait chaque année les habitants du Shropshire à des journées olympiques. On défilait derrière des hérauts, on plantait des arbres de haute futaie, les trompes sonnaient qui appelaient au couronnement des vainqueurs, face aux dames qui présidaient et recevaient l'hommage des champions. On sait, hélas, quel sort fit Carl Diem, metteur en scène pour l'hitlérisme des Jeux Olympiques de Berlin en 1936, à ce souci louable de fête populaire.

En 1926, Coubertin va plus loin. Il faut, dit-il, développer le chant choral - pour lequel il a une secrète prédilection - diffuser l'art dramatique de plein air que son ami Maurice Pottecher a si bien développé à Bussang, et initier le peuple à l'art floral.

Ainsi, note Coubertin, "disparaitra l'anti-artistique orphéin, le peuple collaborera aux fêtes populaires, les logis et les rues s'égayeront grâce à un art floral populaire".

Ce sont là, pour nous éducateurs, des soucis bien sympathiques: mais nous savons que l'une des caractéristiques historiques de l'éducation populaire française est précisément d'avoir voulu intégrer une certaine conception classique de la beauté au quotidien du travailleur.

Plus originale nous paraît bien être cependant, malgré l'ancienneté de la démarche, la volonté de Coubertin de faire accéder le prolétariat à la culture générale.

En 1891, c'est l'appel au 4ème état - que j'ai eu personnellement la grande chance, en tant que chercheur, de retrouver. En 1901, il note le développement des Universités Populaires et s'en félicite. Mais ce n'est encore qu'aparté dans l'oeuvre, l'essentiel résidant, aux yeux du réformateur, dans la refonte du seul système d'éducation des seuls collèves fréquentés par les enfants de la bourgeoisie.

Après 1917, le saut est définitivement franchi. L'égoïsme de la bourgeoisie, dominée par le culte du Veau d'Or, castratrice de la Culture, est fustigé. Un hellénisme mythique mais généreux, une philosophie implicite des lumières, triomphent dans l'homme. Débarassé de toute gangue de classe, Coubertin, prophète des temps nouveaux, entend que les trésors de la civilisation passent sans heurts des mains soignées de la bourgeoisie aux paumes rugueuses du prolétariat. Car, dira-t-il "l'avènement des gouvernements populaires est proche". Ne commettons pas, pour autant, l'erreur commise par de nombreux marxistes, et singulièrement en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est européen. Ce faisant, Coubertin n'appelle pas pour autant à la venue de gouvernements socialistes, pour lesquels il n'aura toujours qu'un mépris total et une incompréhension profonde.

En 1918, c'est l'apostrophe célèbre :

"Ouvrez les portes du temple, il n'est que temps. L'avenir de l'humanité l'exige".

Vigilant, il prophétise et met en garde :

"La démocratie recevra la garde du temple sans que, du seuil, elle ait jamais été admise à en contempler le contenu, de ce Temple où sont accumulés les trésors de l'intelligence et de la beauté, l'effort des générations écoulées, l'espoir de la civilisation".

En 1921, année où il publie, confirmant notre hypothèse, un pamphlet violemment anti-socialiste intitulé : "Le Dilemme", paraît l'étude capitale sur "Les universités ouvrières".

Il écrit : "La question des Universités ouvrières est l'une des plus essentielles et des plus urgentes qui se posent à l'heure actuelle".

Et si cette question reste urgente, c'est que la question sociale n'est pas résolue. Mieux vaut réformer préventivement, pense-t-il, plutôt que de succomber sous les coups de boutoirs des soirs de révolution.

Doit-on, pour autant, sombrer dans les erreurs passées ? Écoutons ce qu'il nous dit de l'échec des Universités Populaires de la fin du 19ème Siècle :

"Les Universités Populaires fondées en France, voici environ 30 ans, ne visaient à rien d'autre qu'à égayer l'existence du travailleur manuel auquel étaient présentés pêle-mêle de la poésie, le compte rendu du roman à la mode, des exposés scientifiques isolés, une comédie et quelques auditions musicales. En Angleterre et aux Etats-Unis s'étaient créées vers la même époque, des University settlement, où se donnait un enseignement plus sérieux, plus suivi, mais manifestement dominé par le désir d'atténuer sinon d'effacer les malentendus sociaux. Des gens riches, des représentants de l'"élite" venaient vivre quelques mois dans les quartiers pauvres de la cité pour s'initier à la mentalité des habitants et s'efforcer de la redresser, de la calmer, de la moraliser".

Pour Coubertin, l'Université Populaire ne peut être un lieu de divertissement ou un organisme de charité.

Reste donc une autre formule : "celle qui ferait de l'université ouvrière un instrument égalisateur de la culture permettant aux non-privilegiés non pas de rejoindre les privilégiés en brûlant leurs étapes, ce qui n'est pas immédiatement réalisable, mais de reconnaître l'ensemble du terrain par ceux-ci et de prendre par instants contact avec eux".

C'est la condamnation du paternalisme culturel et la reconnaissance du droit de l'ouvrier à l'autogestion culturelle. Ce sont les prémisses d'une pédagogie des adultes dont nous venons tout juste de nous préoccuper.

Il écrit : si l'on veut de nos jours qu'une Université Ouvrière non seulement prospère, mais vive, il faut en laisser la direction aux étudiants" - entendons aux ouvriers eux-mêmes.

Et il précise, campant en quelques lignes un profil de l'autodidacte que ni Agricola Perdiguer, hier, ni Benigno Cacéres aujourd'hui, ne renieraient.

Ces étudiants, en effet, ne sont ni des enfants, ni des adolescents. Ce sont des adultes pourvus de métiers et déjà en contact avec les dures réalités de l'existence. De plus, ils sont défiants et il est naturel

qu'ils le soient. C'est là un point de vue qui entre bien difficilement dans les cerveaux des privilégiés. Ces derniers s'imaginent de très bonne foi qu'il leur suffit de se rapprocher des prolétaires et de leur tendre la main pour que cette main soit saisie avec empressement, gratitude et confiance. C'est un peu naïf. Si même l'empressement et la gratitude se manifestaient, il faudrait du temps pour que la confiance s'établisse et que se dissipe le souvenir de toutes les injustices sociales accumulées".

En 1902, dans la Revue Socialiste, Emile Kahn écrivait : "Reste à faire des Universités Populaires des institutions d'enseignement politique et social, éducatrices du suffrage universel et instruments de l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes".

Le rapprochement montre le chemin parcouru par Coubertin et combien, parti des seuls critères de classe, il échappe dorénavant à "son moi de prédilection", comme dit si bien Jean Rostand, et débouche sur des conceptions démocratiques culturelles authentiques et particulièrement courageuses.

Là ne s'arrête pas le mérite. Il pousse plus loin l'analyse. Il pense que l'éducation populaire doit d'abord permettre à l'ouvrier de s'exprimer et de créer. Il sait qu'il est des privilégiés de la sémantique et du vocabulaire comme de la propriété et de l'argent. Il est donc nécessaire, pour les exclus de la culture, d'apprendre à manier le langage. A cet effet, "une classe de langage" s'ouvrira dans les Universités ouvrières. Ce sera comme une sorte de "jardinage intellectuel", "avec des plantes bien choisies, des allées bien tracées et tenues".

Une bibliothèque qui ne devra contenir que les livres répondant aux matières enseignées (a-t-on le temps, a-t-on le droit d'être un dilettante ?) permettra à l'étudiant comme au professeur d'aller à l'essentiel.

L'Université Ouvrière doit donc appartenir aux ouvriers. Une pédagogie spéciale permettra à l'adulte de s'y instruire et de s'y cultiver. Admirez la justesse de tels principes : à l'époque en France, du côté de Vence, seul un illuminé du nom de Freinet affirmait "qu'on ne fait pas boire un cheval qui n'a pas soif".

Pourtant, cette ségrégation sociale peut être dangereuse. Or, la vie de la Cité, dans l'optique coubertinienne, exige que toutes les couches sociales, toutes les générations, toutes les professions manuelles et intellectuelles, se retrouvent, se cotoient, s'interpénètrent et se comprennent. C'est l'appel utopique au paradis social, fruit des sagesses additionnées de tous les citoyens, produit d'un haut niveau de culture individuelle.

Comme hier sous les portiques de la Stoa, dans la palestine antique, la Cité moderne élaborera sa sève et soudera son unité dans le gymnase municipal.

Car le gymnase de l'Ancienne Grèce apportait la paix à la Cité, grâce à une triple coopération : "C'est en premier lieu une coopération d'objets : le sport, l'hygiène, la science, l'art se trouvent mêlés les uns aux autres. C'est, en second lieu, une coopération d'âge; trois générations sont présentes : l'adolescent, l'adulte, le vieillard. Et c'est, en troisième lieu, une coopération professionnelle : le praticien et le théoricien, l'homme de science et l'homme de lettres, l'homme politique et l'homme privé,

le syndiqué et l'indépendant - admirons le "syndiqué" du temps de l'ancienne Grèce ! - se coudoient en une sorte de bienfaisante promiscuité. Comment ne sortirait-il pas de là des éléments de compréhension, de rapprochement, d'apaisement ?"

J'ajoute tout de suite que ce n'est pas une des meilleures pages que Coubertin ait écrite mais l'idée est là, et il précise :

"Voici ce que nous nous proposons d'accomplir au sein de la commune, cellule sociale, faire naître un lien où sous des formes simples et n'entraînant point à de grandes dépenses, voisineront l'enseignement, le sport, l'hygiène, l'art, et où fréquenteront jeunes gens, adultes et vieillards, les uns pour agir, les autres pour voir et entendre, tous pour sentir et comprendre".

Ce passage est extrait d'un document qui s'appelle : le rétablissement du gymnase Antique, et fait suite à une conférence prononcée par Coubertin à l'Institut Olympique de Lausanne le 12 Avril 1917.

Mais par quels moyens accéder à ce but ? Quelles directives avancer pour en faciliter la réalisation ?

Coubertin, on le sait, par ailleurs, vitupère contre les "fonctionnaires" et les "bureaucrates". Seule compte pour lui l'initiative privée. C'est pourquoi en 1925, au Congrès de Pédagogie Sportive de Prague, fit-il adopter la résolution suivante :

"L'Assemblée préconise la renaissance du "gymnase antique" sous forme d'un établissement municipal géré par la Cité, sans aucune ingérence d'une société ou d'une fédération quelconque et où il ne serait pas permis d'organiser de compétition, mais où chaque individu pourrait se livrer à tous les sports de son choix, l'établissement assurant à aussi peu de frais que possible le contrôle médical, la location du matériel et la pratique de l'hydrothérapie".

J'ajoute - mais c'est un point d'histoire - que Coubertin s'est violemment élevé, au début des années 90, contre le règlement scolaire qui permettait aux collégiens français de prendre une douche par mois.

Ainsi se trouve affirmé le droit du citoyen à la libre détermination sportive. Plus encore, c'est l'affirmation du rôle de la Cité au service de l'homme. Mieux, c'est la reconnaissance du droit au sport pour tous - dont nous parlons tant et seulement maintenant - et surtout du droit à l'exercice gratuit du sport.

Le 8 juillet 1928, il écrit à Franz Reichel, Secrétaire Général du Comité Olympique Français :

"Je voudrais un lieu d'où les concours et les records soient proscrits mais où chaque adulte, à tout moment, selon sa convenance, puisse sans risquer d'être épié, critiqué, se livrer gratuitement aux exercices les plus simples : courses, sauts, lancers, gymnastique... et au plus juste prix, faire de la boxe, prendre une leçon d'escrime, galoper dans un manège, ou nager dans une piscine. Voilà l'établissement qui, seul, fera de notre France, comme il le ferait de toute nation d'ailleurs, une nation sportive".

Pour parachever l'édifice, Coubertin crée, en 1928, le Bureau International de Pédagogie Sportive, afin de mobiliser l'opinion publique contre les déviations qui menacent le sport éducatif. Il fulmine contre une presse sportive "entraînée dans la voie d'un mercantilisme grandissant". Il appelle à chasser les physiologues de l'amphithéâtre des études sportives, car, dit-il, il faut y laisser pénétrer les psychologues et les pédagogues.

En 1930, il édicte une "Charte de la Réforme Sportive" qui résume sa position philosophique et en appelle à la conscience mondiale.

Telle fut, brièvement résumée, l'action de Pierre de Coubertin en faveur de l'Education Populaire. Générosité, prescience, courage, esprit de méthode, rien, à nos yeux, ne manque à la statue du Commandeur. Il nous a semblé nécessaire, alors qu'aujourd'hui chacun de nous s'interroge sur le sens, le contenu et les méthodes de l'éducation populaire, alors qu'une nouvelle génération d'administrateurs et d'animateurs, plus soucieux d'efficacité immédiate que de fidélité à l'histoire, nous enserme et nous contraint, de rappeler le rôle important et méconnu que Pierre de Frédy, Baron de Coubertin joua dans le champ historique et sociologique de l'éducation populaire.

La leçon que nous devons tirer de cette longue vie et de cette geste ardente, c'est que, là comme ailleurs, être un réformateur de l'éducation, c'est répondre aux exigences du présent en restant fidèle aux leçons du passé. Pierre de Coubertin s'écriait le 23 juin 1934, dans l'Aula de l'Université de Lausanne :

"Il n'est pas midi, Messieurs. Les Journées de l'histoire sont longues. Soyons patients et restons confiants".

Ce sera là ma conclusion.

La présente intervention tente d'analyser trois phénomènes complémentaires et évolutifs qui, par leur interdépendance, agissent les uns sur les autres :

- L'émergence, au XIX^e siècle, de la jeunesse en tant que réalité sociologique originale, s'exprimant de manière autonome comme ce fut aussi le cas pour le "milieu ouvrier". C'est d'ailleurs par des voies convergentes que l'une et l'autre contribuèrent à un renouveau (et élargissement) de l'éducation populaire (1).
- La manifestation, au cours des dernières années, d'une sorte d'usure ou d'épuisement des structures et des cadres (mouvements, associations et institutions de jeunesse) que les jeunes s'étaient données ou que les autorités (Etat, collectivités idéologiques, églises et partis, etc.) leur avaient offerts.

Le renouveau d'un mouvement de jeunesse est une chose peu précise et équivoque, souvent ambiguë, et fréquemment ambiguë. Les actions entreprises n'étant plus, comme jadis, déterminées par des normes ou idéaux (FINALITÉS OU DISPARITIONS) plutôt découvertes des contenus et des possibilités que l'actualité offre à l'imagination et à l'initiative de ceux qui s'efforcent de la saisir.

LES MOUVEMENTS ET LES FINIS (FINALITÉS OU DISPARITIONS) DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE

D'où l'ambiguïté (voulu !) de notre titre qui, tout à la fois, évoque les transformations de la jeunesse mais également les voies diverses par lesquelles des jeunes s'expriment. D'où aussi l'opposition entre la précision des objectifs des premières associations et l'apparente inconsistance (ou même négativité) des présentes agitations. Car tel est bien le test du présent !

par Jean JOUSSELIN

Ancien Commissaire National des Eclaireurs Unionistes

- Les recueils de l'histoire passée, l'actualité, se nous fournissent de nouveaux outils ou d'autres "angles d'attaques", se nous faisant témoins - et parfois acteurs - d'événements et d'évolutions, nous incitant à envisager et à admettre d'autres interprétations et explications que celles qui furent données jusqu'alors.
- C'est ainsi qu'il faut corriger certaines de nos précédentes études : On ne peut opposer radicalement, durablement, mouvement, institution de jeunesse. Qu'il soit spirituel ou idéologique, esthétique ou moral, politique ou social, pédagogique ou de jeunesse, tout rassemblement doit nécessairement se définir et pour cela doit déterminer, délimiter ses champs d'action et se distinguer des autres. Il se choisit des objectifs, des moyens d'existence et de relations, se reconnaît à quelques points de repère, se fixe le sien, le stabilise et déjà l'institutionnalise.

(1) Ce débat ne peut qu'être enrichi par le rappel que c'est bien vers le XIX^e siècle, que débute l'éducation populaire (cf. note [précédente]).

La présente intervention tente d'analyser trois phénomènes complémentaires et évolutifs qui, par leur interdépendance, agissent les uns sur les autres :

- L'émergence, au XIX^e siècle, de la jeunesse en tant que réalité sociologique originale, s'exprimant de manière autonome comme ce fut aussi le cas pour le "milieu ouvrier". C'est d'ailleurs par des voies convergentes que l'une et l'autre contribuèrent à un renouveau (et élargissement) de l'éducation populaire (1).
- La manifestation, au cours des dernières années, d'une sorte d'usure ou d'épuisement des structures et des cadres (mouvements, associations et institutions de jeunesse) que les jeunes s'étaient donnés ou que les autorités (Etat, collectivités idéologiques, Eglises et partis, etc.) leur avaient offerts.
- Le renouveau d'un mouvement de la jeunesse aux formes peu précises et souvent mouvantes, aux objectifs sans cesse redéfinis et fréquemment ambigus. Les actions entreprises n'étant plus, comme jadis, déterminées par des modèles ou idéaux (des hommes et des relations) mais plutôt découvertes des contenus et des possibilités que l'actualité offre à l'imagination et à l'initiative de ceux qui s'efforcent de la maîtriser.

D'où l'ambiguïté (voulue !) de notre titre qui, tout à la fois, évoque les transformations de la jeunesse mais également les voies diverses par lesquelles des jeunesses s'expriment. D'où aussi l'opposition entre la précision des objectifs des premières associations et l'apparente inconsistance (ou même négativité) des présentes agitations. Car tel est bien le test du présent !

Deux autres observations complètent cette introduction :

- Les recherches historiques des dernières générations nous imposent une relecture de l'histoire passée. L'actualité, en nous fournissant de nouveaux outils ou d'autres "angles d'attaques", en nous faisant témoins - et parfois acteurs - d'événements et d'évolutions, nous imposent d'envisager et d'admettre d'autres interprétations et explications que celles qui furent données jusqu'alors.
- C'est ainsi qu'il faut corriger certaines de mes précédentes études : On ne peut opposer radicalement, durablement, mouvement et institution de jeunesse. Qu'il soit spirituel ou idéologique, esthétique ou moral, politique ou social, pédagogique ou de jeunesse, tout rassemblement doit nécessairement se définir et pour cela doit déterminer, délimiter son champ d'action et se distinguer des autres. Il se choisit des objectifs, des moyens d'exécution et de relations, se reconnaît à quelques points de repère. Ce qui le fixe, le stabilise et déjà l'institutionnalise.

(1) Ce débat ne peut qu'être enrichi par le rappel que c'est bien avant le XIX^e siècle, que débuta l'éducation populaire (cf. note jointe).

Il est donc insuffisant de définir l'essence des mouvements de jeunesse par la part d'initiative et de pouvoir qu'ont leurs membres. L'intérêt que de nouveaux jeunes trouvent dans le groupement de leur choix les conduit à se donner (à s'imposer, cf. la "loi scout") des formations, des initiations, des cérémonies et des rites qui se maintiennent et se perfectionnent aussi longtemps que des nouveaux venus y adhéreront. Ainsi, dès le début, l'accord de quelques-uns sélectionne ceux qui y sont plus ou moins prédisposés qui refusent alors (sans le savoir ni souvent sans pouvoir envisager une autre démarche) la venue de jeunes qui plus sensibles à d'autres formes ou pressions de l'immédiat (de l'actualité) pourraient entretenir une aptitude à la découverte au changement et donc une effective mobilité. Ces derniers n'ont alors qu'une possibilité : se donner d'autres motifs ou lieux de rassemblement, qui aujourd'hui mouvements, ne tarderont pas de devenir à leur insu des institutions (1).

I - EMERGENCE DE LA JEUNESSE ET DES MOUVEMENTS DE JEUNESSE.

La jeunesse ne devient objet d'observations, d'études et finalement, de politique qu'à partir du moment où ses réactions et comportements la distinguent non seulement des autres âges mais surtout des images que leurs aînés se sont faits d'elle. Ceci est devenu particulièrement sensible au XIX^e siècle mais on peut en relever des signes précurseurs dès le Moyen-Age et plus particulièrement à la fin des Croisades (1095-1291). Par elles de nouvelles connaissances et techniques remodèlent l'Occident. Les jeunes voudront y prendre leur part selon deux processus parallèles :

- l'un politique et guerrier par les deux croisades qu'ils voulurent: celle des enfants qui précéda la cinquième (1217-1221); puis celle des "pastoureaux" (1249-1453) ; ceux-ci seront exterminés par ordre de Blanche de Castille alors qu'ils veulent libérer son fils prisonnier des arabes.
- l'autre religieux et culturel qui, à la même époque rajeunit l'Eglise et au-delà de ces combats, allait lui fournir de nouveaux moyens d'expressions et d'actions. Oeuvres complémentaires des deux ordres mendiants: celui des franciscains et celui des dominicains. Leurs fondateurs accomplissant l'acte déterminant de leurs carrières la même année (1206): rupture de St-François d'Assise avec sa famille et Saint-Dominique établissant son ordre (Toulouse).

Avec le XIX^e siècle débute une nouvelle période institutionnelle, de l'histoire de la jeunesse. La solidarité ouvrière s'est concrétisée par l'entraide (mutuelles), le syndicalisme puis les partis ouvriers. Celle des jeunes elle aussi stimulée par les brassages et les prises de conscience -y compris les guerres- de l'éveil social, culturel et politique qu'exprime la Révolution Française, suscite des rassemblements et l'espoir d'autres formes de relations.

Ainsi l'histoire révèle un double mouvement, aux éléments souvent complémentaires et même parfois confondus :

(1) L'image la plus exacte de cette ambiguïté n'est-elle pas dans la diversité des termes (et des situations) issus de la notion de mobilité; par exemple: la contradiction entre mouvement d'expression personnelle ou communautaire (cf. mouvement de revendication, mouvement insurrectionnel) et la mobilisation que la nation impose dans l'encadrement de l'armée.

- création de modes de relations répondant aux conditions de vie des jeunes concernés par tels situations ou problèmes, soit du fait de leur âge, soit de leurs situations;
- établissement de cadres permettant de développer ou d'entretenir les procédés et les réseaux qui correspondent à ces demandes ou attentes.

Un bref inventaire, essentiellement français, en décrit les spécificités et les dynamismes.

a) La jeunesse nouvelle "valeur sociale"

1840 - L'enquête de VILLERME alerte l'opinion sur le sort des jeunes, des femmes et des travailleurs; elle va être à l'origine de la législation sociale; la première étape en sera la loi sur la limitation de travail des enfants (1841). Peu après apparaîtront les premières associations dont la majorité des membres seront des jeunes. Elles accorderont à ceux-ci des rôles actifs et responsables dans ce que, bien plus tard, on définira comme leur "animation". Les formes et les structures, imposées par leurs projets ou objectifs, seront différenciées. Ces différences, souvent, étant dues à des "hiérarchies de valeurs" ou à une particulière sensibilité à certaines situations.

b) Les associations dites "éducatives"

1844 - Unions chrétiennes de jeunes gens, puis de jeunes filles (1849). Echo, ou "résonance" chez des jeunes du mouvement religieux alors défini comme "le Réveil" (dont le synonyme actuel pourrait être "charismatique"). 1855 - Rassemblement à Paris des délégués des Y.M.C.A. (Unions chrétiennes de Jeunes Gens) de nombreux pays. En fait, première "conférence internationale" privée. Première manifestation de ce qui est aujourd'hui défini comme les O.N.G. (organisations non gouvernementales). Henri DUNANT un des participants et organisateurs de la Conférence de Paris sera, plus tard le fondateur de la Croix Rouge.

1866 - Fondation de la Ligue de l'Enseignement. En 1870/71, son action pour le "Mouvement national contre l'ignorance" : "Sous de l'Ecole" contribuera à l'établissement de l'école publique. Plus tard, elle sera l'un des principaux artisans de la Séparation de l'Eglise et de l'Etat.

1872 - Associations de préparation militaire. Rappel d'une première tentative (1792) liée à la "levée en masse", elle exprime la volonté nationale de la "revanche".

1877 - Première Association d'étudiants (Nancy).

1881 - Première Colonie de vacances (Pasteur Lorriaux) à l'imitation de la Suisse (Pasteur Bion de Zurich 1876).

1886 - Association catholique de la jeunesse française (A.C.J.F.) suscitée par de Mun. Elle appartient à l'effort alors fait par certains catholiques pour réactualiser leur participation à la vie de la collectivité nationale. La "politique du ralliement", ainsi que rassemblements de caractères syndicaux contribuèrent ainsi au développement du "catholicisme social" qu'avait encouragé une encyclique de Léon XIII.

c) La nature comme support "pédagogique" et d'insertion sociale.

Avant même l'apparition des colonies de vacances, de nombreux éducateurs avaient reconnu le rôle de la nature comme cadre et outil pédagogique. Bien avant Jean-Jacques Rousseau, Comenius (1592/1670) insistait sur le nécessaire contact avec les choses et la nécessité d'accorder une place aux sciences de la nature. Avant lui, un humaniste moins connu : Jean Sturm (1507-1589), recteur du gymnase de Strasbourg, voulait développer l'étude de la nature, les jeux et les exercices corporels; précédant Georges Hébert (1875/1957),

Ce courant allait resurgir au début du XX^e siècle tout d'abord par les WOODCRAFT BOYS ("les garçons artisans des bois") de Setton. Avant 1914 l'Allemagne allait voir resurgir de nouvelles formes de romantisme avec les VANDEVOGEL ("oiseaux migrateurs") et le JUGEND BEWEGUNG ("mouvement de la jeunesse"). L'un et l'autre mouvement liaient la vie en plein air, le long des chemins avec la reviviscence de l'héritage populaire (folklore) allemand tout en valorisant les relations spécifiques d'un groupe d'âge déterminé, sorte de moyen-âge constamment renouvelé.

Après 1918, ce courant de pensée nourrira aussi bien un courant libertaire, particulièrement au sein des Auberges de Jeunesse qu'un autre nationaliste, spécialement à travers certains aspects sentimentaux de la Jeunesse Hitlérienne.

1908 - Création du scoutisme en Angleterre, introduction en France, en 1911, (Eclaireurs de France : neutres ou laïques; Eclaireurs Unionistes : "d'inspiration protestante", alors sections "cadettes" des Unions Chrétiennes de Jeunes Gens).

1908 - Création des Auberges de la Jeunesse en Allemagne; 1929 en France; celles-ci prendront une grande extension lors du Front Populaire de 1936.

1912 - Amis de la Nature en Allemagne, même date en France.

Ces diverses associations contribueront, avec d'autres, à l'intérêt pour l'environnement.

d) Jeunesses politiques

C'est seulement au début du XX^e siècle qu'apparurent les "Jeunesses politiques". Les jeunesses socialistes (et leurs sections d'enfants : "faucous") furent les plus répandues, couvrant la plupart des pays de l'Europe Occidentale :

- 1904 - Allemagne,
- 1907 - Belgique, Italie,
- 1908 - Autriche,
- 1920 - Danemark.

Entre les deux guerres mondiales les scissions des partis socialistes entraînent celles de leurs jeunesses et virent le développement des jeunesses communistes.

Après 1944, l'Europe connut de nombreuses "jeunesses", vestibules des partis démocrates-chrétiens (ou "populaires"). Leur impact, réel pendant quelques années, s'estompa rapidement après 1950. Le rôle des autres jeunes : libérales, conservatrices, etc... fut bien plus occasionnel.

e) Jeunesses par milieux sociaux

Dès la fin du XIX^e siècle, parallèlement aux Unions Nationales d'Etudiants, apparurent des associations confessionnelles d'étudiants, soit comme sections spécialisées des Unions chrétiennes (Y.M.C.A.), soit de manière autonome comme en France (1895).

Cette spécialisation se généralisa surtout entre les deux guerres mondiales, d'abord sous l'animation du Chanoine Cardjin (Belgique 1925). Le développement en France fut très rapide : JOC, 1916; JAC, 1929; JEC, 1930; JMC, 1933. Ces mouvements se fédérèrent en reprenant le titre d'Action Catholique de la Jeunesse française.

f) Interventions des Etats

Entre les deux guerres mondiales, les gouvernements multiplièrent leurs interventions en faveur de la jeunesse. Ce fut d'abord par des soutiens (législation plus appropriée, mais surtout subventions) puis par la mise en place de services de contrôle, au début rattachés soit aux Ministères à compétence humaine (éducation, santé, population ou famille; cf. en France lors du gouvernement du Front Populaire, le Sous-Secrétariat aux loisirs/1936) ou, dans les pays à régime de parti unique, par le monopole de l'organisation de la jeunesse au bénéfice de ce parti : Komsomol, Balilla, Hitler Jugend. Après la défaite de 1940, la France s'engagea dans un tel processus : d'abord par l'interdiction des organisations israélites; puis en zone Nord de toutes les associations de jeunesse (septembre 40) et après le débarquement, de toutes les associations anciennes; la contrainte étatique se manifestant par les "Chantiers de jeunesse" puis plus tard les "jeunes du Maréchal".

g) Interdépendance et coordination

Pour résister à ces contraintes, deux voies s'offrirent à ceux qui voulurent maintenir le pluralisme des associations de jeunesse :

- s'abriter en incorporant leurs membres dans des structures adultes : ex. Croix-Rouge pour les Eclaireurs de France, Eglise pour les mouvements unionistes (U.C.J.G.);
- rassembler les responsables dans des organismes de coordination qui, dans bien des cas, se "doublèrent" par des filières et des services de liaison avec la Résistance. Les Compagnons de France (juillet 1940) dus pour une grande part à l'initiative de membres des Scouts de France, furent la première et la plus large tentative d'entente de tous. A la Libération l'on retrouva de ses membres dans les deux camps.

Le débarquement en Afrique entraîna la création de deux organismes de coopération en zone Sud :

- Le Conseil Protestant de la Jeunesse assura la cohésion de l'ensemble des groupements protestants. En outre, l'ensemble des associations privées (spécialement Scoutisme, Associations Catholiques et Conseil protestant de Jeunesse se rassemblèrent dans le "Conseil Privé des grands mouvements" (1940).
- Les Forces Unies des Jeunesses Patriotiques (1942) lien entre les organisations de caractères politiques mais qui reçut aussi des représentants "à titre personnel" de certaines des associations membres du Conseil Privé.

h) Après la Libération

La fin de la guerre et les années qui suivirent furent marquées par quatre phénomènes nouveaux :

- dissolution des associations qui s'étaient soumises aux exigences de "Vichy" et qui lui apportèrent leur soutien y compris en acceptant l'envoi de travailleurs en Allemagne. Une exception toutefois, doit être faite pour certains mouvements spécialisés catholiques qui recommandèrent à certains de leurs militants d'accompagner leurs camarades, pour en quelque manière, les encadrer, au sein du S.T.O. Ils furent d'ailleurs accompagnés de certains de leurs "aumôniers", partis comme travailleurs. C'est de cette "expérience" que sont sortis les prêtres ouvriers qui, soutenus par le nonce apostolique RONCALLI, allaient contribuer à sa décision, une fois Pape (Jean XXIII), de convoquer VATICAN II et, par là, de donner son élan à l'aggiornamento.

Ces dissolutions des associations de Vichy n'étaient en fait que l'aspect négatif de la réapparition des mouvements d'avant 1940.

- les exigences de l'actualité allaient entraîner la création de nouveaux organismes de jeunes qui souvent furent dus à l'initiative des mouvements anciens ou du moins de certains de leurs membres : par exemple, Fédération Française des Maisons de Jeunes et de la Culture (1945); Francs et Franches Camarades (soutien des Eclaireurs de France et de la Ligue de l'Enseignement (1944)).

- nouvel effort de coordination entre les associations de jeunesse afin de disposer de services d'intérêt général (tant pour les personnes que pour les associations) soit pour des actions ponctuelles (campagnes), soit pour présenter un front commun face aux autorités mais aussi de l'opinion publique dont le soutien devenait nécessaire pour l'exécution d'une politique de la jeunesse (cf. plus loin).

C'est ainsi que dès l'automne 1944, la fusion du Conseil Privé des Grands Mouvements avec les Forces Unies des Jeunesses patriotiques constitua l'Union Patriotique des Organisations de Jeunesse (U.P.O.J.). C'est dans le cadre de celle-ci ou en relation avec elle, que s'élaborèrent entre les membres et parfois en liaison avec les autorités, des éléments d'une politique de la jeunesse (voir plus loin).

- contribution active à la convocation d'une Conférence Internationale de la Jeunesse (Londres, automne 1945) qui aboutit à la création de la Fédération Mondiale de la Jeunesse (F.M.J.D.). Le manque de soutien des associations catholiques (spécialement en France) l'empêcha de répondre aux intentions de ses fondateurs et la conduisit à privilégier ses liens - et donc sa dépendance - avec, en priorité, les organisations communistes.

Dans l'intention de rétablir l'équilibre, une Conférence Mondiale de la Jeunesse fut, à nouveau, convoquée à Londres; elle conduisit à la fondation de l'Assemblée Mondiale de la Jeunesse (WAY 1945) qui couvrit principalement les "sociétés occidentales et d'importantes fractions du Tiers Monde".

Deux associations internationales d'étudiants, parallèlement, allaient se partager le monde.

En 1953, le Conseil Français, préoccupé de la situation des jeunes soldats, suggéra l'établissement d'une Commission Armées-Jeunesse où siégeaient sur un pied d'égalité des représentants des Armées et des associations de jeunesse.

C'est en 1954 que MENDES-FRANCE, par son discours de Lille (6 novembre), en demandant la création de commissions jeunesse dans tous les ministères ayant à connaître de "problèmes de jeunes" définissait ainsi une politique de la jeunesse : "Un régime n'existe et ne mérite d'exister que s'il est capable de construire l'avenir en s'orientant vers le sens du progrès et en répondant aux besoins des générations qui montent."

A partir du moment où il y a divorce entre l'orientation du régime et les aspirations de la jeunesse, la catastrophe est proche.

2 - AVENEMENT DE LA CONTESTATION OU USURE ET RENOUVEAU DU MOUVEMENT.

Toute la première partie de cette étude montre une concordance entre l'évolution générale de la société (son histoire) et les moyens (structures et activités) que les jeunes se donnèrent ou reçurent pour leurs rencontres et rassemblements.

La seconde moitié du XX^e siècle confirme cette perspective mais selon d'autres lignes de forces. On peut les lire à travers les situations et phénomènes suivants :

- les tensions et les conflits provoqués par des jeunes;
- le rôle reconnu à l'animation de la jeunesse et les efforts entrepris pour s'en assurer le contrôle;
- la fonction provocatrice et, en fait, prophétique de la contestation.

Ces événements révèlent que l'actualité et la jeunesse sont devenues les lieux et les moteurs conjugués d'une tension et même de crises qui expriment l'opposition entre l'héritage (ou ascèse) reçu et l'espérance inscrite dans l'inévitable nécessité de s'affirmer.

a) Incidents ou événements

L'observation des récentes crises de la jeunesse permet d'en lire les signes avant-coureurs dès 1918 quand des étudiants rassemblés dans l'Université de Cordoba (Argentine) adressent un "message aux hommes libres de l'Amérique latine". Nombre de ses signataires contribueront aux mouvements de libération et de démocratisation de l'Amérique du Sud et même lui fourniront ses cadres.

1955 - FRANCE : Conflits entre les associations membres de l'Association Catholique de la Jeunesse Française, ce qui provoque son éclatement.

1956 - ESPAGNE (Barcelone): agitation des étudiants.

HONGRIE (Budapest) 23 octobre : manifestation des étudiants qui ouvrira la révolte.

1957 - FRANCE : Publication par la "Route" des Scouts de France du Dossier Jean MULLER (un de ses responsables tué en Algérie). Ce fut un des temps forts de l'opposition à la guerre d'Algérie.

1962 - LIBAN : grève d'étudiants.

1964 - U.S.A. : Révolte à l'Université de Berkeley animée par le "Mouvement pour la liberté de parole".

1965 - (février) - 1966 (avril) LIBAN : Nouvelles agitations d'étudiants à Beyrouth.

FRANCE : Conflits de dirigeants de l'Union des Etudiants Communistes avec le Parti.

FRANCE : Le Cardinal Veillot exige les démissions de plusieurs responsables de l'A.C.J.F.

1966 - JAPON : grève de 155 jours à l'Université Waseda.

1966 - 1967 : GRANDE BRETAGNE (Londres) : Conflits à la London School of Economics.

FRANCE : (Strasbourg) Crise dite de "l'Internationale Situationniste".

CHINE : Contribution des "gardes rouges" à la Révolution culturelle.

1967 - U.R.S.S. (Moscou) Manifestations de jeunes intellectuels, place Pouchkine et rue Gorki.

U.S.A. - 15 avril : Premières manifestations d'étudiants contre la guerre du Vietnam.

BERLIN-Ouest - 2 juin : Mort de Benno Ohnesorg lors de manifestations à l'occasion d'une visite du Shah d'Iran.

VIETNAM-SUD - Septembre : Les représentants de quatre universités demandent un cessez-le-feu immédiat et le retrait des troupes américaines.

U.S.A. (Washington) 21 novembre : Siège du Pentagone.

1967 - 1968 - ESPAGNE, FRANCE, ITALIE, ALGERIE : Manifestations d'étudiants fermeture d'Universités, interventions de la police.

1968 - ANGLETERRE (Cambridge) : 500 étudiants protestent contre la guerre du Vietnam.

1968 - FRANCE (mai) puis la plupart des pays d'Europe occidentale : agitations qui, bientôt, entraîneront celles des milieux ouvriers.

1971 - 1976 - FRANCE : les lycéens "relèvent" les étudiants, leurs objectifs faisant corps avec l'actualité :

1971 : solidarité avec Gilles Guiot

1973 : mobilisation contre la loi Debré, puis oppositions aux successifs projets de réforme de l'enseignement (Fontanet puis Haby).

1975/76 : opposition de nombreux jeunes soit au service militaire, soit en vue d'obtenir la reconnaissance de "comités de soldats" dans les corps de troupe.

Le caractère historique de ces agitations est encore illustré par le calendrier des manifestations (meetings, défilés, assaut contre les ambassades): Israël, Espagne, Chili, etc...

b) L'animation de la jeunesse

Que ce soit pour les collectivités (publiques ou privées), la nécessaire intégration des jeunes à la société a posé à tous ceux qui y ont quelques responsabilités, comme aux membres des associations de jeunesse, un double problème :

- faciliter leur entrée (donc intégration) à leur milieu en améliorant la qualité des prestations dont ils pouvaient disposer: condition première d'un développement harmonieux du corps social;
- former des membres responsables des associations en faisant, dans toute la mesure du possible, de ceux-ci les relais et les multiplicateurs d'une osmose entre les âges et les milieux.

L'histoire récente des associations montre que cette exigence les a souvent déchirées d'où la multiplicité des tensions et même des scissions qu'ont connues de nombreuses associations.

Exemple : plusieurs des mouvements scouts, les Maisons des Jeunes, les Auberges de Jeunesse, l'Alliance des Equipes Unionistes qui avait voulu être un lien entre les divers courants des jeunesses protestantes.

Mais il y eut aussi les conflits des "jeunesses" avec les organismes adultes auxquels ils étaient liés ou même dont ils dépendaient.

Exemple : les jeunesses communistes avec le Parti; l'alliance des Equipes Unionistes avec les "autorités" et "instances" des Eglises protestantes.

Cette exigence, serait-ce même à cause des échecs, a pris une nouvelle forme avec l'apparition de la notion d'animation conçue comme un impératif vital : entretenir un dessein et des volontés déterminées d'une action fonctionnelle au sein de toute collectivité et que l'on pourrait comparer à celle d'un corps qui ne subsiste et ne se fortifie que par le jeu de circulation sanguine et respiratoire qui l'irriguent d'air et de sang et qui par

ailleurs, sont nourries par ce même corps. Relance, en quelque manière de la notion de militant mais en lui donnant, souvent, une nouvelle orientation et une autre dynamique.

La substitution de l'animateur au militant correspond au passage du mouvement à l'institution. Elle témoigne d'un changement de priorités et de modes d'interventions. Ce qui était "conscientisation" (1), effort pour exprimer une solidarité constamment ré-adaptée grâce à un "vécu" partagé devient une qualification professionnelle obtenue en dehors de la collectivité que l'on est appelé à servir ou bien, encore, programme stéréotypé selon un schéma général et pré-établi dont l'exécution déterminera les soutiens (autorisation d'exister, subventions) des autorités de "tutelle".

Ce qui était d'abord écoute des vis-à-vis, sensibilité à leurs situations propres, aptitudes et compétences offertes à leurs attentes et à leurs demandes fait place à une maîtrise technique : celle des procédés par lesquels se développent les relations sociales, la maîtrise des moyens d'expression et de communication (2) etc... Ce qui, à l'usage, unifie les programmes et les activités des associations.

L'initiative, le moteur et le cadre de ces transferts sont d'ailleurs imposés par deux pressions complémentaires :

- la concurrence entre les associations les conduit : vouloir étendre leurs entreprises et donc à offrir les prestations offertes par le plus grand nombre. La demande de celles-ci est d'ailleurs déterminée pour une grande part par les "mass média..." et par les succès des voisins.
- l'exigence pour l'Etat de maintenir la cohésion du corps social et pour cela d'encourager tout ce qui répond aux demandes et aspirations du public, ce qui conduit, par le jeu des aides, à des pressions (dont les subventions sont un des éléments) en vue de l'adoption de méthodes facilement identifiables et comparables... ce qui est la voie élémentaire de l'égalité.

Le contre-coup de ce processus est d'ailleurs significatif : les spécificités des associations deviennent moins marquées et, leurs intérêts s'identifiant, le champ de leurs coopérations devient plus cohérent et facilite leur coopération avec les pouvoirs publics. Ce qui d'ailleurs leur permet de devenir un "groupe de pression".

c) Fonction prophétique de la contestation

Les tensions ou conflits entre générations ont été de tous les temps comme en témoigne l'agitation estudiantine au Moyen-Age et en de nombreuses circonstances depuis. Cependant c'est seulement à partir de 1968 que

(1) Au sens que donne à ce terme plusieurs leaders sud-américains : Illich, Don Camara.

(2) Par exemple: importance grandissante de la dynamique de groupe qui fut une des techniques des systèmes totalitaires et de l'action psychologique de l'armée pendant la guerre d'Algérie.

les autorités comme l'opinion publique y ont vu une menace que l'on a définie comme une contestation. Ne serait-ce pas parce qu'on avait été contraint de constater qu'il ne s'agissait pas seulement de désordres ou d'impatiences mais, bien plus profondément, d'une mise en cause radicale de la société et des systèmes (moraux, culturels et de civilisation) qui en assuraient la durée ? On se retrouvait dans une situation dont les prémisses et les signes rejoignaient les troubles et les conflits d'une autre époque quand l'Europe fut déchirée par un des fruits de la Renaissance : la Réforme.

A nouveau les fondements (espoirs, cohésion, ordre et solidarité entre contemporains) de la vie sociale sont menacés et pour cela on retrouve des mots semblables pour exprimer cette crise, car protester ou contester signifient la même attitude : tout à la fois prouver (attester) et éprouver (vérifier) et confirmer la vitalité et la fiabilité du monde présent ou, sinon, la nécessité de s'engager dans de nouvelles voies par lesquelles nous donnerons formes et tons à une nouvelle étape et, peut-être même, ère de l'histoire.

Les crises qui divisent tant d'associations de jeunesse comme la sorte de connivence entre divers courants d'avant-garde (sociales, politiques, culturelles, religieuses) et les plus extrémistes des contestataires témoignent de cette situation. Des paroles et des actes qui scandalisent et divisent font naître, par provocation, des pensées et des comportements qui, par les nouvelles voies qu'ils ouvrent, créent des conflits et des divisions. N'est-ce pas cela la prophétie ? En tous temps, elle "marginalise" des minorités qui de ce fait, deviennent ferment social, politique et culturel.

De nombreux signes montrent que nous sommes entrés dans de nouveaux temps.

- L'usure des associations de jeunesse exprimée par la constance avec laquelle elles tentent de réactualiser leurs méthodes et leurs programmes sans, pour autant, dans bien des cas, éviter leur stagnation en effectifs et souvent même leurs reculs. Cela ne met-il pas en cause leur actualité ?
- La multiplication de tentatives, aux formes diverses, qui ne se définissent plus par des programmes, méthodes ou structures pré-déterminées mais qui, à l'opposé, fondent la continuité et la permanence ou durée de solidarités ou d'interventions qui, nécessairement sont établies par l'acuité de l'actualité de leurs mots d'ordre, lesquels - jour après jour - feront découvrir les rencontres et les engagements qui s'imposent. La nécessité ou finalité historique justifiant ou plutôt en créant les moyens (1).
- Ceux qui s'engagent dans un tel processus sont peu nombreux car, probablement cette constante ré-adaptation ou innovation exige des aptitudes et des modes de penser auxquels la plupart ne sont pas préparés (2).

(1) Réactualisation, en une certaine mesure, de la dialectique marxiste.

(2) En de nombreux cas, spécialement lors des crises universitaires, les observateurs ont noté que les "meneurs" étaient souvent parmi les mieux doués.

L'ambiguïté, le mépris et les confusions que révèlent les néologismes de groupuscules et de gauchistes illustrent cette situation. Mais ce dédain correspond-il à la réalité ? Les faits ne disent-ils pas le contraire ? Certes, ils sont minoritaires mais cependant, comme toute avant-garde, ils ouvrent la voie à des masses qui, pour l'immédiat, ne courent aucun danger... et ignorent parfois même où et comment elles vont être engagées.

C'est ainsi que de 1944 à aujourd'hui, l'on peut constater que 36 régimes politiques ont été abattus à la suite d'agitations (sociales, politiques, "autonomistes", religieuses) dont les premières furent dues à des jeunes. Evénements que les uns jugent comme des provocations et même des complots mais dans lesquels d'autres reconnaissent des précurseurs ou détonateurs. Nous n'en présenterons qu'un bref échantillon :

FRANCE : Les premières oppositions à la guerre d'Algérie vinrent des communes réactions des associations de "jeunesses" algériennes : chrétiens, musulmans, neutres et laïques (novembre 1954), les difficultés, en s'aggravant, amenèrent l'élection de de Gaulle à la présidence de la République (décembre 1958). Une nouvelle crise débuta en 1967-68 avec les étudiants et les syndicats. Puis vinrent des crises financières et politiques qui ne purent être résolues par un référendum lequel amena de Gaulle à démissionner (1969).

PAKISTAN : Série de manifestations étudiantes (en 1968 : 7 octobre, 7, 8 et 27 novembre) en décembre des émeutes ont lieu à Dacca; en 1969 ultimatum de 8 partis qui exigent des élections générales; le 25 mars le Maréchal Ayoub Khan remet ses pouvoirs à l'armée.

PORTUGAL : Agitations estudiantines en 1965, 1968, 1969.

MADAGASCAR : Grèves des étudiants en mars et avril 1971; chute du régime le 18 mai 1972.

ESPAGNE : Sur soixante importantes manifestations répertoriées qui entraînaient fréquemment des blessés et même des morts, nous en relevons 10 (un 6è) qui étaient le fait des jeunes. Elles éclatèrent de manière cyclique, environ tous les deux ou trois ans, ce qui correspondait pour une part au renouvellement des manifestants... mais aussi à l'arrivée de certains d'entre eux dans les organisations adultes, contribuant ainsi à l'actualisation et extension des revendications de celles-ci.

d) De l'héritage ascétique à l'expression novatrice

Etablir le bilan de la contestation conduit à un premier constat: les dynamismes, les tensions et les contradictions des sociétés actuelles proviennent de deux usages ou plutôt interprétations, de l'histoire :

- l'un, conservateur et économique : ne rien perdre ou abandonner des acquisitions du passé;
- l'autre, ambitieux et créateur : répondre à tous les besoins perçus ou recueillis et faire place à tous les espoirs et projets puisque les réussites et les inventions d'hier démontrent la possibilité de créer et d'innover.

Il est toutefois, inévitable que les générations et les classes sociales diffèrent sur la priorité à donner : maintien de l'héritage ou acquisition de nouveaux biens.

Au fur et à mesure que l'âge augmente ou que l'on accède (ou participe) au pouvoir, les forces comme l'imagination diminuent ou, tout au moins, l'on s'attache à ses possessions. Cela est particulièrement sensible quand on participe aux richesses et aux pouvoirs "institués".

Mais justement, si la voie est "barrée" et la promotion "programmée" dans des circuits fléchés par l'éducation, des échelles de valeurs et des hiérarchies sociales qui réduisent les initiatives des petites gens (jeunes ou prolétaires) comment ne tenteraient-ils pas d'accéder à la connaissance et au pouvoir par d'autres cheminements faisant ainsi une "nouvelle histoire".

N'est-ce pas cela que révèle l'importance de l'expression dans la contestation ?

La parole n'est-elle pas un de ses thèmes principaux comme l'indiqua le Mouvement qui anima la crise de Berkeley (voir plus haut). N'est-ce pas aussi ce qui a frappé ceux qui ont observé les dernières crises, particulièrement celle de 1968 :

- Ayache : Les citations de la révolte de mai.
- Besançon : Les murs ont la parole.
- Buhler : Petit dictionnaire de la révolution étudiante.
- Certeau : La prise de parole.
- Henz : Barricades 68, croquis et dessins.
- Les lycéens gardent la parole.
- Poèmes de la révolution de mai.

Il paraît donc nécessaire de reprendre ici une de nos précédentes analyses :

"L'expression exalte l'homme, fait appel à son imagination; elle l'incite à sortir de lui-même et à rechercher les richesses contenues dans ses vis-à-vis, d'où le rôle accordé à l'imagination et la spontanéité, à la provocation et à la participation. La mobilité, celle des idées comme des comportements est une des sources de la possible expansion de l'homme; aussi chaque situation ne peut être que provisoire, le "relativisme" et le "situationnisme" sont souvent la formation qui lui convient le mieux.

"En bref, on peut dire que l'ascèse exige un réseau de relations verticales (alors que l'expression se développe dans un cadre horizontal (le pair, la camaraderie et la fraternité, la cellule de base ou "groupuscule", etc...)). L'orthodoxie (la droiture) la persévérance dans la même direction appartiennent à l'ascèse; l'expérimentation, la diversité, les risques de confusion relèvent de l'expression. L'ascèse se maintient dans l'institution, alors que l'expression ne peut s'inscrire que dans le mouvement"(1).

(1) Jean JOUSSELIN : Renouveau du mouvement de la jeunesse et fins des mouvements de jeunesse. La contestation à la charnière de l'ascèse et de l'expression. Revue JEB (Ministère de la culture française de Belgique).

CONCLUSION en forme d'interrogations sur la formation des personnes et des sociétés :

NECESSAIRE PASSAGE DE L'EDUCATION A LA MAIEUTIQUE

Les histoires parallèles et complémentaires des sociétés et des organisations de jeunesse, présentent les évolutions et les mêmes bilans :

- le taux des personnes qui bénéficient de formations (intellectuelles, professionnelles, morales, sociales et culturelles) n'a cessé de s'élever et, pour cela, la contribution active d'un plus grand nombre de "maîtres" est apparue de plus en plus nécessaire.
- Les expériences et les innovations, produits de cette évolution, ont institutionnalisé ce qui d'abord avait été recherches et mouvements.

C'est ainsi que des relations de coopération et d'entraide, d'abord flexibles, exigeant ou encourageant l'initiative de chacun, se sont fossilisées par des règles (ou valeurs) et des structures stables et hiérarchisées. L'histoire des dernières générations ne cesse de se répéter. A longueur de temps, des communications (fondement de toute cohésion et ordre social) apparurent dans un plan horizontal (fraternité et démocratie). L'initiative y était égale entre tous et l'autorité (être auteur ou créateur) y était partagée puisque tous avaient les mêmes parts d'initiatives et de responsabilités. Alors, prédominait une mobilité intellectuelle et sociale qui se manifestait en termes d'évolutions, de renouvellement et de progrès. Puis le souci de stabilité et de maintien des acquis conduisit à leur transformation en réseaux verticaux et hiérarchisés qui incitèrent à la conservation par la transmission et la répétition de modèles.

Les efforts renouvelés pour réformer l'enseignement, d'une part et de l'autre, la multiplication des associations de jeunesse, en particulier, l'institutionnalisation de nombreux mouvements de jeunesse comme aussi les crises de la jeunesse, ne sont-elles pas le permanent débat que soulève la promotion des personnes et des collectivités et qu'illustra, il y a vingt-quatre siècles, l'opposition de Socrate aux philosophes de son temps. Face à ceux-ci qui enseignaient en transmettant leurs sciences et en s'efforçant de fixer (immobiliser) l'ordre, Socrate, sarcastique, fils d'une sage-femme, rappelait que l'enfant déjà formé dans le sein maternel, contribuait à sa propre naissance et témoignait de sa vie par le premier cri que lui imposait la brûlure de l'air qu'il respirait pour la première fois. Pour lui l'éducation et la pédagogie (1) devait céder le pas à la maïeutique.

La formation de demain, pour être populaire et permanente, sera-t-elle encore institutionnelle, fondée sur ceux qui ont reçu mission de maintenir l'ordre et de fixer la place de chacun, donc directive et verticale ou deviendra-t-elle une maïeutique, libératrice par l'éveil de chacun grâce aux initiatives et aux pouvoirs qui lui seront reconnus et que lui-même pourra modifier et étendre ?

(1) Education et pédagogie ont comme source ou fondement (étymologie) les notions de conduite et de direction. Le Duc conduit, dirige les armées royales... et le Duce est un modèle de dictateur. Le pédagogue grec, souvent un esclave, peut-être ignorant, conduisait le fils du maître aux pieds des philosophes dont se moquait Socrate.

ORIENTATIONS - CADRES ET ETAPES
DE L' EDUCATION POPULAIRE

La formation des jeunes comme la promotion de certains de leurs adultes ont toujours été les voies par lesquelles toutes les collectivités entretinrent et développèrent leur existence et voulurent maintenir leur cohésion.

Aussi, toutes les méthodes employées comme tous les programmes qui en assuraient le bon usage, tant dans leurs origines que par leurs objectifs, témoignent d'une évidente intention de "popularisation" ou "vulgarisation".

Cependant, la diversité de ces interventions les classent entre deux systèmes que nous définissons comme horizontaux (de coopération qui exige qu'une part d'initiative et de responsabilité soit reconnue à tous) et verticaux où des maîtres compétents et expérimentés organisent et contrôlent des programmes et des relations qui doivent contribuer à la sélection des élites qu'elles exigent.

Le tableau suivant présente le cadre historique de ces innovations, créations et institutions. Il est complété par un commentaire.

LES EDUCATIONS POPULAIRES

Leur chronologie et les types de relations qui les spécifient.

Indicatifs des relations dominantes :

V : Verticales

H : Horizontales

A : Déterminées par des "maîtres" ou institutions mais exigeant l'adhésion des bénéficiaires.

DATES	DEBUTS OU PREMIERES MANIFESTATIONS	Indicatifs	Commentaires
Début des sociétés	Initiations familiales et tribales	V	
4è siècle avant J.C.	Socrate et la maïeutique	H	
8è siècle	L'école du palais de Charlemagne	V	

DATES	DEBUTS OU PREMIERES MANIFESTATIONS	Indicatifs	Commentaires
Moyen Age	Les écoles et les Universités	V	2
	Les écoles buissonnières	A	3
Moyen Age	<u>Les corporations</u> . Elles seront dis- soutes par la loi Le Chapelier en 1791	H	3a
XIII ^e s.	Les ordres mendiants (franciscains et dominicains)	V	
1524	LUTHER: Appel pour la création de la Volksschule (école du peuple)	V	4
1564	Ecoles dominicales - St. Charles Borromée - Milan	A	
XVI ^e s.	Les huguenots persécutés. Ecoles buissonnières ou "furtives"	A	
1666	Nouvelles écoles dominicales Démia - Lyon	A	
1678	Frères Mineurs - Ecoles chrétiennes	V	5
1709	Paris: cours pour adultes	A	6
1739	Wurtemberg puis d'autres Etats allemands (Prusse 1763, Bavière 1803): Obligation scolaire pour toutes les personnes non-mariées	V	
1747	<u>Herbault</u> (France) institue un systè- me de monitorat à l'Hospice de la Pitié qu'il dirige. Le chevalier PAWLET, emploiera la même méthode dans l'établissement d'orphelins mi- litaires qu'il créera (1776)	A	
	Les mêmes relations pédagogiques sont employées en Inde par BELL et en An- gleterre par BELL et LANCASTER. D'où apparaîtra un mouvement pédagogique qui sera défini comme celui des écoles mutuelles ou lancasteriennes	A	7
1781	Robert RAIKE lance de nouvelles Ecoles du dimanche (Gloucester)	A	8
1783	Philippe de La MADELEINE dans ses "Vues patriotiques sur l'instruction du peuple" propose l'institution de cours publics	A	

DATES	DEBUTS OU PREMIERES MANIFESTATIONS	Indicatifs	Commentaires
Fin du XVIII ^e début du XIX ^e siècle	FRANCE : A la fin de l'Ancien Régime puis sous l'Empire, diverses entreprises, certaines en liaison avec les écoles mutuelles anglaises contribueront à des innovations pédagogiques. Leur convergences contribueront à la fondation de la <u>Société pour l'Instruction élémentaire</u>	A	9
1820/21	Premiers cours pour adultes fondés par le Comte de VOLVIC, président de la Sté pour l'Instruction élémentaire	A	10
1828	<u>Société des mutualistes</u> fondée par des ouvriers de Lyon	H	
1830	<u>Association polytechnique</u> fondée par l'Ecole polytechnique pour offrir une instruction gratuite et publique aux ouvriers	A	11
1844	GRUDTVIG (Danemark) fonde la première Université Populaire (Rodding)	H	
	<u>Société des équitables pionniers</u> de Rochdale (Angleterre). Début du mouvement coopératif	H	12
	<u>Unions Chrétiennes de Jeunes Gens</u> ou Y.M.C.A., premier mouvement de jeunesse	H	13
1848	Jean MACE publie "les vertus des républicains"; en 1866 il lance un appel pour la création de la <u>Ligue de l'Enseignement</u>	A	
1870	Pendant le siège de Paris, un pasteur écossais Mac All ouvre des salles d'accueil. La paix revenue il multiplie ses salles (Paris et Province) en milieu populaire. Lieu d'échanges et de rencontre (adultes et jeunes) qui sous le nom de <u>fraternités</u> offriront des activités variées cercles d'études, dispensaires, groupes d'abstinents (Croix Bleue) mouvements de jeunesse, colonies de vacances		

DATES	DEBUTS OU PREMIERES MANIFESTATIONS	Indicatifs	Commentaires
Débuts de la III ^e République	A. STAHL : "Le tour de France de deux enfants"		13a
	Débuts du catholicisme social: <u>Albert de Mun</u> , <u>V. Harmel</u> , <u>La Tour du Pin</u>		
1884	Paris - Tommy FALLOT fonde le <u>cer-</u> <u>cle d'aide</u> fraternelle et d'étude sociale	H	
1885	Nîmes - DE BOYVE fonde la <u>Société</u> <u>populaire d'économie sociale</u>	H	14
1894/95	A l'appel de la Ligue de l'Ensei- gnement création des <u>oeuvres post-</u> <u>scolaires</u>	A	15
1894	Le comte de Chambrun fonde le <u>Musée Social</u>		
	Paul RENOUVIN publie la revue "Le Sillon"		
1896/98	Deux groupes d'ouvriers, l'un au Faubourg St-Antoine (Paris) l'autre à Montreuil mettent en commun "leur maigre savoir et leurs bi- bliothèques" et font paraître une feuille volante: " <u>La coopération</u> <u>des idées</u> ." Le 1er janvier 1898 ils lancent un appel pour l'instruc- tion supérieure et l'éducation éthico-sociale du peuple	H	16/17
1890	Des "libéraux" catholiques "amor- cent la politique de ralliement" à la République. Lors d'une visite de l'escadre française à Tunis le cardinal Lavigerie fait accueillir l'amiral par une fanfare d'enfants jouant la Marseillaise. Dans son discours il préconisera le "rallie- ment" .	H	
	Des cercles de Mun contribuent à cette double action: catholicisme social et adhésion à la démocratie, effort que relaiera <u>Marc Sangnier</u> .		
1902	Fusion du Sillon de Renouvin avec le Bulletin de la crypte de M. Sangnier qui lance le mouvement du Sillon puis un nouveau journal "La Jeune Répu- blique!"	H/A	18
1908	Débuts du Scoutisme.		

COMMENTAIRES AU TABLEAU CHRONOLOGIQUE
DES DIVERSES EDUCATIONS POPULAIRES.

(1) - L'objectif de l'école de Charlemagne s'inscrit dans une perspective de tensions. Face à ses "pairs" l'empereur s'assure des serviteurs, issus du peuple, compétents et fidèles grâce à la promotion qu'il leur assure.

(2) - Dans nombre des Universités du Moyen-Age, les "nations" rassemblent les étudiants et leur permettent de participer à leur gestion.

(3) - Pour échapper à des taxes, que leur impose le chantre de Notre-Dame de Paris, des maîtres d'écoles tiennent des écoles buissonnières ou "fugitives" dans des lieux écartés.

(3a) - Le Tour de France, héritage des corporations, subsistera jusqu'aux débuts du XX^e siècle.

(4) - Lettre de Luther aux "conseillers de toutes les villes d'Allemagne". Il leur écrit :

"Les études, en premier lieu l'étude des langues, sont nécessaires et indispensables à l'intelligence de l'Ecriture, et par là, à la conservation de l'Evangile".

"Le plus grand bien d'une ville, sa plus grande richesse, son salut, c'est de posséder beaucoup de citoyens polis, instruits, sages, honnêtes et bien élevés."

Déjà se profile la nécessité d'universaliser l'enseignement comme il le redira en 1530 dans un "sermon sur la nécessité de mettre les enfants à l'école". Les objectifs de la VOLKSSCHULE sont donc, à la fois, personnels et communautaires, d'utilité à la vie présente mais aussi de transmission et de préparation au devenir; l'Evangile et le Royaume qui vient y ont leur part.

Mais nouveauté originale, cette lettre annonce que l'éducation relève de ceux qui ont le pouvoir sur l'ensemble du peuple et non pas de l'Eglise dont la fonction n'est pas de gérer le monde présent mais d'appeler les hommes à contribuer à l'attente du retour du Christ. N'est-ce pas, déjà, l'annonce de la nécessaire séparation de l'Eglise et de l'Etat qui constituera un des débats essentiels de la "crise de la laïcité" en France et qui caractérisera une des principales oeuvres de la III^e République. Entreprise à laquelle contribuèrent bien des hommes formés par le protestantisme ou lui ayant appartenu (Ferdinand BUISSON, Félix PECAUT, Jules FERRY).

(5) - L'ordre des Frères Mineurs, outre l'enseignement des enfants fait des fêtes et des conférences chrétiennes pour les hommes et les garçons âgés qui veulent y venir.

(6) - Transformation de l'école dominicale de Saint-Sulpice.

- (7) - BELL, chapelain anglican d'un orphelinat militaire rencontre des enfants indiens de Madras qui, sous la direction d'un camarade apprennent à écrire avec leurs doigts sur le sable. Il reproduira ce "modèle" dans son institution. Rentré en Angleterre, il publie deux études sur cette expérience mais ne réussit pas à la reproduire. A la même époque un quaker LANCASTER, ayant employé une méthode semblable, des conflits les séparent. En 1803, Lancaster reconnaîtra qu'il devait beaucoup à Bell.
- (8) - L'expérience de RAIKE, reprise par l'ensemble des Eglises protestantes dans le Monde, deviendra le cours préparatoire ou primaire de la "cathéchétique".
- (9) - Parmi les initiateurs de la Société pour l'Instruction élémentaire on note LA ROCHEFOUCAULT-LIANCOURT et LA ROCHEFOUCAULT-DOUDEAUVILLE. Emigrés lors de la Révolution puis revenus en France sous l'Empire l'un fonda une école qui deviendra l'école d'agriculture de Grignon; l'autre, par ses créations sera à l'origine des Ecoles des Arts et Métiers.
- (10) - Cours féminins à partir de 1825. En 1837, il existe 1.800 cours avec 37.000 élèves. En 1848, 1.931 cours avec 68.000 élèves.
- (11) - Le projet d'ouvrir le partage des responsabilités à d'autres que les polytechniciens provoque une scission. L'association philotechnique ouvre des cours pour les femmes.
- (12) - Charles GIDE et Charles RIST seront parmi les initiateurs des coopératives en France. Rist sera un des fondateurs du Musée Social.
- (13) - Les YMCA furent les initiateurs des foyers du soldat pendant la guerre de 1914/18.
- (13a) - Deux textes se conforment à l'évolution du système scolaire :
Le premier évoque un climat religieux
Le second est devenu laïque.
A la même époque, des ouvrages ayant la même orientation civique paraissent dans plusieurs pays :
- R. KIPLING : Le Livre de la Jungle (1894) et le Second Livre de la Jungle (1895). Baden-Powell y prendra la trame du programme et de la pédagogie des "LOUVETEAUX" branche cadette du scoutisme. Le scoutisme américain à ses débuts, les nommera "lionceaux" car aux U.S.A. on avait vu dans les bandar-log (singes) une caricature de la société américaine; ce qu'ont reconnu des traducteurs de Kipling.
- S. LAGERLOF : Le merveilleux voyage de Nils Holgerson (1907).
- (14) - T. FALLOT et de BOYVE furent parmi les fondateurs du Mouvement du Christianisme Social, avec Louis COMTE, un des initiateurs des colonies de vacances.
- (15) - Un rapport d'Edouard PETIT (1907/08, inspecteur général), fait état de :

- 48.565 cours pour adolescents et adultes dont 18.294 pour jeunes filles.
- 82.481 conférences.

La lecture publique est "répandue dans des milliers de communes, elle deviendra le vrai théâtre du peuple"

- Les mutualités scolaires, avec 753.000 membres dont 345.707 écoliers, totalisent des cotisations annuelles de 4 millions de francs. Un million est attribué pour des journées de maladie.
- Les Petites A (associations d'anciens élèves) sont 6.395 (2.907 de filles). Il existe plus de 2.800 patronages scolaires.

En 1910, il existe 331 sociétés de tir post-scolaires (141 mixtes).

- (16) - Paul BERT fait des conférences à des ouvriers qui payent une cotisation de 50 centimes par mois. En septembre 1898, le nom d'Université Populaire est adopté. En 1906, on en comptait 54 dans le Gard et l'Hérault, une douzaine dans le Sud-Est, 19 à Lyon, etc...
- (17) - Entreprise renouvelée entre les deux guerres mondiales par les EQUIPES SOCIALES de Robert GARRIC.
- (18) - Le scoutisme reprend les éléments de base des écoles mutuelles.

- 48.265 cours pour adolescents et adultes dont 18.294 pour jeunes filles.

- 81.481 conférences.

La lecture publique est "répandue dans des milliers de communes, elle deviendra le vrai théâtre du peuple".

- Les mutualités scolaires, avec 753.000 membres dont 342.767 écoliers, totalisent des cotisations annuelles de 4 millions de francs. Un million est affecté pour des journées de vacances.

- Les Petites A (associations d'anciens élèves) sont 6.387 (2.907 de filles). Il existe plus de 1.800 patronages scolaires.

En 1910, il existe 131 sociétés de tir post-scolaires (14 mixtes).

(16) - Paul BERT fait des conférences à des ouvriers qui payent une cotisation de 50 centimes par mois. En septembre 1898, le nom d'Université Populaire est adopté. En 1906, on en comptait 54 dans le Gard et l'Hérault, une dizaine dans le Sud-Est, 19 à Lyon, etc...

(17) - Entreprises renouvelées entre les deux guerres mondiales par les SOCIÉTÉS de Robert GARRIGUE.

(18) - Le scoutisme reprend les éléments de base des écoles nouvelles.

Où trouver les sources documentaires de l'Éducation Populaire ?

Les documents imprimés (ouvrages et articles de revues) sur l'Éducation Populaire sont conservés dans un certain nombre de bibliothèques et Centres de documentation et je vais vous parler de ceux qui n'ont pas les plus riches quant à leur fonds en ce qui concerne la région parisienne.

Bibliothèque Nationale.

Depuis 1537, originaire du dépôt légal en France, la Bibliothèque royale devenue Bibliothèque Nationale en 1793, reçoit au minimum un exemplaire de toutes les publications faites en France. Elle occupe depuis 1866 les immeubles situés dans le quartier des Petits Champs, Richelieu. Elle est la plus importante du monde, se compose de plus de 100.000 collections de revues et journaux. Je ne parlerai pas des collections (manuscrits, estampes, médailles, etc...) qui nous intéressent moins.

LES SOURCES DOCUMENTAIRES DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

La recherche bibliographique n'y est pas rapide pour le fonds ancien, le fichier matrice commenté en 1874 est de consultation longue et difficile. En effet, il est difficile de savoir comment un bibliothécaire de 1850 a indexé un ouvrage sur les cours post-scolaires par exemple. Il a peut-être appelé cela : éducation populaire, école du soir, éducation des adultes, etc... La recherche de documents est rapide si on connaît le nom des auteurs, les catalogues sont de consultation plus simple.

par Arlette BOULOGNE

Documentaliste

Après la Bibliothèque Nationale, la plus ancienne est les recherches ne sont pas très faciles, je vais vous présenter sept bibliothèques en les classant par ordre historique de création, parce qu'il est sûr que les bibliothèques qui existaient au moment où les documents ont été écrits ont plus de chances de posséder ces documents sur l'éducation populaire, qu'une bibliothèque créée par la suite.

La Bibliothèque historique de la Ville de Paris a été créée en 1871, juste après la Commune, elle est née avant d'être véritablement détruite par un incendie.

Dans cette bibliothèque, depuis 1871, ont été regroupés tous les documents concernant l'histoire de Paris et de la région parisienne : l'histoire, la géographie, les événements qui s'y passaient, les réunions qui s'y tenaient... En plus des 900 000 ouvrages conservés, il y a 1.700 collections de périodiques, tous les journaux parus à Paris, un fonds d'affiches, de cartes, de plans qui peut être intéressant, on regrette que pour regretter certaines manifestations d'éducation populaire du faubourg Saint-Jacques, par exemple, il est intéressant de savoir ce qu'était le faubourg Saint-Jacques en 1900.

De plus cette bibliothèque est ouverte au public, sans restriction, et elle est située dans un très bel hôtel de Marais à l'Hotel de Clugny.

LES SOURCES DOCUMENTAIRES
DE L'EDUCATION POPULAIRE

par Arlette BOURGNE

Documentaliste

Où trouver les sources documentaires de l'Education Populaire ?

Les documents imprimés (ouvrages et articles de revues) sur l'Education Populaire sont conservés dans un certain nombre de bibliothèques et Centres de documentation et je vais vous parler de ceux qui m'ont paru les plus riches quant à leur fonds en me limitant à la région parisienne.

Bibliothèque Nationale.

Depuis 1537, origine du dépôt légal en France, la Bibliothèque royale devenue Bibliothèque Nationale en 1795, reçoit au minimum un exemplaire de toutes les publications faites en France. Elle occupe depuis 1666 les immeubles situés dans le quadrilatère limité par les rues Vivienne, des Petits Champs, Richelieu et Colbert. Son fonds, un des plus importants du monde, se compose de plus de 7 millions d'ouvrages, et de 250.000 collections de revues et journaux. Je ne parlerai pas de ses autres richesses (estampes, médailles, etc...) qui nous intéressent moins.

La recherche bibliographique n'y est pas rapide pour le fonds ancien, le fichier matière commencé en 1894 est de consultation longue et difficile. En effet, il est difficile de savoir comment un bibliothécaire de 1890 a indexé un ouvrage sur les cours post-scolaires par exemple. Il a peut-être appelé cela : éducation populaire, école du soir, éducation des adultes, etc... La recherche de documents est beaucoup plus rapide si on connaît le nom des auteurs, les catalogues-auteurs sont de consultation plus simple.

Après la Bibliothèque Nationale, la plus ancienne où les recherches ne sont pas très faciles, je vais vous présenter sept bibliothèques en les classant par ordre historique de création, parce qu'il est sûr que les bibliothèques qui existaient au moment où les documents ont été écrits ont plus de chance de posséder ces documents sur l'éducation populaire, qu'une bibliothèque créée par la suite.

La Bibliothèque historique de la Ville de Paris a été créée en 1871, juste après la Commune, celle qui existait avant ayant été entièrement détruite par un incendie.

Dans cette bibliothèque, depuis 1871, ont été engrangés tous les documents concernant l'histoire de Paris et de la région parisienne : l'histoire, la géographie, les événements qui s'y passaient, les réunions qui s'y tenaient.... En plus des 500.000 ouvrages conservés, il y a 1.700 collections de périodiques, tous les journaux parus à Paris, un fonds d'affiches, de cartes, de plans qui peut être intéressant, ne serait-ce que pour repérer certaines manifestations d'éducation populaire du faubourg Saint-Antoine, par exemple: il est intéressant de savoir ce qu'était le faubourg Saint-Antoine en 1900.

De plus cette bibliothèque est ouverte au public, sans restriction, et elle est située dans un très bel hôtel du Marais : l'Hôtel de Lamoignon.

La troisième bibliothèque importante pour rechercher des documents sur l'éducation populaire est le Musée pédagogique, qui s'appelle maintenant l'Institut National de la Recherche et de la Documentation Pédagogique, après s'être appelé longtemps l'Institut Pédagogique National, situé rue d'Ulm.

Ce Musée Pédagogique a été fondé en 1879, sous le patronage de Jules Ferry et de Ferdinand Buisson. Il avait pour but de conserver tous les instruments d'éducation pour les montrer, en modèle, aux enseignants qui voulaient les utiliser : aussi bien les mesures qu'on utilisait pour faire les études de poids, que les ouvrages. Parmi ceux-ci, il y a aussi bien les manuels donnés aux élèves que les livres du maître et les relations d'expériences pédagogiques.

C'est au point de vue pédagogique, la source la plus importante parce qu'y ont été conservés des documents qui ne sont même pas à la Bibliothèque Nationale car ce sont des documents à très faible diffusion.

Cette bibliothèque est également très intéressante pour nous parce que, dans les livres de pédagogie, il y a tout ce qui se passait autour de l'école laïque et dans la mesure où une grande partie de l'éducation populaire, surtout à la fin du siècle dernier était faite par des enseignants, ces enseignants ont relaté leurs expériences dans des revues pédagogiques se trouvant dans cette bibliothèque. Son fonds se compose d'environ 1 million d'ouvrages, 4.000 collections de périodiques et un grand nombre de thèses.

La quatrième bibliothèque est la bibliothèque du Musée Social.

Le Musée Social s'appelle maintenant CEDIAS, Centre d'Etude, de Documentation d'Information et d'Action Sociale.

Le CEDIAS ou Musée Social a été fondé en 1894 par le Comte de Chambrun et Jules Siegfried. C'était aussi une bibliothèque-musée qui conservait tout ce qui se faisait dans le domaine social : statuts d'institutions, plans de cours modèles d'organisations sociales etc... Puis les organisateurs ont créé des séminaires d'études.

Cette bibliothèque a toujours occupé les mêmes locaux. Elle a donc conservé (sans perte) tout ce qui existait dans le domaine de l'action sociale, en particulier sur le plan confessionnel. C'est une bibliothèque riche : 80.000 imprimés, 2.500 collections de périodiques; elle continue à acquérir des documents concernant l'action sociale. Elle est, de plus, très facile de consultation et l'on y est fort bien accueilli. Le travail, dans cette bibliothèque est un peu plus facile que dans les autres qui sont très grandes, parce que le fichier est beaucoup plus détaillé et que la bibliothécaire, très compétente, connaît tout son fonds.

La cinquième bibliothèque est la Bibliothèque de l'Action Populaire.

L'Action Populaire est une institution créée en 1903, à Reims, par un père jésuite, le père Desbuquois. Le but de l'Action Populaire, c'est d'être une institution d'action sociale. Entre autres activités, les fondateurs ont ouvert une bibliothèque davantage destinée aux séminaires qu'ils organisaient qu'à un public extérieur, bibliothèque dans laquelle ils ont engrangé tout ce qui concernait le domaine social. L'essentiel des activités

de l'Action Populaire, outre les séminaires, a consisté en des publications très nombreuses pour aider au développement social. Leurs publications sont intégralement conservées chez eux mais il n'y a ni index ni table pour en faciliter la consultation. Ils ont eu quelques petits problèmes de déménagement et d'incendie eux aussi, ce qui fait qu'il y a des trous, entre 1903 et 1922. Le fonds s'élève à 80.000 imprimés et 1.000 collections de périodiques.

Il y a une bibliothèque qui est un peu en dehors du secteur de l'action sociale ou de l'action populaire, c'est la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, anciennement située au Musée de la Guerre, qui a été créée en 1918 par deux personnes seules qui ont collecté des documents pendant la guerre de 1914 et qui ont décidé d'en faire une bibliothèque musée de la Guerre. Cette bibliothèque s'est maintenue entre les deux guerres et pendant la guerre de 1940, les bibliothécaires s'étant répartis en zone occupée et en zone libre, on trouve regroupés là des documents des deux zones.

Il y a 600.000 imprimés et 2.300 collections de périodiques consacrés à la politique nationale et internationale. On y trouve des documents conservés nulle part ailleurs, en particulier les documents publiés pendant les périodes de guerre, sur les chantiers de jeunesse par exemple.

Il y a un très bon fichier de dépouillement, il est facile de trouver les documents anciens; le problème, c'est qu'ils n'ont plus d'argent et que les documents ne sont plus suivis. Tout ce qui entre maintenant est simplement répertorié mais pas indexé.

Il y a deux centres beaucoup plus récents qui ont des documents fort intéressants sur le sujet : c'est l'Institut Français d'Histoire Sociale, créé en 1949 et hébergé par les Archives Nationales. Cet Institut créé par Edouard Dolléaux et Georges Bourgin a pour but de favoriser la connaissance et l'étude des sciences sociales dans le sens le plus étendu. On y trouve des fonds très importants concernant toute la vie ouvrière et syndicale.

Il y a 6.000 volumes et 1.200 cartons d'archives et de documents (dons de militants syndicaux qui avaient conservé entre autres des affiches, des tracts...). Peu à peu les bibliothécaires dépouillent et classent tous ces documents.

Un autre centre, lui très récent : 1966, est le Centre d'Histoire du Syndicalisme, à la Sorbonne. Il a comme spécialité l'histoire du mouvement ouvrier et la culture ouvrière. On y trouve beaucoup de mémoires de maîtrises sur la fin du 19^e siècle et le début du 20^e siècle.

Voilà donc les bibliothèques que j'ai pu visiter, dans lesquelles j'ai repéré un certain nombre de documents intéressants.

Il existe d'autres bibliothèques que vous trouverez dans la liste ci-après. Elles sont à consulter également.

Il y a la Société d'Histoire du Protestantisme français, qui remonte à 1865, la bibliothèque du Grand Orient de France qui, maintenant, est assez facile d'accès, et possède toutes les archives du mouvement (depuis 1736).

Il y a également une bibliothèque jésuite, qui se trouve à Chantilly; la bibliothèque des Sciences religieuses ou philosophiques où il est conservé 600.000 volumes et qui est d'une richesse étonnante.

Il ne faut pas oublier toutes les bibliothèques et centres de documentation de mouvements, où l'on trouve principalement les archives de ces mouvements (archives imprimées). Dans la mesure où ces bibliothèques sont souvent assez récentes, elles n'ont fait que récupérer des archives mais ont peu de documents qui datent de leur création.

La bibliothèque de l'Union des Oeuvres Catholiques de France, a été créée presque en même temps que l'Association elle-même.

La bibliothèque du Touring Club, possède toutes les revues du Touring qui ont relaté les débuts du "plein air", l'apparition des colonies de vacances et tout ce qui s'est passé en éducation populaire dans le domaine du plein air.

Notons aussi la bibliothèque des Scouts de France, qui est riche, de création récente mais qui a récupéré toute une série d'archives. Ajoutons aussi la bibliothèque du Conseil Français des Mouvements de Jeunesse qu'anime Madame Déroulède, ici présente.

Enfin, la Ligue de l'Enseignement, a conservé beaucoup d'archives mais a connu pas mal de difficultés parce que les Allemands ont détruit une grande partie de son fonds.

Notons aussi l'Ecole Pratique de Service Social, première école d'assistantes sociales qui date de 1913 et qui a un fonds d'histoire de service social.

Dans toutes ces bibliothèques, il est relativement facile de retrouver les ouvrages qui parlent de l'éducation populaire, je parle toujours des ouvrages d'époque; je ne parle pas des synthèses faites plus tard. Pour les revues, source importante de documentation, la recherche est beaucoup plus difficile car leur conservation n'est pas assurée depuis longtemps.

En fait, la méthode de travail la plus rapide consiste à repérer les endroits où il y a des collections complètes de revues et à sortir les collections pour sélectionner les articles intéressants.

Toute recherche de documents sur les mouvements et l'histoire de l'éducation populaire doit comporter une visite aux Archives nationales et départementales qui conservent tous les documents officiels et originaux. Mais la recherche n'y est pas facile car le classement des documents laisse souvent à désirer. Il ne faut pas oublier, non plus, les archives de police. Elles sont très bien documentées; les militants d'éducation populaire ont en effet, eu souvent affaire à la police.

Pour le moment, à l'I.N.E.P., j'ai essayé petit à petit de faire un catalogue des documents existants sur l'histoire de l'éducation populaire: un catalogue, c'est-à-dire une liste de références complètes des documents avec leur localisation actuelle, l'endroit où on peut les consulter.

Nous avons en même temps, commencé à photocopier un certain nombre de documents, sans grande idée sur la sélection du document.

Par ailleurs, nous avons commencé à stocker les publications des mouvements d'éducation populaire reconnus par le Secrétariat d'Etat, Jeunesse et Sports, depuis 1945 pour certains. Toutes les revues reçues ici sont systématiquement conservées depuis 1966, date à laquelle le service de documentation a été créé. Des dossiers d'associations ont été établis et sont mis à jour au fur et à mesure. Nous conservons aussi des documents divers qui nous ont été donnés par exemple nous avons un "fonds Leveugle" et un "fonds Cruiziat".

ACTION POPULAIRE, Centre de Recherche et d'Action sociale, 13 rue Raymond Marcheron - 92 Vanves.

BIBLIOTHEQUE DE DOCUMENTATION INTERNATIONALE CONTEMPORAINE (B.D.I.C.)
Université de Paris-Ouest, rue de Buzen - 75131 Paris.
Ouverture (sur autorisation) : du lundi au samedi de 10 h. à 18 h.
Fermeture annuelle : 1er au 15 août.

N.B. Au cours du débat, trois autres bibliothèques ont été citées par Mesdames Coutrot et Déroutède, bibliothèques possédant un fonds intéressant sur l'histoire de l'éducation populaire au 19^e et au début du 20^e siècle: le Centre Protestant de documentation du parc Montsouris, la bibliothèque dominicaine nouvellement installée rue de la Glacière et la bibliothèque du journal "La Croix".

Centre Protestant de documentation du parc Montsouris, la bibliothèque dominicaine nouvellement installée rue de la Glacière et la bibliothèque du journal "La Croix".
Ouverture au public : du lundi au samedi de 9 h. à 13 h.
Fermeture annuelle : la quinzaine après Pâques.

CENTRE D'HISTOIRE DU SYNDICALISME DE L'UNIVERSITE DE PARIS, 15 rue de la Sorbonne - 75003 PARIS.
Ouverture sur autorisation : le lundi, mardi, jeudi, vendredi de 14 h. à 18 h.

INSTITUT FRANCAIS D'HISTOIRE SOCIALE, 87 rue Vieille du Temple - 75003 PARIS.
Ouverture sur autorisation : mardi et jeudi de 9 h. 30 à 12 h. 30 et de 13 h. 30 à 18 h. - Samedi de 13 h. à 18 h.
Fermeture annuelle : juillet ou août.

INSTITUT NATIONAL D'EDUCATION POPULAIRE, 11 rue Willie Blumenthal - 78160 MARLY-LE-ROI. Centre de documentation.
Ouverture au public : du lundi au vendredi de 9 h. 30 à 12 h. 30 et de 14 h. à 18 h.

INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE PEDAGOGIQUE, 29 rue de Vilm - 75007 PARIS.
Ouverture sur autorisation de lundi au samedi.
Fermeture annuelle : 1er août au 15 septembre.

MUSEE SOCIAL, Centre d'études, de documentation, d'information et d'action sociales (C.E.D.I.A.S.), 3 rue Les Cases - 75007 PARIS.
Ouverture au public : du lundi au vendredi de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h.
Fermeture annuelle : vacances scolaires de Pâques et de l'été.

SOCIETE D'HISTOIRE DU PROTESTANTISME FRANCAIS, 34 rue des Saints-Pères - 75007 - PARIS.
Ouverture au public du mardi au samedi de 14 h. à 18 h.
Fermeture annuelle : du 1er août au 15 septembre.

QUELQUES BIBLIOTHEQUES ET CENTRES DE DOCUMENTATION
POSSEDANT DES DOCUMENTS SUR L'EDUCATION POPULAIRE.

I - BIBLIOTHEQUES ET CENTRES DE DOCUMENTATION.

- . ACTION POPULAIRE. Centre de Recherche et d'action sociale, 15 rue Raymond Marcheron - 92 Vanves.
- . BIBLIOTHEQUE DE DOCUMENTATION INTERNATIONALE CONTEMPORAINE (B.D.I.C.)
Université de Paris-Ouest, rue de Rouen - 92 Nanterre.
Ouverture (sur autorisation) : du lundi au samedi de 10 h. à 18 h.
Fermeture annuelle : 1er au 15 août.
- . BIBLIOTHEQUE HISTORIQUE DE LA VILLE DE PARIS, 24 rue Pavée - 75004 - PARIS.
Ouverture au public : du lundi au samedi de 9 h.30 à 18 h.
Fermeture annuelle : 1er au 15 août.
- . BIBLIOTHEQUE NATIONALE, 58 rue de Richelieu - 75002 - PARIS.
Ouverture sur autorisation : du lundi au samedi de 9 h. à 18 h.
Fermeture annuelle : la quinzaine après Pâques.
- . CENTRE D'HISTOIRE DU SYNDICALISME DE L'UNIVERSITE DE PARIS, 16 rue de la Sorbonne - 75005 PARIS.
Ouverture sur autorisation : le lundi, mardi, jeudi, vendredi de 14 h. à 18 h.
- . INSTITUT FRANCAIS D'HISTOIRE SOCIALE, 87 rue Vieille du Temple - 75003 PARIS.
Ouverture sur autorisation : mardi et jeudi de 9 h.30 à 12 h.30 et de 13 h.30 à 18 h. - Samedi de 15 h. à 18 h.
Fermeture annuelle : juillet ou août.
- . INSTITUT NATIONAL D'EDUCATION POPULAIRE, 11 rue Willy Blumenthal - 78160 MARLY LE ROI. Centre de documentation.
Ouverture au public : du lundi au vendredi de 8 h.30 à 12 h.30 et de 14 h à 18 h.
- . INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE PEDAGOGIQUE, 29 rue d'Ulm - 75005 PARIS.
Ouverture sur autorisation du lundi au samedi.
Fermeture annuelle : 1er août au 15 septembre.
- . MUSEE SOCIAL. Centre d'études, de documentation, d'information et d'action sociales (C.E.D.I.A.S.), 5 rue Las Cases - 75007 PARIS.
Ouverture au public : du lundi au vendredi de 9 h à 12 h. et 14 h. à 18 h.
Fermetures annuelles : vacances scolaires de Pâques et de l'été.
- . SOCIETE D'HISTOIRE DU PROTESTANTISME FRANCAIS, 54 rue des Saints-Pères-75007 - PARIS.
Ouverture au public du mardi au samedi de 14 h. à 18 h.
Fermeture annuelle : du 1er août au 15 septembre.

II - BIBLIOTHEQUES ET CENTRES DE DOCUMENTATION D'ASSOCIATIONS OU MOUVEMENTS D'EDUCATION POPULAIRE.

- . CONSEIL FRANCAIS DES MOUVEMENTS DE JEUNESSE, 10 rue Antoine Roucher
75016 Paris.
- . GRAND ORIENT DE FRANCE, 16, rue Cadet - 75 Paris.
Ouverture sur autorisation.
- . LIGUE FRANCAISE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE L'EDUCATION PERMANENTE, 3 rue
Récamier - 75 Paris.
- . PEUPLE ET CULTURE, 27 rue Cassette - 75006 Paris.
Ouverture : sur rendez-vous.
- . SCOUTS DE FRANCE, 20 rue Lignier - 75020 Paris.
Ouverture au public: du lundi au vendredi de 9 h. à 18 h.
Fermeture annuelle : Août.
- . UNION DES OEUVRES CATHOLIQUES DE FRANCE, 31 rue de Fleurus -
75006 Paris.
Ouverture au public : le mardi et jeudi de 14 h. à 18 h.
Fermeture annuelle : Août.

La Bibliothèque, centre de documentation de l'Institut National d'Education Populaire, possède des publications, bulletins, magazines d'associations d'Education Populaire et de mouvements de jeunesse. En outre, elle dispose d'un fonds d'études, de thèses et de travaux dans le domaine de la jeunesse et des activités éducatives de loisir.

L'Institut National d'Education Populaire est un établissement public qui dépend de la Direction de la Jeunesse et des Activités Socio-Educatives du Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports auprès du Ministre de la Qualité de la Vie. Il contribue au perfectionnement de ceux qui, à titre bénévole ou professionnel, exercent des fonctions importantes dans l'Animation. Il organise des stages de formation et de perfectionnement, des journées d'études, des colloques nationaux et internationaux sur les problèmes de Jeunesse, d'Education Continue, de Loisirs et d'Animation (s'adresser pour le calendrier des activités à M. le Directeur de l'Institut National d'Education Populaire - Bureau des Stages et de la Formation).

Il édite 3 séries de "Documents de l'I.N.E.P." :

Série I : Documentation

Série II : Etudes et Recherches

Série III : Documents iconographiques.

Le Centre d'Etudes, de Recherche et de Documentation de l'Institut National d'Education Populaire a été créé en 1971 pour contribuer à la qualification des activités socio-éducatives par la diffusion d'études et de recherches théoriques et appliquées sur la formation à l'animation et sur l'animation. Le Centre d'Etudes, de Recherche et de Documentation édite une revue ; "Les Cahiers de l'Animation". Cette revue entend être l'instrument d'échanges et de liaisons entre chercheurs, experts, formateurs et créateurs socio-culturels.

Pour l'achat des "Documents de l'I.N.E.P." et l'abonnement aux "Cahiers de l'Animation" (4 fois par an - 80 pages) s'adresser à l'Institut National d'Education Populaire - Service des publications.

Le service de documentation de l'I.N.E.P. est ouvert aux chercheurs, formateurs, experts et animateurs du Lundi au Vendredi, de 9 h. à 18 h. et le Samedi de 9 h. à 12 h.

INSTITUT NATIONAL D'EDUCATION POPULAIRE

11 rue Willy Blumenthal

78160 MARLY-LE-ROI

LES ACTIVITÉS DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

L'Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire est un établissement public qui dépend de la Direction de la Jeunesse et des Sports et du Ministère de la Jeunesse et des Sports. Il contribue au perfectionnement de ceux qui, à titre bénévole ou professionnel, exercent des fonctions importantes dans l'animation. Il organise des stages de formation et de perfectionnement, des séminaires, des colloques nationaux et internationaux sur les problèmes de l'éducation populaire, de la jeunesse et de l'animation (l'adresse pour le calendrier des activités est le Directeur de l'Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire - Bureau des Stages et de la Formation).

Il édite la série de "Documents de l'I.N.E.P.":

Série I : Éducation Populaire - adressés aux animateurs et aux chercheurs

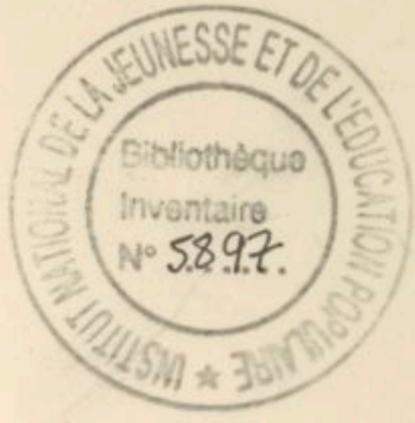
Imprimeur : I.N.E.P.
78160 MARLY-LE-ROI

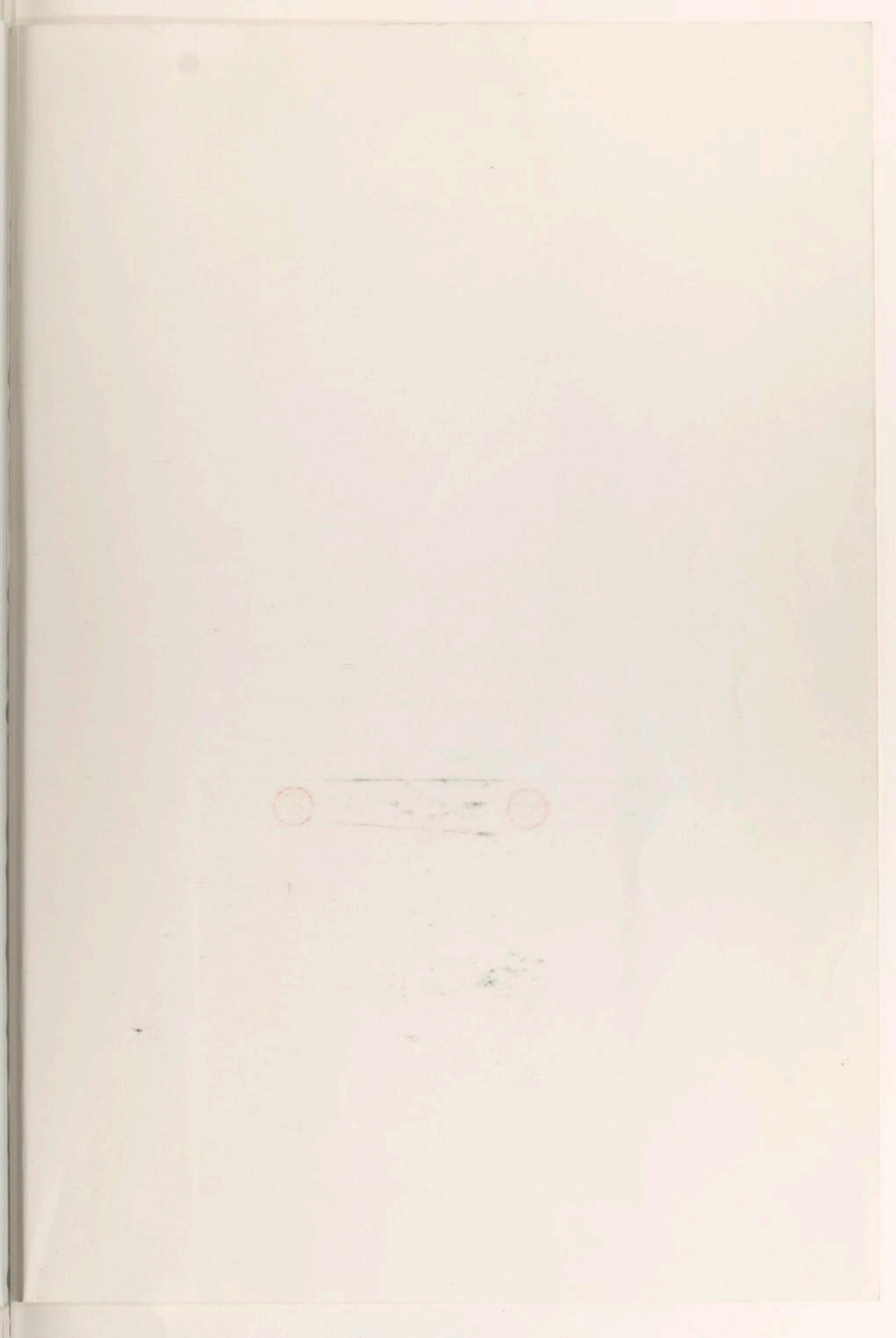
Série III : Éducation Populaire - adressés aux animateurs et aux chercheurs

Directeur de la Publication : Y.P. BOULONGNE
I.N.E.P.
78160 MARLY-LE-ROI

CPP606 AD

EXCLU DU PRÊT







1870
 1871
 1872
 1873
 1874
 1875
 1876
 1877
 1878
 1879
 1880
 1881
 1882
 1883
 1884
 1885
 1886
 1887
 1888
 1889
 1890
 1891
 1892
 1893
 1894
 1895
 1896
 1897
 1898
 1899
 1900